

BANK AL-MAGHRIB

BULLETIN TRIMESTRIEL

JUIN ET SEPTEMBRE 2000

N° 85



BANK AL-MAGHRIB

BULLETIN TRIMESTRIEL

JUIN ET SEPTEMBRE 2000

N° 85

BANK AL-MAGHRIB
Administration Centrale
277, Avenue Mohammed V
BP. 445 - R A B A T
Tél. (212 7) 70-26-26
Direction des Etudes
Fax. (212 7) 20-67-68

Dépôt légal : 7/1998
ISSN : 1114-0828

Les études ne peuvent être reproduites totalement ou partiellement sans autorisation.

Les renseignements contenus dans ce bulletin d'information, quoique puisés aux meilleures sources, n'engagent pas la responsabilité de Bank Al-Maghrib.

SOMMAIRE

	Page
ÉTUDES	
. Loi de finances pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2000	7
. Fonds Hassan II pour le développement économique et social	31
RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE	37
CIRCULAIRES DE BANK AL-MAGHRIB	
. Modificatif de la Décision Réglementaire relative au portefeuille de bons du Trésor à 1 an.....	61
. Modificatif de la Décision Réglementaire relative au portefeuille de bons CNCA à 1 an	67
. Modificatifs de la Circulaire relative à la réserve monétaire.....	73
. Circulaire relative à l'adjudication des bons du Trésor	81
STATISTIQUES	
. Statistiques monétaires.....	99
. Liquidité bancaire et taux d'intérêt	115
. Sociétés de financement	131
. Etablissements financiers	135
. Marché des capitaux	143
. Finances publiques	149
. Indices des prix	155
. Production	163
. Commerce extérieur	171
. Balance des paiements avec l'étranger	185
. Cours de change	189
. Comptes de la Nation	193

Liste des signes, abréviations et sigles utilisés

Signes

-	: Nul ou insignifiant
*	: Renvoi
“	: Idem
...	: Non disponible

Abréviations

Max.	: Maximum
Min.	: Minimum
N.B.	: Nota Bene
N.C.A.	: Non Compris Ailleurs
N.R.	: Non Rémunéré
P.M.	: Pour Mémoire.
T.B.B.	: Taux de Base Bancaire
T.L.	: Taux Libre
T.P.	: Taux Plafonné
T.R.	: Taux de Référence

Sigles

A.T.	: Régime d'Admission Temporaire en douanes
B.A.M.	: Bank Al-Maghrib
B.N.D.E.	: Banque Nationale pour le Développement Économique
B.T.P.	: Bâtiment et Travaux Publics
C.A.F.	: Coût, Assurance et Fret
C.C.P.	: Comptes Chèques et Comptes Courants Postaux
C.D.G.	: Caisse de Dépôt et de Gestion
C.E.N.	: Caisse d'épargne nationale
C.I.H.	: Crédit Immobilier et Hôtelier
C.M.A.	: Coopératives Marocaines Agricoles
C.N.C.A.	: Caisse Nationale de Crédit Agricole
D.T.S.	: Droits de Tirages Spéciaux
F.E.C.	: Fonds d'Équipement Communal
F.M.A.	: Fonds Monétaire Arabe
F.M.I.	: Fonds Monétaire International
F.O.B.	: Free on Board
H.B.M.	: Habitat Bon Marché
M.R.E.	: Marocains Résidant à l'Étranger
O.F.S.	: Organismes Financiers Spécialisés
O.N.I.C.L.	: Office National Interprofessionnel des Céréales et des Légumineuses
O.P.C.V.M.	: Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
P.M.E.	: Petites et Moyennes Entreprises
P.M.I.	: Petites et Moyennes Industries
S.C.A.M.	: Sociétés Coopératives Agricoles Marocaines
S.I.C.A.V.	: Sociétés d'Investissement à Capital Variable
U.E.B.L.	: Union Économique Belgo-Luxembourgeoise
V.I.T.	: Valeur Immobilière Totale

ÉTUDES :

- . Loi de finances pour la période du 1er juillet
au 31 décembre 2000**
- . Fonds Hassan II pour le développement
économique et social**

LOI DE FINANCES POUR LA PÉRIODE DU 1^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2000

Les objectifs de la loi de finances transitoire pour le second semestre 2000, établie dans la perspective du retour à l'année civile à partir du 1er janvier 2001, ne s'écartent pas des grandes orientations arrêtées antérieurement. En effet, ils demeurent axés sur la recherche d'une croissance économique élevée, conjuguée à la préservation de l'équilibre budgétaire tout en accordant une attention particulière aux problèmes sociaux.

Dans le domaine économique, l'accent devra être porté sur le développement des mesures incitatives en faveur de l'investissement. Aussi, les pouvoirs publics ont-ils, d'une part, accru le budget d'équipement et, d'autre part, introduit des allègements fiscaux au profit des entreprises.

Sur le plan social, l'action s'orientera vers une solidarité plus agissante avec le monde rural afin d'atténuer les conséquences de la sécheresse. La relance de l'investissement public et privé devrait se traduire par la promotion de l'emploi aussi bien en milieu urbain que dans le monde rural, le but visé étant la réduction de la pauvreté et de la marginalisation des couches sociales les plus défavorisées.

L'accent est également mis sur la rationalisation des dépenses publiques, notamment par la suppression de la gratuité de l'accès aux services de certaines entités relevant de l'Etat. C'est ainsi que certaines dépenses des Services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA), désormais non imputables sur les crédits du budget général, devront être couvertes par des ressources propres provenant de la rémunération des prestations fournies.

I - Évolution des masses budgétaires

Les prévisions de la loi de finances pour le second semestre 2000, rapportées à la moitié de celles relatives à l'exercice écoulé, laissent apparaître un renforcement des ressources globales de 19,2 % et une progression des plafonds des charges de 12,6%. Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, le solde déficitaire devant en résulter se limiterait à 4,8 milliards de dirhams au lieu de près de 8 milliards précédemment:

En millions de dirhams	Ressources		Plafonds des charges		Soldes	
	L.F. 1999-2000 (50%)	L.F. 2e semest. 2000	L.F. 1999-2000 (50%)	L.F. 2e semest. 2000	L.F. 1999-2000 (50%)	L.F. 2e semest. 2000
- Budget général	53.131	60.374	61.117	65.134	-7.986	-4.760
. Fonctionnement			31.719	33.617		
. Dette publique			20.234	18.588		
. Investissement			9.164	12.929		
- Budgets annexes	657	731	657	731	-	-
- SEGMA	-	763	-	757	-	+6
- Comptes spéciaux du Trésor	9.017	13.019	8.987	13.032	+30	-13
Total	62.805	74.887	70.761	79.654	-7.956	-4.767

Les recettes ordinaires prévues dans le budget général enregistrent, avec près de 50 milliards de dirhams, une hausse de 13,8 %, et les dépenses de même nature, fixées à près de 43 milliards, progressent de 4,7 %. Cette évolution se solderait par **un excédent du budget ordinaire** d'environ 7 milliards, en expansion de près d'une fois et demie. Il devrait couvrir plus de la moitié des dépenses d'investissement, lesquelles s'inscrivent, avec un montant de 12,9 milliards, en augmentation de près de 42 %. Les débours au titre de l'amortissement du capital de la dette publique, qui s'élèvent à 9,2 milliards de dirhams, en diminution de 15,4%, porteront **le besoin de financement global** à 15,3 milliards en baisse de 11,5%. Sa couverture nécessitera un recours relativement important au marché financier intérieur, de l'ordre de 8 milliards, en élargissement d'un tiers. En revanche, les financements extérieurs, qui avoisineraient 2,5 milliards, sont de nouveau prévus en baisse. **Le découvert** qui se chiffrait dans ses conditions à près de 4,8 milliards, devra être financé par le moyens de trésorerie d'origine intérieure.

**Prévisions de la loi de finances
pour le deuxième semestre 2000 (*)**

En millions de dirhams	Prévisions Loi de finances 1999-2000 (50%)	Prévisions Loi de finances 2ème semestre 2000	Variations en pourcentage
I - Budget général			
- Recettes ordinaires	43.831	49.882	13,8
- Dépenses ordinaires ⁽¹⁾	41.063	42.988	4,7
Solde budgétaire ordinaire	+2.768	+6.894	149,1
- Dépenses d'investissement	9.164	12.929	41,1
Déficit du budget général	-6.396	-6.035	-5,6
II - Solde des comptes spéciaux	+ 30	- 13	
III - Déficit budgétaire total	-6.366	-6.048	-5,0
IV - Amortissement de la dette à moyen et long termes	10.890	9.217	-15,4
Besoin de financement global (III + IV)	-17.256	- 15.265	-11,5
Financement prévisionnel			
- Ressources d'emprunt	9.300	10.492	12,8
. Emprunts intérieurs à moyen et long termes	(6.000)	(8.000)	(33,3)
. Emprunts extérieurs	(3.300)	(2.492)	(-24,5)
- Découvert (financé par des res- sources de trésorerie)	7.956	4.773	-40,0
(1) Dépenses de fonctionnement et intérêts de la dette publique			

(*) Voir annexes I à VIII.

A - Les ressources du budget général

Le renforcement des recettes ordinaires devrait provenir des rentrées attendues de la cession d'une partie des participations de l'Etat dans le secteur des télécommunications, de l'apport des privatisations et, dans une moindre mesure, du produit des taxes intérieures de consommation. En revanche, les impôts directs et surtout les droits de douane connaîtront un certain ralentissement.

Le tableau ci-après retrace l'évolution des recettes ordinaires prévisionnelles :

En millions de dirhams	Prévisions Loi de finances 1999-2000 (50%)	Prévisions Loi de finances 2ème semestre 2000	Variations en pourcentage
Recettes fiscales	36.284	35.509	- 2,1
Impôts directs	11.880	11.630	- 2,1
Droits de douane	6.782	6.177	- 8,9
Impôts indirects	15.586	16.033	+ 2,9
Enregistrement et timbre	2.036	1.669	- 18,0
Recettes non fiscales	5.797	11.523	+ 98,8
Domaine	78	69	- 11,5
Monopoles	5.060	10.367	+104,9
Recettes diverses	659	1.087	+ 64,9
Recettes de privatisation	1.750	2.850	+ 62,9
Total des ressources ordinaires	43.831	49.882	+ 13,8

1 - Impôts directs et taxes assimilées

Les recettes escomptées au titre des impôts directs se chiffrent à 11,6 milliards, accusant ainsi une diminution de 2,1%, notamment en raison de la modulation de l'assiette de l'impôt des patentes et de la suppression de la

participation à la solidarité nationale relative à la taxe urbaine, aux terrains non bâtis et aux profits immobiliers. L'impôt général sur le revenu, qui devrait rapporter 5,2 milliards, est également appelé à connaître une baisse, de 2,8%, ainsi d'ailleurs que la taxe sur les produits des placements à revenu fixe qui reculerait de 3,9%, consécutivement à la baisse des rémunérations de l'épargne. En revanche, l'impôt sur les sociétés, avec un apport de 4,1 milliards, devrait se révéler en augmentation de 1,7%.

2 - Droits de douane

Du fait de l'entrée en vigueur de l'Accord d'association avec l'Union européenne et du démantèlement tarifaire consécutif à l'application des règles instituées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les recettes douanières ne devraient pas dépasser 6,2 milliards, en diminution de 605 millions de dirhams ou 8,9%.

3 - Impôts indirects

Les recettes collectées au titre des impôts indirects, de l'ordre de 16 milliards de dirhams, devraient s'accroître de 2,9%. Cette évolution est liée à l'expansion prévisible de 8,3% des taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques et les tabacs, qui devraient rapporter respectivement 5,1 milliards et 3 milliards de dirhams. Quant au produit de la taxe sur la valeur ajoutée, d'un montant de 7,4 milliards, il devrait enregistrer une baisse de 2,8%, en raison du tassement des transactions.

4 - Droits d'enregistrement et de timbre

Le montant des droits d'enregistrement et de timbre, prévu pour 1,7 milliard, devrait subir un recul de 18%. Cette évolution est imputable pour l'essentiel à la baisse de plus de 400 millions de dirhams observée au niveau de la taxe annuelle sur les véhicules dont la période de perception en début d'année, n'est pas couverte par l'actuelle loi de finances.

5 - Recettes ordinaires non fiscales

Inscrits pour un total de 14,4 milliards, les produits à provenir des recettes non fiscales devraient connaître un accroissement de 6,8 milliards ou 90%, principalement en raison des rentrées des monopoles escomptées pour 10,4 milliards, en augmentation de plus du double, du fait de l'ouverture du secteur des télécommunications aux opérateurs privés. De leur côté, les recettes de privatisation rapporteraient 2,8 milliards à la suite d'un accroissement de 1,1 milliard ou près de 63%.

6 - Recettes d'emprunt

Les recettes d'emprunt devraient s'élargir de 1,2 milliard pour s'établir à 10,5 milliards de dirhams. Cette évolution recouvre une hausse d'un tiers des recours intérieurs, fixés à 8 milliards, et une baisse d'un quart des concours extérieurs, retenus pour 2,5 milliards.

B - Les charges du budget général

Les dépenses globales du budget général, inscrites pour 65,1 milliards de dirhams, devraient progresser de 6,6% sous l'effet notamment du relèvement de 41,1% de l'enveloppe destinée aux investissements, passée de 9,2 milliards à 12,9 milliards. Les dépenses de fonctionnement s'accroîtraient, quant à elles, de 6%, tandis que la charge de la dette publique baisserait de 8,1%.

1- Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement sont arrêtées à 33,6 milliards dont 21,9 milliards ou 65% sont consacrés aux dépenses de personnel. Celles-ci enregistrent une progression de 4,1%, similaire, du reste, à celle de l'exercice

écoulé. L'accroissement de cette catégorie de dépenses se trouve ainsi relativement maîtrisé en dépit de l'augmentation du nombre d'emplois créés, passé de 11.465 pour une année entière à 17.473 pour une période de six mois seulement et ce, en vue de doter le Département de l'enseignement de 9.545 nouveaux postes.

Face à la nécessité de poursuivre l'application rigoureuse de la discipline budgétaire, les dépenses de matériel, estimées à 5,7 milliards de dirhams, ne devraient pas progresser de plus 4,6%, rythme comparable à celui de l'exercice précédent.

Les dépenses au titre des charges communes sont arrêtées à 3,5 milliards de dirhams, dont près de 2 milliards sont réservés aux régimes de retraite et de prévoyance. L'enveloppe prévue pour le soutien des prix a été fixée, quant à elle, à 1 milliard de dirhams.

Les crédits ouverts au titre des «dépenses imprévues et dotations provisionnelles» et destinés aux dépenses exceptionnelles pouvant naître en cours d'exercice ainsi qu'à l'apurement des arriérés de paiement de l'Etat, ont été inscrits pour près de 2,5 milliards, en progression de 1,3 milliard de dirhams.

2 - Dépenses de la dette

Les montants consacrés au service de la dette publique, fixés à 18,6 milliards, devraient être réduits, d'un semestre à l'autre, de 1,6 milliard de dirhams ou 8,1%, comme il ressort du tableau ci-après :

En millions de dirhams	Prévisions Loi de finances 1999-2000 (50%)	Prévisions Loi de finances 2ème semestre 2000	Variations en pourcentage
Dette extérieure	7.604	8.445	11,1
Capital	4.337	5.303	22,3
Intérêts	3.267	3.142	- 3,8
Dette intérieure ⁽¹⁾	12.630	10.143	-19,7
Capital	6.553	3.914	-40,3
Intérêts	6.077	6.229	2,5
Charges totales de la dette publique	20.234	18.588	- 8,1
Charges en capital	10.890	9.217	-15,4
Charges en intérêts	9.344	9.371	0,3
(1) Dette à moyen et long termes.			

L'allégement escompté proviendrait quasi exclusivement de la réduction de 15,4% de l'amortissement du capital, revenu de 10,9 milliards à 9,2 milliards, et qui porterait particulièrement sur celui de l'endettement intérieur, avec une réduction de 40,3%. Le service de la dette publique, en absorbant 37,3% des recettes ordinaires, continue néanmoins de peser lourdement sur les finances publiques.

3 - Dépenses d'investissement

S'inscrivant en cohérence avec le projet du plan quinquennal, les dépenses d'investissement, en atteignant 12,9 milliards de crédits de paiement, ressortent en progression de 41,1%. A ces crédits budgétisés, il convient d'ajouter les charges d'investissement des collectivités locales prévues pour 3 milliards de dirhams.

Par ailleurs, les programmes d'investissement des entreprises et des établissements publics ainsi que de ceux du Fonds Hassan II pour le développement économique et social, porteraient respectivement sur 13,6 milliards et 6,8 milliards de dirhams.

Dans ces conditions, l'investissement public atteindrait au total, à titre indicatif, près de 37 milliards de dirhams.

II - Les dispositions fiscales de la loi de finances pour le second semestre 2000

Les aménagements d'ordre fiscal contenus dans la loi de finances pour le second semestre 2000 aspirent dans leur ensemble à l'instauration d'un cadre fiscal stable et moins complexe. Ils visent également, à travers la réduction des prélèvements fiscaux au profit de certains secteurs d'activité, à soutenir le développement de l'investissement et la création d'opportunités d'embauche.

Sur le plan social, il a été décidé d'accorder une avance non productive d'intérêts aux fonctionnaires désireux d'accéder à la propriété de logements sociaux.

A - Droits de douane

Les nouvelles dispositions adoptées dans ce domaine ont trait à la fusion du droit d'importation et du prélèvement fiscal à l'importation, à la modification du droit d'importation de certains produits d'origine africaine ainsi qu'au renoncement au recouvrement de certains droits et taxes.

Ainsi, dans le cadre des efforts poursuivis en vue de simplifier les documents de travail et de faciliter les opérations du commerce extérieur, il sera procédé à la fusion du tarif des droits de douane et de la nomenclature générale des produits (servant à l'établissement des statistiques du commerce extérieur) en un document unique reprenant les positions, sous-positions et rubriques des produits, affectées des quotités des droits correspondants.

De même, et toujours dans un souci de simplification et de transparence, il sera procédé à la fusion du prélèvement fiscal à l'importation avec le droit d'importation en retenant, pour l'ensemble, l'appellation «droit d'importation».

Il est à noter, cependant, que les fusions ainsi décidées du tarif des droits de douane et de la nomenclature générale des produits, d'une part, et du droit d'importation et du prélèvement fiscal à l'importation, d'autre part, n'entraînent aucune modification de la fiscalité douanière.

Par ailleurs, en application des décisions des pouvoirs publics d'accorder aux pays les moins avancés (PMA) des facilités pour l'introduction de leurs produits sur les marchés internationaux, les produits originaires ou provenant de certaines économies africaines bénéficieront d'exonérations totales ou de réductions de 50% du droit d'importation.

Eu égard à la modicité de leurs montants et à la surcharge de travail qu'ils occasionnent, il a été décidé de ne plus procéder aux recouvrements des droits de douane et autres taxes de montant en principal inférieur ou égal à 200 dirhams et consécutif à une liquidation supplémentaire opérée après enlèvement des marchandises.

Enfin, comme à l'accoutumée, il a été procédé à la ratification des décrets pris au courant de l'exercice écoulé et concernant notamment la modification des quotités des droits de douanes applicables à l'importation de certains produits. Ces mesures sont destinées à améliorer la compétitivité ou à alléger le coût des investissements des entreprises travaillant notamment dans les secteurs du textile, de la pâtisserie, de la pêche, de la navigation maritime, de la distribution des produits pétroliers, de la fabrication de filtres, de l'élevage, etc.

B - Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Dans le cadre des actions visant à atténuer les effets de la sécheresse sur le cheptel, il a été décidé de suspendre, pour une durée de six mois à compter de l'entrée en vigueur de loi de finances transitoire, la perception de la TVA sur l'orge dans la limite d'un contingent de 10 millions de quintaux. Le taux de celle-ci est fixé à 7% ou 20% selon que l'orge importée est destinée à l'industrie de la provende ou à l'alimentation animale.

Par ailleurs, la loi de finances prévoit l'exonération de la TVA, d'une part, sur les ventes de CD ROM reproduisant les publications et les livres à caractère culturel ou éducatif et, d'autre part, sur les services et produits reçus par les entreprises installées dans les zones franches et provenant du territoire assujetti.

Enfin, pour permettre le remboursement de la TVA payée au titre de l'acquisition des biens d'équipement, lequel est prévu par la charte de l'investissement, mais qui n'a jamais été appliqué, il a été décidé d'insérer ce principe dans la loi n° 30-85 relative à la TVA.

C - Impôts directs et taxes assimilées

1 - L'impôt général sur le revenu (IGR) et l'impôt sur les sociétés (IS) : dispositions communes

- Exonérations en faveur des entreprises hôtelières

En vue de promouvoir le secteur hôtelier et de renforcer sa compétitivité, une exonération totale de l'IS et de l'IGR pour une période de 5 ans ainsi qu'un abattement de 50% desdits impôts au-delà de cette période ont été instaurés au bénéfice des établissements hôteliers créés à compter du 1er

juillet 2000. Cette disposition porte sur le bénéfice généré par leur chiffre d'affaires réalisé en devises rapatriées. Il convient de rappeler, à cet égard, que les établissements existants bénéficient de l'abattement de 50% en vertu d'une stipulation de la loi de finances pour l'année 1999-2000.

- Produits de participation et produits de placements à revenu fixe

Dans le but de simplifier et de consolider les impôts cédulaires sur le revenu, il a été décidé d'instituer une retenue à la source, au titre de l'IS et de l'IGR, sur les produits de participation et produits de placements à revenu fixe perçus par les personnes physiques ou les personnes morales en remplacement de la taxe sur les produits des actions ou parts sociales et revenus assimilés instituée par la loi n° 18-88 et de la taxe sur les produits de placements à revenu fixe prévue par l'article 6 de la loi de finances pour l'année 1992.

L'insertion de ces deux taxes dans la loi n° 24-86 instituant l'IS et dans la loi n° 17-89 relative à l'IGR sous forme de retenue à la source est faite à droit constant et sans incidence budgétaire. De même, à partir de janvier 2001, toute référence aux deux taxes considérées est remplacée dans tout autre texte par la retenue à la source au titre de l'IS ou de l'IGR.

2 - Participation à la solidarité nationale

Afin de rationaliser le système fiscal, mais également dans un souci d'allègement du coût des projets immobiliers, la participation à la solidarité nationale sera supprimée à compter du premier janvier 2001 sur :

- . les terrains non bâtis,
- . la taxe urbaine,
- . la taxe sur les profits immobiliers.

Toutefois, elle reste due au titre de l'IS, dans les conditions en vigueur, par les sociétés dont les bénéficiaires sont exonérés temporairement et en totalité de cet impôt.

3 - Impôt des patentes et taxe urbaine

Dans le cadre des mesures tendant à favoriser l'investissement, il a été décidé de limiter, à compter du 1er janvier 2001, la valeur locative servant de base de calcul à l'impôt des patentes et à la taxe urbaine à un montant n'excédant pas 50 millions de dirhams au lieu de 100 millions auparavant.

Il est à rappeler que cette valeur locative avait été plafonnée par la loi de finances au titre de l'exercice 98-99 à la partie du prix de revient des terrains, bâtiments et leurs agencements, matériel et outillage acquis par les entreprises.

4 - Enregistrement et timbre

Dans ce domaine, deux mesures ont été décidées, avec effet à partir du 1er juillet 2000 :

1) Afin d'accorder aux promoteurs un délai suffisant, la durée de réalisation des projets d'investissement industriel, enregistrés gratuitement, est portée de 24 à 36 mois.

2) La perception du timbre spécial, au taux de 5 %, sur les billets de voyage, de bagages et de messageries est supprimée, eu égard au caractère social du transport public de voyageurs sur route.

D - Dispositions diverses

1 - Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes

Outre l'octroi de prêts, ce fonds finance des actions complémentaires destinées à faciliter la création d'entreprises et l'insertion des jeunes diplômés telles que le programme d'appui à l'auto-emploi et la construction de

locaux professionnels. Concernant le Fonds de soutien à certains promoteurs, les jeunes entrepreneurs et jeunes promoteurs bénéficiaires de prêts conjoints ont désormais la possibilité d'être exonérés des intérêts de retard au titre des avances de l'Etat, s'ils acquittent, avant le 1er janvier 2001, leurs créances exigibles.

Dans le cas où ils ne seraient pas en mesure de régler leurs impayés, ils peuvent demander le rééchelonnement de leurs dettes à l'égard de l'Etat, toujours au taux préférentiel de 5% l'an et en exonération des intérêts de retard.

2 - Avances de l'Etat au profit des fonctionnaires

Dans le cadre des efforts tendant à faciliter l'accession à la propriété de logements sociaux, l'Etat mettra à la disposition de ses fonctionnaires et agents remplissant les critères requis une dotation annuelle fixée par la loi de finances. L'avance, unique au cours de la carrière, ne devra pas dépasser plus de 10 % de la valeur immobilière totale du logement, et sera limitée à 20.000 dirhams. Elle n'est pas productive d'intérêts et son remboursement, par mensualité n'excédant pas en moyenne 100 dirhams, devra intervenir à partir de la quatrième année qui suit la date de son déblocage.

**LOI DE FINANCES POUR LA PÉRIODE
DU 1^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2000**

(En millions de dirhams)

	Ressources		Plafonds des charges		Soldes	
	L.F	L.F	L.F	L.F	LF	LF
	1999-2000 (moitié)	2e semest. 2000	1999-2000 (moitié)	2e semest. 2000	1999-2000 (moitié)	2e semest. 2000
- Budget général	53.131	60.374	61.117	65.134	-7.986	-4.760
. Fonctionnement			31.719	33.617		
. Dette publique			20.234	18.588		
. Investissement			9.164	12.929		
- Budgets annexes	657	731	657	731	-	-
- SEGMA	-	763	-	757	-	+6
-Comptes spéciaux du Trésor	9.017	13.019	8.987	13.032	+ 30	-13
Total	62.805	74.887	70.761	79.654	-7.956	-4.767

**LOI DE FINANCES POUR LA PÉRIODE
DU 1^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2000**

DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL

(En millions de dirhams)

	Loi de finances 1999-2000 (moitié)	Loi de finances 2ème semestre 2000	Variations en valeur absolue	Variations en pourcentage
Fonctionnement	31.719	33.617	1.898	6,0
. Personnel	21.056	21.927	871	4,1
. Matériel et interventions	5.428	5.680	252	4,6
. Charges communes	4.100	3.540	- 560	-13,7
. Dotations provisionnelles	1.135	2.470	1.335	117,6
Dettes publiques	20.234	18.588	- 1.646	- 8,1
. intérêts	9.344	9.371	27	0,3
. Capital	10.890	9.217	-1.673	- 15,4
Budget ordinaire (*)	41.063	42.988	1.925	4,7
Budget d'équipement	9.164	12.929	3.765	41,1
TOTAL DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL	61.117	65.134	4.017	6,6
(*) Total des dépenses de fonctionnement et des intérêts de la dette publique.				

**LOI DE FINANCES POUR LA PÉRIODE
DU 1^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2000**

RESSOURCES DU BUDGET GÉNÉRAL

(En millions de dirhams)

	Loi de finances 1999-2000 (moitié)	Loi de finances 2ème semestre 2000	Variations en valeur absolue	Variations en pourcentage
BUDGET ORDINAIRE	43.831	49.882	6.051	13,8
Recettes fiscales	36.284	35.509	- 775	- 2,1
. Impôts directs et taxes assimilées	11.880	11.630	- 250	- 2,1
. Droits de douane	6.782	6.177	- 605	- 8,9
. Impôts indirects	15.586	16.033	447	2,9
. Enregistrement - timbre	2.036	1.669	- 367	- 18,0
Recettes non fiscales	7.547	14.373	6.826	90,4
. Monopoles	5.060	10.367	5.307	104,9
. Domaines	78	69	-9	-11,5
. Autres recettes	659	1.087	428	64,9
. Privatisation	1.750	2.850	1.100	62,9
Recettes d'emprunt	9.300	10.492	1.192	12,8
. Emprunts extérieurs	3.300	2.492	- 808	- 24,5
. Emprunts intérieurs	6.000	8.000	2.000	33,3
TOTAL DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL	53.131	60.374	7.243	13,6

**LOI DE FINANCES POUR LA PÉRIODE
DU 1^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2000**

RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL

(En millions de dirhams)

Désignation des recettes	Loi de finances 1999-2000 (moitié)	Loi de finances 2ème semestre 2000
- Impôts directs et taxes assimilées	11.880	11.630
. Impôt agricole	-	-
. Impôt des patentes	185	90
. Impôt sur les sociétés	4.081	4.150
. Impôt général sur le revenu	5.348	5.200
. Taxe sur les produits des actions ou parts sociales et revenus assimilés	260	280
. Taxe sur les profits immobiliers	281	233
. Taxe sur les produits des placements à revenu fixe	1.405	1.350
. Participation à la solidarité nationale	100	85
. Autres	220	242
- Droits de douane	6.782	6.177
. Droits d'importation	3.364	3.053
. Prélèvement fiscal à l'importation	3.260	2.902
. Droits de sortie sur les minerais	-	-
. Autres	158	222
- Impôts indirects	15.586	16.033
. Taxes intérieures de consommation	7.932	8.591
. sur les produits pétroliers	4.710	5.125
. sur les tabacs	2.733	2.998
. Autres	489	468
. T.V.A.	7.654	7.442
- Droits d'enregistrement et de timbre	2.036	1.669
. Enregistrement	990	966
. Droits de timbre	543	608
. Taxe spéciale annuelle sur les véhicules automobiles	503	95
- Produits et revenus du domaine	78	69
- Produits des monopoles et participations de l'Etat	5.060	10.367
. Bank Al-Maghrib	630	200
. O.C.P.	375	-
. Opérateurs de télécommunications	2.277	8.800
. Autres	1.778	1.367
- Produits divers	549	547
- Recettes en atténuation de dépenses	110	540
- Recettes d'ordre	-	-
- Fonds de concours et recettes assimilées	-	-
- Recettes de privatisation	1.750	2.850
- Recettes d'emprunt	9.300	10.492
TOTAL DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL	53.131	60.374

**LOI DE FINANCES POUR LA PÉRIODE
DU 1^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2000**

**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU
BUDGET GÉNÉRAL**

(En millions de dirhams)

	Personnel		Matériel		Total	
	L.F	L.F	L.F	L.F	LF	LF
	1999-2000 (moitié)	2e semest. 2000	1999-2000 (moitié)	2e semest. 2000	1999-2000 (moitié)	2e semest. 2000
Liste civile et Cour Royale	268	287	677	715	945	1.002
Parlement et Ministère chargé des relations avec le Parlement	163	168	28	30	191	198
Premier Ministre (*)	45	54	30	29	75	83
Fonction publique - SG	35	33	8	8	43	41
Justice - Droits de l'homme	657	613	157	167	814	780
Affaires étrangères - Coopération	428	426	230	279	658	705
Défense nationale	4.868	5.169	1.275	1.420	6.143	6.589
Intérieur	2.520	2.473	452	495	2.972	2.968
Communication	22	22	131	153	153	175
Finances (**) et Plan	616	605	135	137	751	742
Equipement	286	288	34	34	320	322
Transports	62	63	19	19	81	82
Mines et Energie	42	44	35	36	77	80
Industrie, Commerce, Artisanat et Tourisme	115	118	66	68	181	186
Agriculture, Forêt et Pêche	414	427	402	423	816	850
Secteur public et Privatisation	6	6	5	6	11	12
Poste et Télécommunications	8	7	1	2	9	9
Enseignement	8.535	9.381	988	867	9.523	10.248
Jeunesse et sports	131	143	40	45	171	188
Habitat-Environnement	78	86	125	140	203	226
Emploi	61	63	138	139	199	202
Santé publique	1.635	1.382	389	404	2.024	1.786
Habous - Affaires culturelles	60	68	64	65	124	133
Total	21.055	21.926	5.429	5.681	26.484	27.607
Dépenses imprévues et dotations provisionnelles	1.135	2.470	-	-	1.135	2.470
Charges communes					4.100	3.540
Total des dépenses de fonctionnement					31.719	33.617
(*) Premier ministre, Affaires générales, Cour des comptes et Haut commissariat aux anciens résistants						
(**) Y compris les charges communes.						

**LOI DE FINANCES POUR LA PÉRIODE
DU 1^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2000**

**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT
DU BUDGET GÉNÉRAL**

(En millions de dirhams)

	Fonctionnement		Équipement		Total	
	L.F 1999-2000 (moitié)	L.F 2e semest. 2000	L.F 1999-2000 (moitié)	L.F 2e semest. 2000	L.F 1999-2000 (moitié)	L.F 2e semest. 2000
Services administratifs						
Sécurité						
Liste civile et Cour Royale	945	1.002	111	111	1.056	1.113
Parlement et Ministère chargé des relations avec le Parlement	191	198	50	94	241	292
Premier Ministre (*)	75	83	6	1.207	81	1.290
Fonction publique - SG	43	41	3	6	46	47
Justice - Droits de l'homme	814	780	131	155	945	935
Affaires étrangères - Coopération	658	705	32	48	690	753
Défense nationale	6.143	6.589	970	1.283	7.113	7.872
Intérieur	2.972	2.968	435	500	3.407	3.468
Communication	153	175	42	69	195	244
Total I	11.994	12.541	1.780	3.473	13.774	16.014
Ministères économiques						
Finances (**) et Plan	4.851	4.282	2.390	3.334	7.241	7.616
Équipement	320	322	1.190	1.378	1.510	1.700
Transports	81	82	358	360	439	442
Mines et Énergie	77	80	154	167	231	247
Industrie, Commerce Artisanat et Tourisme	181	186	132	186	313	372
Agriculture, Forêt et Pêche	816	850	1.211	1.247	2.027	2.097
Secteur public-Privatisation	11	12	19	23	30	35
Poste et Télécommunications	9	9	3	8	12	17
Total II	6.346	5.823	5.457	6.703	11.803	12.526
Ministères sociaux						
Éducation	9.523	10.248	967	1.331	10.490	11.579
Jeunesse et sports	171	188	66	145	237	333
Habitat - Environnement	203	226	170	404	373	630
Emploi	199	202	219	322	418	524
Santé publique	2.024	1.786	463	516	2.487	2.302
Habous -Affaires culturelles	124	133	42	35	166	168
Total III	12.244	12.783	1.927	2.753	14.171	15.536
Dépenses imprévues (IV)	1.135	2.470	-	-	1.135	2.470
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	31.719	33.617	9.164	12.929	40.883	46.546
(*) Premier ministre, Affaires générales, Cour des comptes et Haut commissariat aux anciens résistants (**) Y compris les charges communes.						

**LOI DE FINANCES POUR LA PÉRIODE
DU 1^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2000**

BUDGETS ANNEXES

(En millions de dirhams)

	1999-2000 (moitié de l'exercice)			2ème semestre 2000		
	Exploi- tation	Inves- tisse- ment	Total	Exploi- ta- tion	Inves- tisse- ment	Total
	R.T.M.	267	36	303	260	58	318
Conservation foncière, cadastre et cartographie	300	54	354	360	53	413
TOTAL	567	90	657	620	111	731

**LOI DE FINANCES POUR LA PÉRIODE
DU 1^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2000**

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

(En millions de dirhams)

	Ressources		Charges		Soldes	
	L.F 1999-2000 (moitié)	L.F 2e semest. 2000	L.F 1999-2000 (moitié)	L.F 2e semest. 2000	L.F 1999-2000 (moitié)	L.F 2e semest. 2000
Comptes d'affectation spéciale	7.391	10.681	7.356	10.680	+ 35	+ 1
Comptes d'adhésion aux organismes internationaux	-	-	26	4	- 26	- 4
Comptes d'opérations monétaires	-	5	2	5	- 2	-
Comptes de prêts	279	287	257	297	+ 22	- 10
Comptes d'avances	1	-	-	-	+ 1	-
Comptes de dépenses sur dotations	1.346	2.046	1.346	2.046	-	-
Total des comptes spéciaux du Trésor	9.017	13.019	8.987	13.032	+ 30	- 13

**LOI DE FINANCES POUR LA PÉRIODE
DU 1^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2000**

**RECETTES ET DÉPENSES DES SERVICES DE L'ÉTAT
GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME (SEGMA)**

(En millions de dirhams)

Département de rattachement	Loi de Finances 2ème semestre 2000			
	Exploitation		Investissements	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Liste civile et Cour Royale	-	-	-	-
Parlement et Ministère chargé des relations avec le Parlement	-	-	-	-
Premier Ministre (*)	10	10	-	-
Fonction publique - SG	6	6	2	2
Justice - Droits de l'homme	4	4	-	-
Affaires étrangères - Coopération	-	-	-	-
Défense nationale	95	95	2	2
Intérieur	-	-	-	-
Communication	77	77	10	10
Finances (**) et Plan	27	27	8	8
Equipement	63	51	-	6
Transports	25	8	1	18
Mines et Energie	3	3	-	-
Industrie, Commerce				
Artisanat et Tourisme	42	42	4	4
Agriculture, Forêt et Pêche	52	52	14	14
Secteur public et Privatisation	-	-	5	5
Poste et Télécommunications	-	-	-	-
Enseignement	124	124	-	-
Jeunesse et sports	15	15	-	-
Habitat - Environnement	1	1	2	2
Emploi	-	-	-	-
Santé publique	171	171	-	-
Habous - Affaires culturelles	-	-	-	-
Total	715	686	48	71
(*) Premier ministre, Affaires générales, Cour des comptes et Haut commissariat aux anciens résistants.				
(**) Charges communes non incluses.				

FONDS HASSAN II POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

I- GENÈSE DU FONDS

Les recettes additionnelles dégagées au titre de la concession de la deuxième licence GSM, de l'ordre de 6.830 millions de dirhams ⁽¹⁾, devaient faire l'objet d'une gestion extra-budgétaire «pour transformer le Royaume en un vaste chantier marqué par d'intenses activités d'édification et d'équipement ⁽²⁾». Telle était la volonté de feu Sa Majesté le Roi Hassan II et qui a été concrétisée avec la décision de Sa Majesté Mohammed VI d'instituer un fonds pour le développement et l'équipement ⁽³⁾.

Dénommé «Fonds Hassan II pour le développement économique et social», ce fonds a été créé par le décret n° 2-00-129 du 16 mars 2000, sous forme de compte d'affectation spéciale du Budget général.

(1) La concession de la deuxième licence GSM a rapporté en définitive 10.830 millions de dirhams, au lieu des 4.000 millions initialement escomptés et inscrits dans le budget 1999-2000.

(2) Discours de Feu Sa Majesté le Roi Hassan II prononcé le Jeudi 8 Juillet 1999 à l'occasion de la Fête de la Jeunesse.

(3) Discours prononcé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI au Siège du Parlement le 8 Octobre 1999 à l'occasion de l'ouverture de la session d'automne.

II- OBJECTIFS ET CHAMP D'INTERVENTION DU FONDS

Le Fonds, en associant les autres composantes du secteur public et en suscitant l'implication des opérateurs privés, est appelé à jouer un rôle important en matière de dynamisation de l'investissement et de l'élargissement des opportunités d'emploi.

A cet effet, le législateur a expressément défini les domaines d'intervention du Fonds afin de maximiser les effets d'entraînement des programmes sélectionnés. Ceux-ci concernent aussi bien l'infrastructure de base des secteurs productifs que le développement des actions à caractère culturel et social.

III- ORGANES DE GESTION DU FONDS

Le Fonds est dirigé par un Comité de direction placé sous la responsabilité de Sa Majesté le Roi et comprenant des représentants du gouvernement et des administrations publiques ainsi que des personnalités appartenant au secteur privé. L'ordonnateur du compte d'affectation spéciale créé à ce titre est le Premier ministre, assisté dans cette tâche par un comité interministériel qui lui propose les programmes d'emploi des ressources et assure le suivi de leur réalisation.

Le Souverain a, en outre, nommé Messieurs Mohamed KABBAJ, Conseiller de S.M. le Roi, et Mohamed SEQAT, Gouverneur de Bank Al-Maghrib, responsables directs du Fonds.

IV- RESSOURCES DU FONDS

Constitués des recettes additionnelles au titre de la concession de la deuxième licence GSM, les versements au Fonds sont effectués à partir du chapitre «charges communes» du budget d'investissement du ministère de l'économie et des finances au titre de l'année budgétaire 1999-2000 ⁽¹⁾ . Pour pérenniser les ressources du Fonds, d'autres recettes ont été prévues. Elles sont constituées essentiellement des remboursements des avances ou prêts accordés par le Fonds et de leurs intérêts ⁽²⁾, du produit des placements qu'il est habilité à effectuer, ainsi que des dons et legs.

V- ALLOCATION DES RESSOURCES DU FONDS

Les versements sont effectués au profit des comptes spéciaux du Trésor, des Services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA), des établissements et entreprises publics ou privés et des associations à vocation sociale dont l'objet concourt à la réalisation des programmes retenus. Les recettes du Fonds peuvent également trouver à s'employer dans des opérations de prises de participation au capital, de prêts ou avances au profit des entreprises publiques ou privées, ou encore être placées auprès des organismes financiers.

Les projets retenus et énumérés ci-dessous, ont été sélectionnés en raison de leur impact amplificateur sur les plans économique et social et ce, grâce à l'effet de levier qu'ils ne manqueront pas d'exercer en suscitant notamment l'intervention d'autres opérateurs.

(1) Décret n° 2-00-128 (16 mars 2000) portant ouverture de crédits supplémentaires en contrepartie des recettes additionnelles provenant de la deuxième licence GSM.

(2) Les dépenses qui seront engagées au titre de l'habitat et des secteurs productifs sont appelées à être récupérées en partie.

- Equipement :

Allocation d'un milliard de dirhams en faveur de la Société des autoroutes du Maroc (ADM) afin d'accélérer le rythme de réalisation du programme d'équipement autoroutier.

- Habitat :

Renforcement du programme de l'habitat social par l'affectation de 1,1 milliard de dirhams ainsi que d'un montant de 200 millions de dirhams au Crédit immobilier et hôtelier (CIH) pour appuyer le financement des projets d'habitat social. Le Fonds Hassan II prévoit, en outre, une contribution pour un montant de 500 millions de dirhams au programme de recasement des familles déplacées dans le cadre de l'aménagement de l'Avenue Royale à Casablanca.

- Tourisme :

Participation au financement de la création de trois pôles touristiques, à Taghazout (Agadir), Saïdia-Ras El Ma (Oujda) et Khemis Sahel (Larache), pour un montant global de 500 millions de dirhams.

- Industrie :

Contribution, à hauteur de 500 millions de dirhams, à la mise en place d'infrastructures sous forme de terrains équipés et de bâtiments pour l'accueil d'industries principalement dans le secteur textile-habillement.

- Pêche maritime :

Affectation d'une enveloppe de 250 millions de dirhams au profit des pêches maritimes en vue de la création de centres de regroupement des pêcheurs et la construction d'abris pour la pêche artisanale et de sites de débarquement.

- Agriculture :

Allocation d'un montant d'un milliard de dirhams pour le parachèvement du programme d'irrigation d'un million d'hectares et le lancement du projet céréalier à haut rendement.

- Reboisement :

Renforcement du programme de reboisement, de protection des vallées et des barrages et de lutte contre la désertification, avec une enveloppe de 100 millions de dirhams.

- Actions sociales au profit du monde rural :

Contribution, pour un montant de 100 millions de dirhams, à des actions sociales dans le cadre d'un programme visant à réduire les effets de la sécheresse.

- Secteur social :

Ce domaine d'intervention est appuyé par une allocation de 350 millions de dirhams destinée à financer la mise en oeuvre de programmes visant la promotion de l'emploi et la lutte contre l'analphabétisme.

- Micro-crédits :

Ce programme bénéficie de l'affectation d'une enveloppe de 100 millions de dirhams.

- Culture :

Un montant de 400 millions de dirhams est prévu pour la construction du Musée royal des arts et de la Bibliothèque nationale à Rabat ainsi que du Théâtre de Casablanca.

- Technologies de l'information :

Mise en place des infrastructures nécessaires au développement de nouvelles technologies et renforcement des moyens de la Télévision nationale pour un montant de 200 millions de dirhams.

- Sports :

La promotion de la candidature du Royaume au Mondial 2006 a bénéficié d'un financement de 250 millions de dirhams.

- Autres projets :

Un montant de 280 millions de dirhams a été retenu en faveur d'autres projets qui seront arrêtés ultérieurement.

RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE (*)

ASSURANCES

Exercice de la profession d'intermédiaire d'assurances

Décret n° 2-99-1221 du 4 mai 2000 modifiant et complétant le décret n° 2-76-126 du 21 décembre 1977 pris pour l'application du dahir portant loi n° 1-76-292 du 9 octobre 1977 relatif à la présentation des opérations d'assurances et de réassurances et/ou de capitalisation et à l'exercice de la profession d'intermédiaire d'assurances. **(B.O. n°4796 du 18 mai 2000)**

AXA Assurance Maroc

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 596-00 du 26 avril 2000 portant agrément de la société d'assurances "Axa Al Amane" suite au changement de sa dénomination en "Axa Assurance Maroc". **(B.O. n°4796 du 18 mai 2000)**

COMMERCE EXTÉRIEUR

Loi relative au commerce extérieur

Décret n° 2-99-1261 du 4 mai 2000 modifiant et complétant le décret n° 2-93-415 du 2 juillet 1993 pris pour l'application de la loi n° 13-89 relative au commerce extérieur. **(B.O. n°4796 du 18 mai 2000)**

En vertu de ce texte :

- les modalités des demandes de franchise douanière sont désormais fixées par arrêté du ministre chargé du commerce extérieur en application des dispositions des articles 15, 16 et 17 de la loi n° 13-86 relative au commerce extérieur.

(*) Sélection des principaux textes législatifs et réglementaires relatifs aux domaines économique et financier parus au cours de la période sous revue.

- l'article 24 du décret n° 2-93-415 du 2 juillet 1993 a été modifié et complété comme suit :

“Si le ministre intéressé fournit les éléments de preuves de l'existence d'accroissement massif des importations, de diminution sensible des prix, de dumping, de subvention ou prime et de préjudice causé à la production nationale, il est fait immédiatement application à titre provisoire des mesures de sauvegarde à caractère tarifaire”.

- le Directeur général de l'Office chérifien des phosphates, le Directeur de l'Office de commercialisation et d'exportation et le Directeur de la Maison de l'artisan figurent désormais parmi les membres du Conseil national du commerce extérieur.

Code des douanes et impôts indirects

Dahir n° 1-00-222 du 5 juin 2000 portant promulgation de la loi n° 02-99 modifiant et complétant le code des douanes et impôts indirects approuvé par le dahir portant loi n° 1-77-339 du 9 octobre 1977. **(B.O. n°4804 du 15 juin 2000)**

Le nouveau code, qui vise à assouplir les procédures et à encourager les investissements, entrera en vigueur le 16 septembre 2000.

Taxe de commercialisation

Décret n° 2-00-363 du 28 juin 2000 modifiant le décret n° 2-96-298 du 30 juin 1996 instituant au profit de l'Office national interprofessionnel des céréales et des légumineuses (ONICL) une taxe de commercialisation des céréales et des légumineuses. **(B.O. n°4808 bis du 29 juin 2000)**

Cette taxe est désormais applicable aux céréales et aux légumineuses, qu'elles soient d'origine locale ou importées.

Elle est perçue auprès :

- des importateurs pour les produits importés ;
- des organismes de commercialisation de la production nationale ;
- des industries de transformation en ce qui concerne les produits achetés directement au producteur national.

Le montant de cette taxe est fixé en vertu du décret n° 2-96-298 du 30 Juin 1996 comme suit :

- Blés : 1,90 dirham au quintal
- Autres céréales : 0,80 dirham au quintal
- Légumineuses : 1,00 dirham au quintal

Régimes économiques en douane

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°729-00 du 24 mai 2000 modifiant et complétant la liste des marchandises éligibles au régime du drawback. **(B.O. n°4810 du 6 juillet 2000)**

Les combustibles solides et gazeux, le fuel et l'électricité consommés au cours de la fabrication de produits industriels (parmi lesquels figurent désormais également le ciment et les ouvrages en ciment, le clinker ainsi que le textile et l'habillement, en particulier) ont été ajoutés au tableau des marchandises pouvant bénéficier du régime du drawback.

Approbation du règlement intérieur de la zone franche d'exportation de Tanger

Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat et du ministre de l'économie et des finances n° 619-00 du 5 juin 2000 approuvant le règlement intérieur définissant les modalités et les règles relatives à l'exercice des activités à l'intérieur de la zone franche d'exportation de Tanger. **(B.O. n° 4818 du 3 août 2000)**

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Convention pour la garantie d'un prêt avec le Fonds arabe pour le développement économique et social

Décret n° 2-00-201 du 23 mars 2000 approuvant la convention conclue le 23 novembre 1999 entre le Royaume du Maroc et le Fonds arabe pour le développement économique et social pour la garantie d'un prêt de dix millions de dinars koweïtiens consenti par ledit fonds à l'Office national des aéroports pour la participation au financement du projet d'extension de l'aéroport Mohammed V de Casablanca. **(B.O. n° 4784 du 6 avril 2000)**

Convention de crédit avec le Fonds saoudien de développement

Décret n° 2-00-452 du 11 mai 2000 approuvant la convention de crédit d'un montant de trente millions de rials saoudiens (30 000 000 RS), conclue le 10 avril 2000 entre le Royaume du Maroc et le Fonds saoudien de développement en vue de la participation au financement du projet de développement de l'habitat social dans la ville de Fès (zone Bensouda). **(B.O. n°4800 du 1^{er} juin 2000)**

Convention de crédit avec le Crédit commercial de France et la BMCE-Paris

Décret n° 2-00-378 du 28 avril 2000 approuvant la convention de crédit d'un montant de 26.272.650,00 euros conclue le 29 mars 2000 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et un groupe de prêteurs composé du Crédit commercial de France et de la Banque marocaine du commerce extérieur-Paris. **(B.O. n°4796 du 18 mai 2000)**

Prêt accordé par la Banque du Japon pour la coopération internationale

Décret n° 2-00-658 du 20 juillet 2000 approuvant l'accord de prêt d'un montant de 2.462 millions de yens japonais conclu le 9 juin 2000 entre le Royaume du Maroc et la Banque du Japon pour la coopération internationale (JBIC). **(B.O. n° 4818 du 3 août 2000)**

Convention d'encouragement et de protection des investissements entre le Maroc et la Jordanie

Dahirs n° 1-99-03 du 10 mars 2000 portant publication de la convention relative à l'encouragement et à la protection des investissements entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie, faite à Rabat le 16 juin 1998. **(B.O. n°4796 du 18 mai 2000)**

Accords avec la Hongrie dans le domaine des transports et de la protection des investissements

Dahirs n° 1-98-131 et 1-98-132 du 3 mai 2000 portant publication de deux accords entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Hongrie. Le premier accord est relatif aux transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises tandis que le second concerne l'encouragement et la protection réciproques des investissements. **(B.O. n° 4810 du 6 juillet 2000)**

Accord avec l'Argentine pour l'encouragement et la protection des investissements

Dahir n°1-97-81 du 3 mai 2000 portant publication de l'accord fait à Rabat le 13 juin 1996 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République d'Argentine concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements. **(B.O. n° 4810 du 6 juillet 2000)**

Accord avec la Bulgarie pour l'encouragement et la protection des investissements

Dahir n° 1-97-129 du 3 mai 2000 portant publication de l'accord fait à Sofia le 22 mai 1996 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Bulgarie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements. **(B.O. n° 4810 du 6 juillet 2000)**

Accords avec l'Italie, la Chine et la Roumanie pour la promotion et la protection des investissements

Dahir n°1-99-257 du 19 mai 2000 portant publication de l'accord relatif à la promotion et la protection réciproques des investissements fait à Rabat le 18 juillet 1990 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne. **(B.O. n° 4818 du 3 août 2000)**

Dahir n° 1-96-4 du 3 mai 2000 portant publication de l'accord fait à Rabat le 27 mars 1995 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Populaire de Chine concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements. **(B.O. n° 4822 du 17 août 2000)**

Dahir n° 1-97-75 du 3 mai 2000 portant publication de l'accord fait à Rabat le 28 janvier 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de Roumanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements. **(B.O. n° 4822 du 17 août 2000)**

Convention de libre-échange avec la Tunisie

Dahir n° 1-99-325 du 28 janvier 2000 portant publication de la convention de libre-échange entre le Royaume du Maroc et la République tunisienne et du protocole y annexé relatif aux règles d'origine des marchandises et à la coopération douanière, faits à Rabat le 16 mars 1999. **(B.O. n°4804 du 15 juin 2000)**

Conventions avec l'Égypte dans le domaine du commerce extérieur et de la fiscalité

Dahirs n°s 1-93-506 et 1-93-513 du 19 mai 2000 portant publication respectivement : **(B.O. n°4804 du 15 juin 2000)**

- de l'accord commercial et relatif aux privilèges douaniers fait au Caire le 30 mai 1988 et de l'échange de lettres y annexées fait à Rabat le 22 mars 1989 ;

- de la convention faite à Rabat le 22 mars 1989 tendant à éviter la double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

Convention avec la Russie pour éviter les doubles impositions

Dahir n° 1-99-177 du 19 mai 2000 portant publication de la convention faite à Moscou le 4 septembre 1997 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. **(B.O. n°4804 du 15 juin 2000)**

Accord de coopération économique avec la Hongrie

Dahir n° 1-96-191 du 3 mai 2000 portant publication de l'accord de coopération économique entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Hongrie fait à Rabat le 17 mai 1995. **(B.O. n° 4810 du 6 juillet 2000)**

Accord de coopération avec le Mexique

Dahir n° 1-97-151 du 3 mai 2000 portant publication de l'accord général de coopération fait à Mexico le 9 octobre 1991 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement des Etats unis du Mexique. **(B.O. n° 4810 du 6 juillet 2000)**

Accord avec la Jordanie dans le domaine du transport routier

Dahir n° 1-99-02 du 15 mai 2000 portant publication de l'accord relatif au transport routier international de voyageurs et de marchandises entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie, fait à Rabat le 16 juin 1998. **(B.O. n° 4810 du 6 juillet 2000)**

Conventions en matière de tourisme

Dahir n° 1-96-189 du 19 avril 2000 portant publication de l'accord de coopération dans le domaine du tourisme entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française, fait à Marrakech le 13 janvier 1996. **(B.O. n°4800 du 1^{er} juin 2000)**

Cet accord vise à encourager, à développer et à coordonner la coopération entre les deux pays dans le domaine du tourisme.

Dahir n° 1-97-78 du 3 mai 2000 portant publication de l'accord fait à Rabat le 13 juin 1996 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République d'Argentine dans le domaine du tourisme. **(B.O. n° 4814 du 20 juillet 2000)**

Dahir n° 1-99-315 du 15 mai 2000 portant publication de l'accord fait à Rome le 27 février 1997 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne en matière de coopération touristique. **(B.O. n° 4810 du 6 juillet 2000)**

Coopération avec la Tunisie en matière de formation professionnelle

Dahir n°1-99-293 du 19 mai 2000 portant publication de l'accord de coopération fait à Rabat le 19 juin 1999 entre le Royaume du Maroc et la République tunisienne en matière de formation professionnelle. **(B.O. n° 4814 du 20 juillet 2000)**

Accord commercial et économique avec la Chine

Dahir n° 1-96-5 du 3 mai 2000 portant publication de l'accord commercial et économique fait à Rabat le 27 mars 1995 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Populaire de Chine. **(B.O. n° 4810 du 6 juillet 2000)**

Accord commercial avec la Russie

Dahir n° 1-96-9 du 3 mai 2000 portant publication de l'accord commercial fait à Marrakech le 15 avril 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de la Fédération de Russie. **(B.O. n° 4814 du 20 juillet 2000)**

Accord commercial avec l'Iran

Dahir n° 1-96-187 du 3 mai 2000 portant publication de l'accord commercial entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Islamique en Iran fait à Téhéran le 30 juillet 1995. **(B.O. n° 4822 du 17 août 2000)**

Haute commission mixte maroco-jordanienne

Dahir n° 1-99-1 du 3 mai 2000 portant publication de la convention portant création d'une haute commission mixte entre le Royaume du Maroc et le Royaume Hachémite de Jordanie, faite à Rabat le 15 juin 1998. **(B.O. n° 4822 du 17 août 2000)**

EMPLOI ET SALAIRES

Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC)

Dahir n° 1-00-220 du 5 juin 2000 portant promulgation de la loi n° 51-99 portant création de l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences.

L'Agence, établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, est placée sous la tutelle de l'Etat et a pour mission de contribuer à l'organisation et à la mise en œuvre des programmes décidés par les pouvoirs publics en matière de promotion de l'emploi qualifié. **(B.O. n°4804 du 15 juin 2000)**

Décret n° 2-99-822 du 4 juillet 2000 pris pour l'application de la loi n° 51-99 portant création de l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences. **(B.O. n° 4810 du 6 juillet 2000)**

Ce texte fixe la composition du conseil d'administration et les organes de gestion de l'Agence nationale de promotion de l'emploi.

Age minimum d'admission à l'emploi

Dahir n°1-99-07 du 19 mai 2000 portant publication de la convention n°138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail à sa 58ème session tenue à Genève le 26 juin 1973. **(B.O. n°4814 bis du 20 juillet 2000)**

Les membres signataires de cette convention s'engagent à poursuivre une politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants et à élever progressivement l'âge minimum d'admission à l'emploi.

L'âge minimum ne devra pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire, ni en tout cas à quinze ans.

Revalorisation du salaire minimum

Décret n° 2-00-525 du 23 juin 2000 portant revalorisation du salaire minimum dans les secteurs de l'industrie, du commerce, des professions libérales et de l'agriculture. **(B.O. n°4808 bis du 29 juin 2000)**

Le salaire minimum horaire des ouvriers et employés dans les secteurs de l'industrie, du commerce et des professions libérales est fixé à 8,78 dirhams.

La part du salaire journalier obligatoirement versée en argent aux salariés du secteur agricole est fixée à 45,50 dirhams.

Le présent décret prend effet à compter du 1^{er} juillet 2000.

Accidents de travail et maladies professionnelles

Décret n° 2-99-1004 du 20 mars 2000 portant revalorisation des rentes attribuées aux victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ou à leurs ayants droit. **(B.O. n° 4784 du 6 avril 2000)**

A compter du 1^{er} juillet 1999, les rentes allouées pour les accidents du travail survenus antérieurement au 1^{er} janvier 1998, soit aux victimes dont l'incapacité résultant d'un ou de plusieurs accidents est au moins égale à 10%, soit aux ayants droit de victimes d'accidents mortels, sont revalorisées en prenant comme base les coefficients prévus au tableau annexé au décret. Il est fait application des coefficients prévus audit tableau au salaire de base ayant servi au calcul de la rente.

Ces dispositions sont applicables aux victimes des maladies professionnelles ou à leurs ayants droit.

ÉNERGIE ET MINES

Concession d'exploitation des hydrocarbures

Décret n°2-00-327 du 19 mai 2000 attribuant à l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières (ONAREP) et à la Société Cabre Maroc limited une concession d'exploitation des hydrocarbures dite "Zhana I" pour une durée de vingt cinq années. **(B.O. n° 4800 du 1^{er} juin 2000)**

ENTREPRISES

Réévaluation libre des bilans

Décret n° 2-99-1014 du 4 mai 2000 relatif aux modalités d'application de l'article 9 de la loi de finances 1999-2000. **(B.O. n°4796 du 18 mai 2000)**

L'article 9 de la loi de finances 1999-2000 stipule que "dans le cadre des dispositions de l'article 14 de la loi n° 9-88 relative aux obligations comptables des commerçants, les sociétés peuvent procéder à la revalorisation libre de l'ensemble de leurs immobilisations corporelles et financières au titre de l'exercice clos en 1999 ou 2000 sous réserve que cette réévaluation n'ait pas d'incidence immédiate ou ultérieure sur le résultat fiscal".

La réévaluation libre des immobilisations corporelles et financières consiste à substituer, dans les écritures comptables, la valeur actuelle à la valeur d'entrée.

La réévaluation d'une immobilisation ne doit pas se traduire par une diminution de la valeur comptable nette de ladite immobilisation.

Groupements d'intérêt public (GIP)

Dahir n° 1-00-204 du 19 mai 2000 portant promulgation de la loi n° 08-00 relative aux groupements d'intérêt public (GIP). **(B.O. n° 4800 du 1er juin 2000)**

Des groupements d'intérêt public (GIP) peuvent être constitués entre un ou plusieurs établissements publics et une ou plusieurs personnes morales de droit public ou privé. Le GIP est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière et a pour objet d'exercer pour le compte de ses membres, pendant une durée déterminée, des activités d'enseignement, de formation et/ou de recherche et/ou de développement technologique ou de gérer, pour leur compte, des équipements d'intérêt commun nécessaires à ces activités.

Montage de véhicules utilitaires

Arrêtés du Premier ministre n°s 3-165 et 3-166-00 du 13 juillet 2000 autorisant la société Auto Nejma Maroc s.a. à créer, respectivement, un établissement industriel et une chaîne pour le montage de véhicules utilitaires ou industriels lourds de marque Mercedes Benz. **(B.O. n° 4818 du 3 août 2000)**

Le nombre minimum de véhicules à produire par la marque Mercedes-benz est égal à trois cent (300) unités par an, à compter du 1^{er} juin 2002, et le taux d'intégration - compensation à réaliser est au minimum de 60% à compter de cette même date.

FINANCES PUBLIQUES

Loi organique relative à la loi de finances

Dahir n° 1-00-195 du 19 avril 2000 portant promulgation de la loi organique n° 14-00 modifiant et complétant la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances. **(B.O. n° 4788 du 20 avril 2000)**

Les modifications ont trait principalement au retour à l'année civile en matière d'établissement du budget de l'Etat. Ainsi, l'année budgétaire commence, désormais, le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année (au lieu du 1^{er} juillet au 30 juin précédemment).

Les changements concernent également la composition des charges de l'Etat, qui comportent désormais, outre les dépenses du budget général et les dépenses des comptes spéciaux du Trésor, celles relatives aux budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA). Ces derniers “sont constitués des services de l'Etat, non dotés de la personnalité morale, dont certaines dépenses, non imputées sur les crédits du budget général, sont couvertes par des ressources propres. L'activité de ces services doit tendre essentiellement à produire des biens ou à rendre des services donnant lieu à rémunération”.

Code de recouvrement des créances publiques

Dahir n° 1-00-175 du 3 mai 2000 portant promulgation de la loi n° 15-97 formant code de recouvrement des créances publiques. **(B.O. n°4800 du 1^{er} juin 2000)**

Le recouvrement s'entend de l'ensemble des actions et opérations entreprises pour obtenir des redevables envers l'Etat, les collectivités locales et leurs groupement et les établissements publics, le règlement des créances mises à leur charge par les lois et règlements en vigueur ou résultant de jugements et arrêts ou de conventions.

Sont considérées comme créances publiques aux termes de la présente loi :

- Les impôts directs et taxes assimilées de l'Etat ainsi que la taxe sur la valeur ajoutée;
- les droits et taxes de douane ;
- les droits d'enregistrement et de timbre ainsi que les taxes assimilées ;
- les produits et revenus domaniaux ;
- le produit des exploitations et des participations financières de l'Etat ;
- les amendes et condamnations pécuniaires;
- les impôts et taxes des collectivités locales et de leurs groupements ;
- toutes autres créances de l'Etat, des collectivités locales et de leurs groupements et des établissements publics dont la perception est confiée aux comptables chargés du recouvrement, à l'exclusion toutefois des créances de nature commerciale.

Marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat

Décret n° 2-99-1087 du 4 mai 2000 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat. **(B.O. n°4800 du 1^{er} juin 2000)**

Tous les marchés de travaux, passés pour le compte de l'Etat conformément aux dispositions du décret n° 2-98-482 du 30 décembre 1998 fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines dispositions relatives à leur contrôle et à leur gestion, sont soumis, pour leur exécution, aux stipulations du présent cahier des clauses administratives générales (CCAG-T).

Au sens du présent cahier, est considéré comme marché de travaux tout contrat à titre onéreux conclu entre, d'une part, un maître d'ouvrage et, d'autre part, un entrepreneur, personne physique ou morale, et ayant pour objet la construction d'ouvrages d'infrastructure ou de biens immobiliers dans lesquels la livraison de fournitures n'est qu'accessoire, l'évaluation de ces dernières étant comprise dans le coût des travaux.

Promulgation de la loi de finances

Dahir n° 1-00-241 du 28 juin 2000 portant promulgation de la loi de finances n° 25-00 pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2000. **(B.O. n°4808 bis du 29 juin 2000)**

Elaboration et exécution des lois de finances

Décret n° 2-00-182 du 20 juin 2000 modifiant et complétant le décret n° 2-98-401 du 26 avril 1999 relatif à l'élaboration et à l'exécution des lois de finances. **(B.O. n°4808 bis du 29 juin 2000)**

Règlement général de la comptabilité publique

Décret n° 2-00-292 du 20 juin 2000 modifiant le décret royal n° 330-66 du 21 avril 1967 portant règlement général de comptabilité publique. **(B.O. n°4808 bis du 29 juin 2000)**

Taxes intérieures de consommation

Dahir n° 1-00-223 du 5 juin 2000 portant promulgation de la loi n° 03-99 modifiant le dahir portant loi n° 1-77-340 du 9 octobre 1977 déterminant les quotités applicables aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de consommation ainsi que les dispositions spécifiques à ces marchandises et ouvrages. **(B.O. n°4804 du 15 juin 2000)**

Comptes courants créditeurs d'associés - taux maximum des intérêts déductibles

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 537-00 du 11 avril 2000 fixant, pour l'année 2000, le taux maximum des intérêts déductibles des comptes courants créditeurs d'associés. **(B.O. n°4796 du 18 mai 2000)**

Le taux maximum des intérêts déductibles servis aux associés, en raison des sommes avancées par eux à la société pour les besoins de l'exploitation, est fixé à 6,25 % pour l'année 2000.

MARCHÉS DES CAPITAUX

Prise de participations –Royal Air Maroc

Décret n° 2-00-265 du 23 mars 2000 autorisant la Compagnie Royal Air Maroc (RAM) à prendre une participation de 51% dans le capital d'une société dénommée «Air Sénégal International». **(B.O. n° 4784 du 6 avril 2000)**

Cette prise de participation permettra à la RAM de contrôler la Compagnie Sénégalaise en vue de :

- développer le trafic sur l'Afrique;
-
- bénéficier du savoir-faire de la Compagnie dans les métiers du transport aérien.

En contrepartie de la participation de 51% au capital de la société sénégalaise, la RAM prévoit de faire apport d'un avion B-737-200 et de couvrir les besoins en fonds de roulement nécessités par l'exploitation des deux premières années.

Prises de participations –Caisse de dépôt et de gestion

Décret n° 2-00-374 du 28 avril 2000 autorisant la Caisse de dépôt et de gestion à souscrire une participation de 8,5% dans le capital d'une joint-venture appelée "Telefonica Data Atlas". **(B.O. n°4796 du 18 mai 2000)**

Le capital de cette joint-venture s'élèvera à 45,5 millions de dirhams détenus par Telefonica Data (61%), le groupe BMCE (19,5%), HOLDCO (11%) et la CDG (8,5%). Le projet a pour objet le développement et l'exploitation des services de télécommunications à partir des technologies VSAT (Very Small Aperture Terminal).

Décret n° 2-00-514 du 14 juin 2000 autorisant la Caisse de dépôt et de gestion à souscrire une participation de 33,3 % dans la capital de la société de gestion “Maghreb titrisation”. **(B.O. n°4810 du 6 Juillet 2000)**

Cette société, qui prendra la forme d’une société anonyme, sera dotée d’un capital de 5 millions de dirhams détenu par la CDG (33,3 %), le CIH (33,3%) et d’autres partenaires (33,3 %).

Elle a pour objet exclusif de gérer des fonds de placements collectifs en titrisation (FPCT).

Décret n° 2-00-515 du 14 juin 2000 autorisant la Caisse de dépôt et de gestion à prendre une participation de 20 % dans le capital d’un fonds d’investissement érigé en une société en commandite par actions **(B.O. n°4810 du 6 Juillet 2000)**

Ce fonds d’investissement, doté d’un capital de 500 millions de dirhams, a une durée de vie limitée à 10 ans et sera créé en partenariat avec la Caisse de dépôt et de placement de Québec (CDPQ) qui apporterait jusqu’à 100 millions de dirhams.

Décret n° 2-00-516 du 14 juin 2000 autorisant la Caisse de dépôt et de gestion à participer à hauteur de 60 % dans le capital de la Société anonyme de gestion d’un fonds d’investissement. **(B.O. n°4810 du 6 Juillet 2000)**

Cette société, qui sera dotée d’un capital de 3 millions de dirhams, sera créée en partenariat avec la Caisse de dépôt et de placement de Québec (CDPQ), dans le but essentiellement d’identifier, d’analyser et d’évaluer des projets d’investissement dudit fonds, de suivre les participations et de chercher les opportunités de sortie.

Décret n° 2-00-375 du 29 mai 2000 autorisant la Caisse de dépôt et de gestion à prendre une participation de 14 % dans le capital de la Société de gestion d’une joint-venture de restauration hors foyer en partenariat avec le groupe ACCOR et la Banque commerciale du Maroc (BCM). **(B.O. n°4810 du 6 Juillet 2000)**

Le capital de la Société sus-visée, fixé à dix (10) millions de dirhams, sera détenu à hauteur de 51 % par ACCOR, de 35 % par la BCM et de 14 % par la CDG.

Prises de participation de Barid Al-Maghrib dans EMS-Chronopost International Maroc

Décret n° 2-00-408 du 11 mai 2000 autorisant Barid Al-Maghrib à souscrire une participation de 66 % dans le capital de la Société EMS-Chronopost International Maroc. **(B.O. n°4800 du 1er juin 2000)**

Titrisation des créances hypothécaires

Décret n° 2-99-1054 du 4 mai 2000 pris pour l'application de la loi n° 10-98 relative à la titrisation de créances hypothécaires. **(B.O. n°4796 du 18 mai 2000)**

Ce décret stipule, notamment, que le ministre chargé des finances, après avis du ministre chargé de l'habitat, fixe par arrêté :

-la liste des établissements qui peuvent exercer la fonction d'établissement gestionnaire-dépositaire ;

-la liste des autres organismes qui peuvent souscrire les titres émis par les fonds de placement collectifs en titrisation (FPCT).

- et la liste des journaux d'annonces légales de publication des avis de constitution et de liquidation des FPCT.

Autorisation d'un intermédiaire financier à tenir des comptes titres

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 779-00 du 29 mai 2000 habilitant l'intermédiaire financier City bourse à tenir des comptes titres. **(B.O. n°4810 du 6 juillet 2000)**

MONNAIE, CRÉDIT ET BANQUE

Conditions de prises de participations par les établissements de crédit

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1241-99 du 16 août 1999 relatif aux conditions de prises de participations par les établissements de crédit dans des entreprises existantes ou en création. **(B.O. n° 4784 du 6 avril 2000)**

Les établissements de crédit peuvent prendre des participations dans des entreprises existantes ou en création dans les conditions et limites prévues par cet arrêté.

Est considérée comme participation, pour l'application des dispositions de cet arrêté, toute détention, directe ou indirecte, par un établissement de crédit d'une fraction égale ou supérieure à 10% du capital ou des droits de vote d'une autre société.

Les participations des établissements de crédit dans des sociétés existantes ou en création ne peuvent, à aucun moment, excéder l'une des limites suivantes :

- 1) le montant total du portefeuille des titres de participation ne doit pas excéder 50% des fonds propres nets de l'établissement de crédit ;
- 2) le montant de chaque participation ne peut dépasser :
 - 10% des fonds propres nets de l'établissement de crédit ;
 - 30% du capital social ou des droits de vote de la société émettrice.

Bank Al-Maghrib: mise en circulation d'une pièce de monnaie commémorative

Décret n° 2-00-672 du 18 juillet 2000 approuvant la mise en circulation d'une pièce de monnaie commémorative en argent de 250 dirhams à l'occasion du premier anniversaire de l'intronisation de Sa Majesté Mohammed VI. **(B.O. n° 4818 du 3 août 2000)**

Ces pièces commémoratives auront cours légal et leur pouvoir libératoire entre particuliers est fixé à 2.500 dirhams.

MICRO-CRÉDIT

Montant maximum de micro-crédit

Décret n° 2-99-1044 du 20 mars 2000 fixant le montant maximum de micro-crédit. **(B.O. n° 4784 du 6 avril 2000)**

Le montant maximum de micro-crédit pouvant être octroyé par les associations de micro-crédit est fixé à trente mille dirhams (30.000,00 DH). Ce montant peut être modifié par arrêté du ministre de l'économie et des finances après avis du Conseil consultatif du micro-crédit.

Fondation Banque populaire pour le micro-crédit

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 353-00 du 1^{er} mars 2000 autorisant l'association « Fondation Banque populaire pour le micro-crédit », dont le siège social est sis à Casablanca, à exercer les activités de micro-crédit conformément aux dispositions de la loi n° 18-97 relative au micro-crédit. **(B.O. n° 4784 du 6 avril 2000)**

Fondation pour le développement local et le partenariat micro-crédit (FONDEP micro-crédit)

Arrêté du ministre de l'économie et des Finances n° 406-00 du 10 mars 2000 autorisant la FONDEP micro-crédit, dont le siège est sis à Rabat, à exercer les activités de micro-crédit. **(B.O. n° 4788 du 20 avril 2000)**

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°s 514-00 et 515-00 du 31 mars 2000 autorisant, respectivement, "l'Association Al Amana pour la promotion de la micro-entreprise", dont le siège social est sis à Rabat, et "l'Association de micro-finance Oued-Srou", dont le siège est sis à Khénifra, à exercer les activités de micro-crédit conformément aux dispositions de la loi n° 18-97 relative au micro-crédit. **(B.O. n° 4792 du 4 mai 2000)**

Décrets n°s 2-99-1046 et 2-00-138 du 4 mai 2000 fixant, respectivement, la composition et les modalités de fonctionnement du comité de suivi des activités des associations du micro-crédit et du conseil consultatif du micro-crédit. **(B.O. n° 4796 du 18 mai 2000)**

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 513-00 du 31 mars 2000 modifiant l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1702-99 du 16 novembre 1999 autorisant l'Association marocaine pour l'appui au développement local de micro-crédit à exercer les activités de micro-crédit. **(B.O. n°4800 du 1er juin 2000)**

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 560-00 du 17 avril 2000 autorisant l'Association Ismailia de micro-crédit à exercer les activités de micro-crédit. **(B.O. n°4800 du 1er juin 2000)**

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 783-00 du 31 mai 2000 autorisant l'Institution marocaine d'appui à la micro-entreprise (INMAA), dont le siège est sis à Rabat, à exercer les activités de micro-crédit. **(B.O. n° 4814 du 20 juillet 2000)**

PÊCHE

Taxe sur le poisson pélagique

Décret n° 2-99-1256 du 4 mai 2000 instituant, au profit de l'Office national des pêches (ONP), une taxe parafiscale dénommée "taxe sur le poisson pélagique". **(B.O. n° 4796 du 18 mai 2000)**

Est instituée au profit de l'ONP une "taxe sur le poisson pélagique" dont le produit est destiné exclusivement au financement des actions menées par les associations légalement constituées regroupant les personnes physiques ou morales qui exploitent un établissement de congélation ou de fabrication de conserves, de semi-conserves de produits de la pêche, de farine ou d'huile de poisson.

Le taux de cette taxe est fixé comme suit :

- vingt dirhams (20 DH) par tonne de poisson pélagique destiné aux établissements de congélation ou de fabrication de conserves ou de semi-conserves des produits de la pêche.
- cinq dirhams (5 DH) par tonne de poisson pélagique destiné aux établissements de fabrication de farine d'huile de poissons.

Création du Conseil supérieur pour la sauvegarde et l'exploitation du patrimoine halieutique

Décret n° 2-99-1257 du 4 mai 2000 portant création du Conseil supérieur pour la sauvegarde et l'exploitation du patrimoine halieutique. **(B.O. n°4796 du 18 mai 2000)**

PLANIFICATION

Conseil supérieur de la promotion nationale et du plan

Dahir n° 1-00-196 du 3 mai 2000 portant nomination de membres du Conseil supérieur de la promotion nationale et du plan. **(B.O. n°4792 du 4 mai 2000)**

PRIVATISATION

Transfert de deux établissements hôteliers

Arrêté du ministre du secteur public et de la privatisation n° 350-00 du 1^{er} mars 2000 désignant les établissements hôteliers «**Riad**» à Larache et «**Rose du Dadès**» à Kalaât M'Gouna en vue d'un transfert par voie d'attribution directe. **(B.O. n° 4784 du 6 avril 2000)**

PRIX

Dahir n° 1-00-225 du 5 juin 2000 portant promulgation de la loi n° 06-99 sur la liberté des prix et de la concurrence. **(B.O. n°4810 du 6 juillet 2000)**

Cette loi a pour objet de définir les dispositions régissant la liberté des prix et d'organiser la libre concurrence. Elle définit les règles de protection de la concurrence afin de stimuler l'efficacité économique, d'améliorer le bien-être des consommateurs et d'assurer la transparence et la loyauté dans les relations commerciales.

DIVERS

Tribunaux de commerce

Décret n° 2-00-280 du 20 juin 2000 modifiant et complétant le décret n°2-97-771 du 28 octobre 1997 fixant le nombre (huit), le siège et le ressort des tribunaux de commerce et des cours d'appel de commerce. **(B.O. n° 4810 du 6 juillet 2000)**

CIRCULAIRES DE BANK AL-MAGHRIB

- . Modificatif de la Décision Réglementaire relative au portefeuille de bons du Trésor à 1 an**
- . Modificatif de la Décision Réglementaire relative au portefeuille de bons CNCA à 1 an**
- . Modificatif de la Circulaire relative à la réserve monétaire.**
- . Circulaire relative à l'adjudication des bons du Trésor**

**. Modificatif de la Décision Réglementaire relative au
portefeuille de bons du Trésor à 1 an**

MODIFICATIF DE LA DÉCISION RÉGLEMENTAIRE N° 84
DU 22 NOVEMBRE 1991 RELATIVE AU PORTEFEUILLE
DE BONS DU TRESOR A 1 AN

Le paragraphe II « Calcul des exigibilités » de la Décision Réglementaire n°84 du 22 novembre 1991 relative au portefeuille de bons du Trésor à 1 an est modifié comme suit :

« Sont retenus, dans le calcul des exigibilités, les montants correspondant aux rubriques ci-dessous de la situation comptable mensuelle (colonnes 1 et 2) :

- G 220 - Comptes ordinaires des sociétés de financement au Maroc.
- G 230 - Comptes ordinaires des établissements de crédit assimilés au Maroc (*).
- G 330 - Comptes et emprunts de trésorerie (**).
- G 350 - Emprunts financiers (2) (**).
- J 100 - Comptes chèques et comptes courants créditeurs (1)
- J 230 - Autres comptes à vue de la clientèle.
- J 240 - Comptes d'épargne.
- J 400 - Dépôts réglementés.
- J 500 - Dépôts de garantie.
- J 600 - Autres dettes envers la clientèle (2).
- J 700 - Dettes diverses en instance.

(1) A l'exclusion des comptes chèques et comptes courants en dirhams convertibles.

(2) A l'exclusion des exigibilités dont la durée initiale est égale ou supérieure à trois mois.

(*) A hauteur des comptes de la CDG et de la CCG.

(**) A hauteur des concours des sociétés de financement, de la CDG et de la CCG.



Le montant du portefeuille de bons sera arrondi à la dizaine de milliers de dirhams inférieure et le total des exigibilités au million de dirhams inférieur ».

Le premier alinéa du paragraphe III « Contrôle et pénalité » de la Décision précitée est modifié comme suit :

« Le contrôle s'effectue chaque mois au vu du document « code 121 » dont modèle, ci-joint, qui doit être transmis à la Direction du Contrôle des Etablissements de Crédit de Bank Al-Maghrib, en même temps que la situation comptable mensuelle sur papier ou sur support magnétique. Ce contrôle peut être complété par des vérifications sur place. »

Le présent modificatif entre en application à compter du 21 février 2000 sur la base des éléments de la situation comptable arrêtée au 31 janvier 2000.

١٠ ١١ ٢٠٠٠



**MODALITES DE CALCUL DU PORTEFEUILLE NET EFFECTIF DE BONS DU TRESOR A UN AN
DESTINES AU FINANCEMENT DE PROGRAMMES SOCIO-ECONOMIQUES
AU.....**

Nom de l'établissement:.....

<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> Code établissement	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> Date : Mois An	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> Code document	<input type="text"/> <input type="text"/> Code monnaie
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------

Code ligne	EXIGIBILITES	Montants
G220	Comptes ordinaires des sociétés de financement au Maroc	
G230	Comptes ordinaires des établissements de crédit assimilés au Maroc (*)	
G330	Comptes et emprunts de trésorerie (**)	
G350	Emprunts financiers (2) (**)	
J100	Comptes chèques et comptes courants créditeurs (1)	
J230	Autres comptes à vue de la clientèle	
J240	Comptes d'épargne	
J400	Dépôts réglementés	
J500	Dépôts de garantie	
J600	Autres dettes envers la clientèle (2)	
J700	Dettes diverses en instance	
T105	TOTAL	
T106	MONTANT DE LA LIGNE T105 ARRONDI AU MILLION DE DIRHAMS INFERIEUR	
T107	PORTEFEUILLE MINIMUM DE BONS DU TRESOR A UN AN (Montant de la ligne T106 x 1%)	
D210	PORTEFEUILLE BRUT DE BONS DU TRESOR A UN AN	
H811	BONS DU TRESOR A UN AN DONNES EN GARANTIE	
T108	PORTEFEUILLE NET EFFECTIF DE BONS DU TRESOR A UN AN (Ligne D210 moins Ligne H811)	
T109	EXCEDENT OU INSUFFISANCE DU PORTEFEUILLE NET EFFECTIF DE BONS DU TRESOR A UN AN PAR RAPPORT AU PORTEFEUILLE MINIMUM (Ligne T108 moins Ligne T107)	

(1) à l'exclusion des comptes chèques et comptes courants en dirhams convertibles

(2) à l'exclusion des exigibilités dont la durée initiale est supérieure à trois mois

(*) à hauteur des comptes de la CDG et de la CCG

(**) à hauteur des concours des sociétés de financement, de la CDG et de la CCG

**. Modificatif de la Décision Réglementaire relative au
portefeuille de bons CNCA à 1 an**

BANK AL-MAGHRIB

LE GOUVERNEUR

MODIFICATIF DE LA DECISION REGLEMENTAIRE N° 83
DU 22 NOVEMBRE 1991 RELATIVE
AU PORTEFEUILLE DE BONS CNCA A 1 AN

Le paragraphe II « Calcul des exigibilités » de la Décision Réglementaire n°83 du 22 novembre 1991 relative au portefeuille de bons CNCA à 1 an est modifié comme suit :

« Sont retenus, dans le calcul des exigibilités, les montants correspondant aux rubriques ci-dessous de la situation comptable mensuelle (colonnes 1 et 2) :

- G 220 – Comptes ordinaires des sociétés de financement au Maroc.
- G 230 – Comptes ordinaires des établissements de crédit assimilés au Maroc (*).
- G 330 – Comptes et emprunts de trésorerie (**).
- G 350 – Emprunts financiers (2) (**).
- J 100 – Comptes chèques et comptes courants créditeurs (1)
- J 230 – Autres comptes à vue de la clientèle.
- J 240 – Comptes d'épargne.
- J 400 – Dépôts réglementés.
- J 500 – Dépôts de garantie.
- J 600 – Autres dettes envers la clientèle (2).
- J 700 – Dettes diverses en instance.

(1) A l'exclusion des comptes chèques et comptes courants en dirhams convertibles.
(2) A l'exclusion des exigibilités dont la durée initiale est égale ou supérieure à trois mois.
(*) A hauteur des comptes de la CDG et de la CCG.
(**) A hauteur des concours des sociétés de financement, de la CDG et de la CCG.

Le montant du ² portefeuille de bons sera arrondi à la dizaine de milliers de dirhams inférieure et le total des exigibilités au million de dirhams inférieur ».

Le premier alinéa du paragraphe III « Contrôle et pénalité » de la Décision réglementaire précitée est modifié comme suit :

« Le contrôle s'effectue chaque mois au vu du document « code 123 », dont modèle ci-joint, qui doit être transmis à la Direction du Contrôle des Etablissements de Crédit de Bank Al-Maghrib, en même temps que la situation comptable mensuelle, sur papier ou sur support magnétique. Ce contrôle peut être complété par des vérifications sur place. »

Le présent modificatif entre en application à compter du 21 février 2000 sur la base des éléments de la situation comptable arrêtée au 31 janvier 2000.

Rabat le, 31 janvier 2000

**MODALITES DE CALCUL DU PORTEFEUILLE NET EFFECTIF
DE BONS DE CAISSE C.N.C.A. A UN AN
AU.....**

Nom de l'établissement:.....

|_|_|_| Code établissement	Date : |_|_| |_|_|_|_| Mois An	|_|_|_|_|_|_|_|_| Code document	|_|_| Code monnaie
------------------------------	----------------------------------------------------	-----------------------------------	----------------------

		en milliers de DH
Code ligne	EXIGIBILITES	Montants
G220	Comptes ordinaires des sociétés de financement au Maroc	
G230	Comptes ordinaires des établissements de crédit assimilés au Maroc (*)	
G330	Comptes et emprunts de trésorerie (**)	
G350	Emprunts financiers (2) (**)	
J100	Comptes chèques et comptes courants créditeurs (1)	
J230	Autres comptes à vue de la clientèle	
J240	Comptes d'épargne	
J400	Dépôts réglementés	
J500	Dépôts de garantie	
J600	Autres dettes envers la clientèle (2)	
J700	Dettes diverses en instance	
T110	TOTAL	
T111	MONTANT DE LA LIGNE T110 ARRONDI AU MILLION DE DIRHAMS INFERIEUR	
T112	PORTEFEUILLE MINIMUM DE BONS DE CAISSE C.N.C.A. A UN AN (Montant de la ligne T111 x 2%)	
D220	PORTEFEUILLE BRUT DE BONS DE CAISSE C.N.C.A. A UN AN	
H812	BONS DE CAISSE C.N.C.A. A UN AN DONNES EN GARANTIE	
T113	PORTEFEUILLE NET EFFECTIF DE BONS DE CAISSE C.N.C.A. A UN AN (Ligne D220 moins ligne H812)	
T114	EXCEDENT OU INSUFFISANCE DU PORTEFEUILLE NET EFFECTIF DE BONS DE CAISSE C.N.C.A. A UN AN PAR RAPPORT AU PORTEFEUILLE MINIMUM (Ligne T113 moins Ligne T112)	

(1) à l'exclusion des comptes chèques et comptes courants en dirhams convertibles

(2) à l'exclusion des exigibilités dont la durée initiale est supérieure à trois mois

(*) à hauteur des comptes de la CDG et de la CCG

(**) à hauteur des concours des sociétés de financement, de la CDG et de la CCG

**. Modificatifs de la Circulaire
relative à la réserve monétaire.**

MODIFICATIF N° 2 DE LA CIRCULAIRE N° 12/G/96
DU 10 SEPTEMBRE 1996 RELATIVE A
LA RÉSERVE MONÉTAIRE

Le paragraphe II « Exigibilités prises en considération » de la circulaire n° 12/G/96 du 10 septembre 1996 relative à la réserve monétaire est modifié comme suit :

« Sont retenus, dans le calcul des exigibilités, les montants correspondant aux rubriques ci-dessous de la situation comptable (colonnes 1 et 2):

- G 220 - Comptes ordinaires des sociétés de financement au Maroc.
- G 230 - Comptes ordinaires des établissements de crédit assimilés au Maroc (*).
- G 240 - Comptes ordinaires des établissements de crédit à l'étranger.
- G 330 - Comptes et emprunts de trésorerie (**).
- G 350 - Emprunts financiers (2) (**).
- J 100 - Comptes chèques et comptes courants créditeurs (1)
- J 230 - Autres comptes à vue de la clientèle.
- J 240 - Comptes d'épargne.
- J 400 - Dépôts réglementés.
- J 500 - Dépôts de garantie.
- J 600 - Autres dettes envers la clientèle (2).
- J 700 - Dettes diverses en instance.
- K 110 - Certificats de dépôt émis (2).

(1) A l'exclusion des comptes chèques et comptes courants en dirhams convertibles.

(2) A l'exclusion des exigibilités dont la durée initiale est égale ou supérieure à trois mois.

(*) A hauteur des comptes de la CDG et de la CCG.

(**) A hauteur des concours des sociétés de financement, de la CDG et de la CCG.

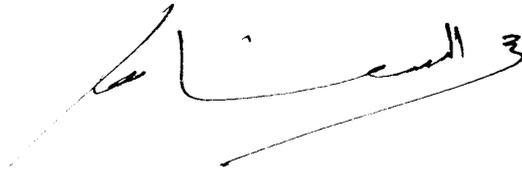
Le total des exigibilités retenues dans le calcul de la réserve monétaire est arrondi au million de dirhams supérieur.

Le paragraphe V « Contrôle » de la circulaire précitée est modifié comme suit :

« Le contrôle s'effectue chaque mois au vu du document « code 120 », dont modèle ci-joint, qui doit être transmis à la Direction du Contrôle des Etablissements de Crédit de Bank Al-Maghrib en même temps que la situation comptable mensuelle, sur papier ou sur support magnétique. Ce contrôle peut être complété par des vérifications sur place. »

Le présent modificatif entre en application à compter du 21 février 2000 sur la base des exigibilités du mois de janvier 2000.

31 JAN. 2000



BANK AL-MAGHRIB

LE GOUVERNEUR

بنك المغرب

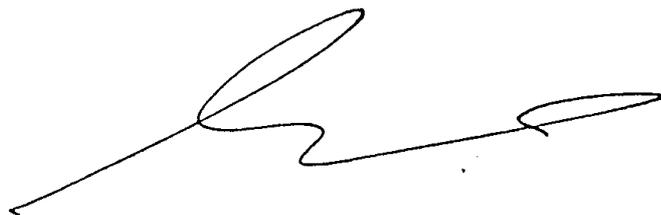
الكوال

Rabat, le 12 mai 2000

DÉCISION RELATIVE A LA
RÉSERVE MONÉTAIRE

A compter du 22 mai 2000, le calcul de la réserve monétaire sera effectué sur la base de la moyenne arithmétique des soldes quotidiens des comptes ordinaires des banques tenus à Bank Al-Maghrif auprès de la Succursale de Casablanca et ce, conformément aux dispositions de la circulaire n° 12/G/96 du 10 septembre 1996.

En conséquence, le modificatif de cette circulaire, daté du 20 octobre 1999, est abrogé.



**. Circulaire relative à l'adjudication
des bons du Trésor**

CIRCULAIRE RELATIVE A
L'ADJUDICATION DES BONS DU TRÉSOR

La présente circulaire a pour objet de fixer les modalités d'application de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 25 juillet 2000 relatif à l'émission de bons du Trésor par voie d'adjudication.

ARTICLE PREMIER :

Toute personne physique ou morale, résidente ou non résidente, peut soumissionner aux adjudications des bons du Trésor.

ARTICLE 2 :

Les soumissions doivent être présentées par les établissements figurant sur les listes, objet des annexes I et II.

ARTICLE 3 :

Les adjudications portent sur les bons suivants :

- les bons à court terme de 13 semaines, 26 semaines et 52 semaines de durée ;
- les bons à moyen terme de 2 ans et 5 ans de durée, remboursables in fine ;
- les bons à long terme de 10 ans, 15 ans et 20 ans de durée, remboursables in fine.

↑

ARTICLE 4 :

Le montant unitaire des bons émis par le Trésor dans le cadre des adjudications est de 250 000 dirhams.

ARTICLE 5 :

Les bons du Trésor souscrits par voie d'adjudication sont négociables de gré à gré sur le marché secondaire relatif à cette catégorie de bons.

ARTICLE 6 :

Les bons du Trésor souscrits par voie d'adjudication sont inscrits en compte auprès du Dépositaire central au nom des établissements admis à présenter les soumissions et affiliés à cet organisme. Cette inscription fait ressortir la répartition entre « avoirs propres » et « avoirs clients » .

ARTICLE 7 :

Les bons du Trésor sont remboursés au pair à dater du jour de leur échéance.

Les intérêts produits par les bons à court terme sont réglés à l'échéance ou à l'émission et sont calculés sur la base de 360 jours. Les intérêts des bons à moyen et à long terme sont payables annuellement et à terme échu. Ils sont calculés sur la base d'une année de 365 jours ou de 366 jours si l'année est bissextile.

Les émissions de bons à court terme à intérêts précomptés sont annoncées à l'avance par le Ministère de l'Economie et des Finances.



ARTICLE 8 :

Les adjudications des bons du Trésor ont lieu selon la périodicité suivante :

- tous les mardis, dans le cas des bons à 13 semaines, 26 semaines et 52 semaines ;
- le deuxième et le dernier mardi de chaque mois, dans le cas des bons à 2 ans, 5 ans, 10 ans et 15 ans.
- Le dernier mardi de chaque trimestre dans le cas des bons à 20 ans.

Le Ministère de l'Economie et des Finances porte à la connaissance des investisseurs le calendrier trimestriel des émissions. Il se réserve, toutefois, la possibilité d'annuler des séances prévues au calendrier ou de procéder à des adjudications supplémentaires. Ces modifications sont annoncées une semaine à l'avance.

ARTICLE 9 :

Les soumissions retenues donnent lieu à règlement le lundi suivant la séance d'adjudication.

Si le mardi est un jour férié, l'adjudication est reportée au jour ouvrable suivant, la date de règlement demeurant inchangée.

Si le lundi est un jour férié, le règlement s'effectue le jour ouvrable suivant.



ARTICLE 10 :

Les établissements admis à présenter des soumissions formulent les offres qu'ils effectuent, pour leur propre compte et pour le compte de leur clientèle, au moyen de bordereaux qui doivent être conformes aux modèles figurant respectivement aux annexes III et IV.

Les établissements agréés par le Ministère de l'Economie et des Finances en qualité d'intermédiaires en valeurs du Trésor doivent formuler à l'aide d'un bordereau conforme au modèle figurant à l'annexe V les soumissions qu'ils présentent à ce titre et dont les modalités sont précisées à l'article 14 ci-après.

Les bordereaux des soumissions sont transmis par Fax à Bank Al-Maghrib à Rabat (Direction du Crédit et des Marchés de Capitaux), au plus tard le mardi à 10 h 30 mn. Les soumissionnaires sont toutefois tenus de s'assurer auprès de cette Direction de la réception de leurs envois.

Les bordereaux incomplets, raturés, incorrectement remplis ou reçus au-delà de l'heure limite ne sont pas pris en considération.

ARTICLE 11 :

Les soumissions sont exprimées en taux ou en prix (à deux décimales dans les deux cas).

Les soumissions en prix sont annoncées à l'avance par le Ministère de l'Economie et des Finances.

Les soumissions aux bons émis par assimilation sont exprimées en prix.



Lors du règlement, les adjudicataires de bons assimilables acquittent, outre le prix des bons qui leur sont attribués, le montant des intérêts courus de la date de jouissance à la date de règlement, sur la base du coupon couru communiqué par le Ministère de l'Economie et des Finances.

ARTICLE 12 :

Les établissements admis à présenter des soumissions peuvent, pour chaque maturité, soit proposer un seul montant ainsi que le taux ou le prix correspondant, soit fractionner leurs propositions en plusieurs tranches, assorties de taux ou de prix différents.

ARTICLE 13 :

La Direction du Crédit et des Marchés de Capitaux de Bank Al-Maghib communique à la Direction du Trésor et des Finances Extérieures du Ministère de l'Economie et des Finances les soumissions recevables, sous forme ordonnée et anonyme.

La Direction du Trésor et des Finances Extérieures fixe le taux ou le prix limite de l'adjudication.

Seules les soumissions faites à un taux inférieur ou égal au taux limite, ou à un prix supérieur ou égal au prix limite, sont satisfaites.

Le montant des offres au taux ou au prix limite peut être retenu en totalité ou en partie seulement. Dans ce dernier cas, la répartition est effectuée proportionnellement aux offres reçues.



ARTICLE 14 :

Les établissements agréés par le Ministère de l'Economie et des Finances en qualité d'intermédiaires en valeurs du Trésor peuvent présenter, le jour de l'adjudication avant 10 h 30 mn , des offres qui seront servies au taux ou au prix moyen pondéré des bons adjugés.

Le montant des offres retenues à ce titre ne peut excéder, pour l'ensemble des établissements concernés, 20% du volume adjugé par maturité.

La répartition de ce montant est effectuée par la Direction du Crédit et des Marchés de Capitaux proportionnellement aux offres reçues.

ARTICLE 15 :

Dès réception de la décision du Ministère de l'Economie et des Finances qui doit intervenir le jour même de l'adjudication, la Direction du Crédit et des Marchés de Capitaux informe individuellement les établissements soumissionnaires de la suite réservée à leurs soumissions.

ARTICLE 16 :

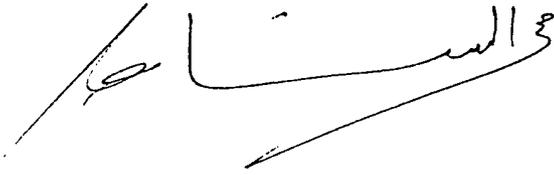
Les principaux résultats de chaque séance d'adjudication (montants globaux proposés, taux ou prix limites retenus, montants globaux adjugés, taux ou prix moyens pondérés ...) sont portés, par la Direction du Crédit et des Marchés de Capitaux, à la connaissance du Groupement Professionnel des Banques du Maroc, de la Caisse de Dépôt et de Gestion, de l'Association Professionnelle des Sociétés de Financement, de l'Association des Sociétés de Gestion et Fonds d'Investissement Marocains et de la Fédération Marocaine des Compagnies d'Assurance et de Réassurance.



La Direction du Crédit et des Marchés de Capitaux communique également ces résultats, pour diffusion, aux agences Maghreb Arab Presse et Reuters.

ARTICLE 17 :

La présente circulaire, qui prend effet à compter du 08 septembre 2000, annule et remplace la circulaire n° 3/G/95 du 17 mars 1995.



LISTE DES ÉTABLISSEMENTS HABILITÉS A PRÉSENTER DES
SOUSSIONS POUR LEUR PROPRE COMPTE ET POUR LE
COMPTE DE LEUR CLIENTÈLE

- ABN AMRO BANK (MAROC) S.A.
 - ARAB BANK PLC
 - BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA MAROC «B. B. V. A. MAROC»
 - BANQUE CENTRALE POPULAIRE «B.C.P.»
 - BANQUE COMMERCIALE DU MAROC «B.C.M.»
 - BANQUE MAROCAINE POUR L'AFRIQUE ET L'ORIENT «B.M.A.O.»
 - BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR «B.M.C.E. BANK»
 - BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE «B.M.C.I.»
 - BANQUE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE «B.N.D.E.»
 - CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION «C.D.G.»
 - CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE «C.N.C.A.»
 - CASABLANCA FINANCE MARKETS
 - CITIBANK MAGHREB
 - CREDIT DU MAROC
 - CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER «C.I.H.»
 - MEDIAFINANCE
 - SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES «S.G.M.B.»
 - SOCIETE MAROCAINE DE DEPOT ET CREDIT «S.M.D.C.»
 - UNION MAROCAINE DE BANQUES «U.M.B.»
 - WAFABANK
-

**LISTE DES ÉTABLISSEMENTS HABILITÉS A SOUMISSIONNER
POUR LEUR PROPRE COMPTE SEULEMENT**

- BANK AL AMAL
 - FONDS D'ÉQUIPEMENT COMMUNAL
 - CAISSE MAROCAINE DES MARCHÉS
 - CAISSE CENTRALE DE GARANTIE
 - DAR AD-DAMANE
-

BANK AL-MAGHRIB
DIRECTION DU CREDIT ET
DES MARCHES DE CAPITAUX
FAX N° 20 08 03
RABAT

SOUSSION A L'ADJUDICATION DES BONS DU TRÉSOR

DU _____, RÈGLEMENT LE _____

- ÉTABLISSEMENT SOUMISSIONNAIRE :
- MATURITÉ :
- DATE DE JOUISSANCE :
- DATE D'ÉCHÉANCE :
- TAUX NOMINAL (*) :

Nombre de bons	Montant(s) proposé(s) (en dirhams)	Taux ou prix proposé(s) (**)	Suite réservée à la soumission

(*) A indiquer dans le cas d'émission par assimilation.

(**) Par ordre croissant des taux ou décroissant des prix.

Cachet et signatures de
l'établissement soumissionnaire

BANK AL-MAGHRIB
 DIRECTION DU CREDIT ET
 DES MARCHES DE CAPITAUX
 FAX N° 20 08 03
RABAT

SOUSSION A L'ADJUDICATION DES BONS DU TRÉSOR

DU _____, RÈGLEMENT LE _____

- ÉTABLISSEMENT PRÉSENTATEUR
 DE LA SOUMISSION :
- MATURITÉ :
- DATE DE JOUISSANCE :
- DATE D'ÉCHÉANCE :
- TAUX NOMINAL (*) :

Nom et prénom ou raison sociale du soumissionnaire (**)	Nombre de bons	Montant(s) proposé(s) (en dirhams)	Taux ou prix proposé(s) (***)	Suite réservée à la soumission

(*) A indiquer dans le cas d'émission par assimilation.

(**) Si celui-ci accepte de décliner son identité.

(***) Par ordre croissant des taux ou décroissant des prix.

Cachet et signatures de
 l'établissement présentateur
 de la soumission

BANK AL-MAGHRIB
 DIRECTION DU CREDIT ET
 DES MARCHES DE CAPITAUX
 FAX N° 20 08 03
RABAT

SOUSSION A L'ADJUDICATION DES BONS DU TRÉSOR

DU _____, RÈGLEMENT LE _____

OFFRE AU TAUX OU AU PRIX MOYEN PONDÉRÉ

- ÉTABLISSEMENT SOUMISSIONNAIRE :
- MATURITÉ :
- DATE DE JOUISSANCE :
- DATE D'ÉCHÉANCE :
- TAUX NOMINAL (*) :

PROPOSITIONS		SUITE RÉSERVÉE A LA SOUMISSION		
Nombre de bons	Montant (en dirhams)	Nombre de bons	Montant retenu (en dirhams)	Taux ou prix moyen pondéré

(*) A indiquer dans le cas d'émission par assimilation.

Cachet et signatures de
 de l'établissement soumissionnaire

STATISTIQUES

SOMMAIRE

	Page
I. STATISTIQUES MONÉTAIRES	99
1. Avoirs de Bank Al-Maghrib.....	101
2. Engagements de Bank Al-Maghrib	102
3. Avoirs des banques	103
4. Engagements des banques	104
5. Agrégats de monnaie	105
6. Agrégats de placements liquides	106
7. Contreparties de M 3	107
8. Avoirs extérieurs nets	108
9. Créances sur l'État.....	109
10. Concours à l'économie	110
11. Agrégats de monnaie et de placements liquides (1982 - 1999).....	111
12. Contreparties de M 3 (1982 - 1999).....	112
13. Mouvements de fonds aux guichets de Bank Al-Maghrib	113
14. Mouvements des chambres de compensation.....	114
II. LIQUIDITÉ BANCAIRE ET TAUX D'INTÉRÊT	115
1. Évolution de la liquidité bancaire.....	117
2. Avances de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire	118
3. Taux d'intervention de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire	121
4. Taux du marché monétaire interbancaire	122
5. 1 Taux des dépôts chez les banques	123
5. 2 Taux des dépôts chez la Caisse d'épargne nationale	123
5. 3 Taux des bons du Trésor émis dans le public	123
5. 4 Taux créditeur moyen pondéré des dépôts à 6 mois et 1 an	124
5. 5 Taux moyen pondéré des bons du Trésor émis par adjudication	125
5. 6 Taux des bons et obligations émis sur le marché obligataire	125
5. 7 Taux d'intérêt offerts sur les titres de créances négociables	126
6. 1 Taux de base bancaires	127
6. 2 Taux débiteurs bancaires minimums et maximums	128
6. 3 Taux maximum des intérêts conventionnels des établissements de crédit	129
7. Taux des concours de Bank Al-Maghrib à l'État	129
III. SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	131
1. Emplois et ressources des sociétés de crédit à la consommation	133
2. Emplois et ressources des sociétés de crédit-bail	134
IV. ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	135
1. Évolution des dépôts à la Caisse d'épargne nationale.....	137
2. Indicateurs d'activité des OPCVM	138
3. Emplois consolidés du "groupe C.D.G."	139
4. Ressources consolidées du "groupe C.D.G."	140
5. Bilan des entreprises d'assurance et de réassurance.....	141

V. MARCHÉ DES CAPITAUX	143
1. Prêts et emprunts sur le marché monétaire interbancaire	145
2. Encours des titres de créances négociables	146
3. Indicateurs boursiers	147
VI. FINANCES PUBLIQUES	149
1. Recettes, dépenses et couverture du besoin de financement du Trésor.....	151
2. Recettes, dépenses et couverture du besoin de financement du Trésor par nature d'opérations	152
3. Encours de la dette publique directe.....	154
VII. INDICES DES PRIX	155
1. Indice des prix à la production : Industries manufacturières	157
2. Indice des prix à la production : Industries extractives.....	158
3. Indice des prix à la production : Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.....	159
4. Indice des prix de gros.....	160
5. Indice du coût de la vie (385 articles).....	161
VIII. PRODUCTION	163
1. Indice de la production : Mines et énergie.....	165
2. Indice de la production : Industries de transformation.....	166
3. Production minière	167
4. Production énergétique.....	167
5. Production de céréales et superficies cultivées	168
6. Production d'autres principaux produits agricoles.....	168
7. Indicateurs sur l'activité touristique.....	169
IX. COMMERCE EXTÉRIEUR.....	171
1. Balance commerciale.....	173
2. Importations par groupes de produits	174
3. Importations par principaux produits	175
4. Exportations par groupes de produits	178
5. Exportations par principaux produits	179
6. Exportations par principaux pays.....	183
7. Importations par principaux pays.....	183
8. Balance commerciale par principaux pays.....	184
X. BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER	185
XI. COURS DE CHANGE	189
XII. COMPTES DE LA NATION	193
1. Produit intérieur brut par branches d'activité économique (prix constants)	195
2. Produit intérieur brut par branches d'activité économique (prix courants).....	195
3. Compte de biens et services (prix courants)	196
4. Revenu national brut disponible et son affectation (prix courants).....	197
5. Compte de capital de la Nation (prix courants).....	197

I - STATISTIQUES MONÉTAIRES

I - 1 - AVOIRS DE BANK AL-MAGHRIB

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs (1)	Concours financiers à l'État				Comptes courants postaux	Opérations de crédit					Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	Emploi du capital et des réserves	Divers	Total général	
		Avances conventionnelles	Facilités de caisse	Mobilisation de traites douanières et d'obligations cautionnées	Total		Avances			Effets en cours de recouvrement (II)	dont : Chèques présentés par le Trésor et pris à l'escompte					
							Avances aux banques	Autres avances	Total (I)							
1997 Déc.	41 172	11 334	8 049	-	19 383	22	1 210	7 395	8 605	1 100	1 060	9 705		2 346	979	73 607
1998 Déc.	43 435	9 691	8 583	-	18 274	28	3 381	7 390	10 771	1 881	1 767	12 652		2 542	1 099	78 030
1999 Déc.	59 710	5 500	7 722	-	13 222	27	1 346	7 192	8 538	735	688	9 273		2 540	1 742	86 514
1999 Janv.	42 986	8 805	8 583	-	17 388	42	4 837	7 400	12 237	2 249	2 180	14 486		2 542	1 029	78 473
Fév.	42 722	9 628	8 583	-	18 211	104	2 722	7 222	9 944	1 955	1 897	11 899		2 557	1 235	76 728
Mars	42 456	11 133	8 583	-	19 716	28	1 423	7 236	8 659	2 455	2 395	11 114		2 562	2 001	77 877
Avril	43 977	9 940	8 583	-	18 523	28	3 717	7 258	10 975	1 657	1 602	12 632		2 436	823	78 419
Mai	44 859	9 920	8 583	-	18 503	27	1 852	7 379	9 231	1 489	1 428	10 720		2 441	795	77 345
Juin	48 276	5 500	7 145	-	12 645	105	2 003	7 397	9 400	1 596	1 544	10 996	5 000	2 456	942	80 420
Juil.	53 111	5 500	7 724	-	13 224	94	8	7 046	7 054	972	880	8 026	4 250	2 468	919	82 092
Août	60 775	5 500	1 917	-	7 417	29	701	7 062	7 763	944	885	8 707	4 282	2 470	920	84 600
Sept.	60 285	5 500	4 509	-	10 009	28	1	7 034	7 035	1 112	1 068	8 147	2 350	2 475	1 060	84 354
Oct.	60 353	5 500	8 095	-	13 595	30	96	7 062	7 158	1 051	1 006	8 209	2 350	2 480	1 066	88 083
Nov.	59 800	5 500	8 493	-	13 993	49	3	7 103	7 106	1 087	1 040	8 193	-	2 494	1 084	85 613
Déc.	59 710	5 500	7 722	-	13 222	27	1 346	7 192	8 538	735	688	9 273	-	2 540	1 742	86 514
2000 Janv.	57 856	5 500	3 934	-	9 434	30	3 291	7 201	10 492	1 233	1 139	11 725	-	2 540	2 166	83 751
Fév.	57 230	5 500	6 288	-	11 788	31	2 252	7 338	9 590	986	933	10 576	-	2 554	1 537	83 716
Mars	55 802	5 500	8 084	-	13 584	49	60	7 522	7 582	1 312	1 269	8 894	-	2 570	1 829	82 728
Avril	55 917	5 500	8 490	-	13 990	68	1 549	7 548	9 097	492	446	9 589	-	2 470	1 080	83 114
Mai	53 675	5 500	9 379	120	14 999	39	592	7 607	8 199	627	580	8 826	-	2 481	999	81 019
Juin	53 138	5 500	9 379	205	15 084	33	1 508	7 591	9 099	2 561	2 490	11 660	-	2 496	1 164	83 575
Juillet	52 316	5 500	9 143	-	14 643	27	6 102	7 578	13 680	994	2 498	14 674	-	2 498	1 155	85 313

(1) Avoirs en or, droits de tirage spéciaux, devises convertibles et accords de paiement.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 2 - ENGAGEMENTS DE BANK AL-MAGHRIB

(en millions de dirhams)

Date	Monnaie "Banque centrale"						Engagements en devises			Allocations de droits de tirage spéciaux	Capital et réserves	Autres éléments	Total général
	Billets et monnaies détenus par les entreprises et les particuliers	Encaisses des banques et des comptables publics	Comptes des banques	Comptes de reprises de liquidités	Dépôts des particuliers auprès de Bank Al-Maghrib	Total	Engagements envers l'extérieur (1)	Comptes des dépôts en devises des banques	Total				
1997 Déc.	48 662	2 400	9 779		2 127	62 968	817	374	1 191	434	4 713	4 301	73 607
1998 Déc.	50 644	2 603	11 451		2 384	67 082	725	742	1 467	434	4 791	4 256	78 030
1999 Déc.	56 713	3 354	11 064		-	71 131	826	2 323	3 149	434	4 891	6 909	86 514
1999 Janv.	51 074	2 634	11 564		2 250	67 522	751	750	1 501	434	4 791	4 225	78 473
Fév.	50 337	2 666	10 451		2 263	65 717	729	858	1 587	434	4 791	4 199	76 728
Mars	52 954	2 859	8 171		2 471	66 455	706	1 324	2 030	434	4 791	4 167	77 877
Avril	51 755	2 189	11 371		2 526	67 841	689	1 762	2 451	434	4 891	2 802	78 419
Mai	51 067	2 464	11 068		2 215	66 814	752	1 559	2 311	434	4 891	2 895	77 345
Juin	51 789	2 551	12 091		2 456	68 887	780	2 311	3 091	434	4 891	3 117	80 420
Juil.	54 504	2 693	9 835		3 450	70 482	795	2 706	3 501	434	4 891	2 784	82 092
Août	54 747	3 013	12 411		3 174	73 345	737	2 435	3 172	434	4 891	2 758	84 600
Sept.	53 277	2 704	14 494		2 823	73 298	775	1 974	2 749	434	4 891	2 982	84 354
Oct.	53 312	2 690	11 123	6 739	2 894	76 758	723	2 311	3 034	434	4 891	2 966	88 083
Nov	52 669	2 679	11 059	4 895	2 952	74 254	731	2 236	2 967	434	4 891	3 067	85 613
Déc	56 713	3 354	11 064	-	2 989	74 120	826	2 323	3 149	434	4 891	3 920	86 514
2000 Janv.	54 607	2 570	11 542	-	3 037	71 756	771	1 987	2 758	434	4 891	3 912	83 751
Fév.	53 504	2 792	11 432	910	2 806	71 444	784	2 123	2 907	434	4 891	4 040	83 716
Mars	54 982	2 911	11 147	270	2 784	72 094	1 157	368	1 525	434	4 891	3 784	82 728
Avril	54 575	2 793	11 087	1 780	2 543	72 778	1 873	317	2 190	434	5 021	2 691	83 114
Mai	53 982	2 786	11 461	-	2 277	70 506	874	999	1 873	434	5 021	3 185	81 019
Juin	54 746	2 928	13 404	-	2 346	73 424	1 027	1 233	2 260	434	5 021	2 436	83 575
Juillet	57 276	3 200	12 167	-	2 068	74 711	923	1 795	2 718	434	5 021	2 429	85 313

(1) Engagements en devises convertibles, comptes des organismes internationaux et accords de paiement.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 3 - AVOIRS DES BANQUES

(en millions de dirhams)

Date	Valeurs en caisse et avoirs liquides				Avoirs auprès des banques et prêts aux banques	Correspondants étrangers et assimilés	Portefeuille de bons du Trésor et fonds d'État	Crédits à l'économie	Portefeuille de titres de placement autres que les fonds d'État				Portefeuille de titres de participation et emplois assimilés	Immobilisations	Excédent des emplois divers sur les ressources diverses	Total	
	dont :			dont :													
	Billets étrangers et chèques en devises	Dépôts en dirhams auprès de Bank Al-Maghrib	Dépôts auprès du Trésor et du Service des chèques postaux	Certificats de dépôts acquis par les banques					Titres émis par les entreprises non bancaires	Bons et obligations B.N.D.E. ; C.I.H. ; C.N.C.A. ; et F.E.C. souscrits par les banques	Bons des sociétés de financement détenus par les banques						
1997 Déc.	12 302	(291)	(9 783)	(75)	2 926	3 412	58 541	151 203	7 007	(1 344)	(826)			6 645	9 002	-	251 038
1998 Déc.	13 937	(377)	(10 682)	(180)	3 896	4 215	58 434	167 602	8 345	(2 075)	(893)			8 216	9 377	-	274 022
1999 Déc.	17 558	(343)	(11 858)	(115)	3 471	4 469	54 802	183 531	9 657	(2 239)	(2 374)			10 110	9 779	-	293 377
1999 Janv.	14 746	(384)	(11 298)	(203)	4 289	6 019	59 471	165 723	8 380	(1 939)	(1 011)			8 173	9 346	-	276 147
Fév.	13 535	(305)	(10 374)	(137)	3 588	5 309	58 620	164 906	9 522	(2 404)	(1 660)			8 019	9 187	-	272 686
Mars	12 095	(395)	(8 013)	(107)	3 100	5 157	57 650	166 646	8 824	(1 960)	(1 331)			7 950	9 213	-	270 635
Avril	15 350	(324)	(11 437)	(138)	2 298	4 975	56 790	168 643	8 684	(1 864)	(1 398)			8 055	9 106	-	273 901
Mai	15 158	(345)	(11 096)	(116)	3 125	4 703	55 953	168 752	8 323	(1 244)	(1 669)			8 129	9 177	-	273 320
Juin	16 775	(334)	(11 942)	(77)	4 344	4 519	56 424	172 925	8 822	(1 405)	(2 035)			9 121	9 135	-	282 065
Juil.	15 642	(727)	(9 799)	(121)	5 672	6 458	56 768	177 495	8 743	(1 516)	(1 812)			9 283	9 299	-	289 360
Août	17 851	(595)	(12 223)	(83)	4 638	4 530	52 931	177 421	9 180	(1 904)	(1 832)			9 709	9 398	-	285 658
Sept.	19 557	(377)	(14 771)	(110)	4 173	4 259	52 827	178 048	9 050	(1 543)	(2 035)			9 675	9 554	-	287 143
Oct.	24 309	(403)	(19 258)	(104)	3 473	4 470	48 546	181 378	8 488	(1 661)	(1 356)			9 866	9 661	-	290 191
Nov.	21 451	(403)	(16 533)	(113)	4 087	4 469	49 975	181 371	9 571	(1 690)	(2 410)			9 703	9 756	-	290 383
Déc.	17 558	(343)	(11 858)	(115)	3 471	4 469	54 802	183 531	9 657	(2 239)	(2 241)	(5 044)	(133)	10 110	9 779	-	293 377
2000 Janv.	17 360	(331)	(12 015)	(148)	2 445	4 048	56 867	185 168	9 510	(2 001)	(1 855)	(5 434)	(220)	10 378	9 759	-	295 535
Fév.	17 909	(333)	(12 441)	(94)	2 712	4 345	56 043	183 478	9 640	(1 973)	(2 145)	(5 307)	(215)	10 374	9 713	-	294 214
Mars	15 100	(368)	(11 434)	(90)	3 633	4 922	54 552	183 028	9 667	(1 900)	(2 242)	(5 249)	(276)	10 600	9 668	784	291 954
Avril	16 789	(338)	(13 235)	(92)	3 299	4 828	56 099	185 696	9 321	(1 825)	(1 922)	(5 274)	(300)	9 498	9 547	-	295 077
Mai	15 390	(321)	(11 112)	(99)	4 255	5 030	56 954	187 665	9 415	(1 896)	(1 970)	(5 292)	(257)	10 126	9 672	1 603	300 110
Juin	18 184	(370)	(13 416)	(132)	4 673	5 233	57 477	191 133	9 315	(2 323)	(1 382)	(5 313)	(297)	9 974	9 664	1 296	306 949
Juillet	17 500	(688)	(11 497)	(135)	4 962	5 255	59 729	193 395	9 350	(2 246)	(1 308)	(5 370)	(426)	10 066	9 797	172	310 226

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 4 - ENGAGEMENTS DES BANQUES

(en millions de dirhams)

Date	Comptes créditeurs à vue en dirhams de la clientèle				Total	Comptes sur carnets	Comptes à terme et bons à échéance fixe	Certificats de dépôts	dont: Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers	Comptes créditeurs à vue et à terme en devises de la clientèle	Engagements des banques auprès des autres banques	Emprunts auprès des organismes financiers spécialisés	Correspondants étrangers et assimilés	Emprunts obligataires en dirhams	Emprunts extérieurs à long terme	Recours auprès de Bank Al-Maghrib	Provisions	Fonds propres	Excédent des ressources diverses sur les emplois divers	Total
	Comptes de chèques (1)	dont : (Comptes de chèques des M.R.E.) (2)	Comptes courants	Autres dépôts																
1997 Déc.	50 915	(20 094)	25 754	5 329	81 998	21 430	63 527	2 874	(594)	1 206	8 206	916	2 203	13 825	14 901	1 209	12 130	23 716	2 897	251 038
1998 Déc.	57 821	(22 461)	27 053	5 718	90 592	24 193	64 504	4 807	(610)	1 082	9 234	529	3 194	13 817	13 716	3 381	12 944	26 937	5 092	274 022
1999 Déc.	63 366	(24 376)	29 447	7 302	100 115	27 348	68 616	5 813	(773)	1 316	8 449	1 470	3 289	13 203	14 653	1 346	14 916	29 106	3 737	293 377
1999 Janv.	58 521	(23 318)	25 535	6 565	90 621	24 664	63 968	4 791	(608)	1 154	9 580	376	3 901	13 795	13 631	4 837	13 110	26 967	4 782	276 147
Fév.	58 267	(23 092)	25 498	5 296	89 061	24 828	64 159	4 784	(608)	1 212	8 798	584	3 419	13 698	13 494	2 722	13 718	26 948	5 261	272 686
Mars	58 564	(23 268)	24 735	6 377	89 676	25 018	63 971	4 935	(647)	1 113	8 445	706	3 278	13 884	13 474	1 423	14 220	27 286	3 206	270 635
Avril	58 534	(23 333)	24 563	6 999	90 096	25 603	64 373	4 923	(604)	1 152	7 575	457	3 324	13 765	13 406	3 717	14 440	27 458	3 612	273 901
Mai	59 067	(23 491)	26 033	5 947	91 047	25 787	64 927	4 758	(569)	1 264	8 442	351	3 002	13 624	13 365	1 852	14 599	27 605	2 697	273 320
Juin	61 708	(24 382)	26 388	6 661	94 757	25 916	65 505	4 772	(583)	1 202	9 624	612	3 477	13 531	15 320	2 003	14 632	28 813	1 901	282 065
Juil.	63 159	(24 963)	29 367	6 793	99 319	26 273	66 248	4 544	(590)	1 151	10 964	697	4 174	13 650	15 192	8	14 551	28 660	3 929	289 360
Août	63 143	(24 713)	27 673	6 452	97 268	26 517	66 696	5 165	(789)	1 159	9 976	1 755	3 315	13 532	15 200	701	14 547	28 746	1 081	285 658
Sept.	63 056	(24 617)	27 554	6 351	96 961	26 804	68 298	5 482	(786)	1 154	9 531	1 786	2 929	13 417	14 914	1	14 524	28 731	2 611	287 143
Oct.	63 064	(24 380)	26 942	7 743	97 749	27 199	69 389	5 654	(778)	1 157	8 878	1 856	2 960	13 265	14 750	96	14 562	28 948	3 728	290 191
Nov.	63 168	(24 428)	27 882	6 998	98 048	27 262	69 273	5 779	(778)	1 347	9 354	1 298	2 989	13 529	14 654	3	14 482	28 952	3 413	290 383
Déc.	63 366	(24 376)	29 447	7 302	100 115	27 348	68 616	5 813	(773)	1 316	8 449	1 470	3 289	13 203	14 653	1 346	14 916	29 106	3 737	293 377
2000 Janv.	91 265	(24 512)	-	7 409	98 674	27 828	69 055	5 860	(773)	636	9 297	868	3 410	13 166	14 690	3 291	17 807	28 917	2 036	295 535
Fév.	92 536	(24 576)	-	6 701	99 237	27 926	69 665	6 098	(773)	550	8 844	782	3 247	13 388	14 874	2 252	18 115	28 919	317	294 214
Mars	92 774	(25 641)	-	8 030	100 804	28 247	69 111	5 954	(770)	426	8 643	769	4 085	13 179	13 112	60	18 845	28 719	-	291 954
Avril	93 375	(25 744)	-	8 792	102 167	28 384	68 421	5 903	(770)	462	8 328	1 011	4 010	13 213	13 037	1 549	19 406	28 823	363	295 077
Mai	94 584	(26 107)	-	10 320	104 904	28 377	69 613	5 894	(770)	434	9 340	867	3 415	13 076	12 915	592	21 030	29 653	-	300 110
Juin	98 684	(26 729)	-	10 562	109 246	28 211	68 673	5 877	(753)	452	10 887	1 329	3 231	13 066	13 053	1 508	21 016	30 400	-	306 949
Juillet	98 541	(27 188)	-	9 907	108 448	28 351	69 613	5 877	(753)	446	10 135	868	3 135	12 877	13 085	6 102	20 886	30 403	-	310 226

(1) A partir de janvier 2000, les comptes de chèques et les comptes courants sont regroupés dans un compte intitulé "comptes de chèques et comptes courants"

(2) M.R.E. : Marocains résidant à l'étranger.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 5 - AGRÉGATS DE MONNAIE

(en millions de dirhams)

Date	Agrégat M 3										
	Agrégat M 2										M 3 = M 2 + Place- ments à terme
	Agrégat M 1						M 1 = monnaie fiduciaire + monnaie scripturale	Placements à vue (1)	M 2 = M 1 + Place- ments à vue	Placements à terme (2)	
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale										Total
Comptes crédeurs à vue auprès de Bank Al- Maghrib		Comptes crédeurs à vue auprès des banques	Comptes crédeurs à vue auprès du Service des chèques postaux	Comptes crédeurs à vue auprès de la Trésorerie générale							
1997 Déc.	48 662	2 127	81 998	1 871	6 202	92 198	140 860	25 983	166 843	64 121	230 964
1998 Déc.	50 644	2 384	90 592	2 122	4 530	99 628	150 272	29 523	179 795	65 114	244 909
1999 Déc.	56 713	2 989	100 115	2 205	5 506	110 815	167 528	33 069	200 597	69 389	269 986
1999 Janv.	51 074	2 250	90 621	2 117	7 495	102 483	153 557	30 033	183 590	64 576	248 166
Fév.	50 337	2 263	89 061	2 187	7 435	100 946	151 283	30 230	181 513	64 767	246 280
Mars	52 954	2 471	89 676	2 122	7 957	102 226	155 180	30 680	185 860	64 618	250 478
Avril	51 755	2 526	90 096	2 027	6 664	101 313	153 068	31 230	184 298	64 977	249 275
Mai	51 067	2 215	91 047	2 109	6 471	101 842	152 909	31 404	184 313	65 496	249 809
Juin	51 789	2 456	94 757	2 204	6 471	105 888	157 677	31 525	189 202	66 088	255 290
Juil.	54 504	3 450	99 319	2 220	5 780	110 769	165 273	31 888	197 161	66 838	263 999
Août	54 747	3 174	97 268	2 316	5 209	107 967	162 714	32 151	194 865	67 485	262 350
Sept.	53 277	2 823	96 961	2 192	5 680	107 656	160 933	32 458	193 391	69 084	262 475
Oct.	53 312	2 894	97 749	2 207	5 699	108 549	161 861	32 886	194 747	70 167	264 914
Nov.	52 669	2 952	98 048	2 182	5 515	108 697	161 366	32 969	194 335	70 051	264 386
Déc.	56 713	2 989	100 115	2 205	5 506	110 815	167 528	33 069	200 597	69 389	269 986
2000 Janv.	54 607	3 037	98 674	2 206	6 058	109 975	164 582	33 605	198 187	69 828	268 015
Fév.	53 504	2 806	99 237	2 187	7 376	111 606	165 110	34 008	199 118	70 438	269 556
Mars	54 982	2 784	100 804	2 106	6 601	112 295	167 277	34 332	201 609	69 881	271 490
Avril	54 575	2 543	102 167	2 181	5 797	112 688	167 263	34 455	201 718	69 191	270 909
Mai	53 982	2 277	104 904	2 271	5 686	115 138	169 120	34 479	203 599	70 383	273 982
Juin	54 746	2 346	109 246	2 266	5 686	119 544	174 290	34 308	208 598	69 426	278 024
Juillet	57 276	2 068	108 448	2 268	5 686	118 470	175 746	34 450	210 196	70 366	280 562

(1) Comptes sur carnets auprès des banques et comptes sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale.

(2) Comptes à terme et bons à échéance fixe auprès des banques et certificats de dépôts souscrits par les particuliers et les entreprises non financières.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 6 - AGRÉGATS DE PLACEMENTS LIQUIDES (*)

(en millions de dirhams)

Date	Agrégat PL 1					Agrégat PL 2		Agrégat PL 3		Total Agrégats PL
	Bons du Trésor à 6 mois (1)	Bons du Trésor négociables (2)	Billets de Trésorerie (1)	Bons émis par les sociétés de financement (1)	Total	Titres émis par les OPCVM obligations (1)	Total	Titres émis par les OPCVM actions et les OPCVM diversifiés (1)	Total	
1997 Déc.	8 248	11 363	-	210	19 821	2 708	2 708	3 057	3 057	25 586
1998 Déc.	7 767	10 496	-	225	18 488	9 154	9 154	6 590	6 590	34 232
1999 Déc.	7 019	8 171	-	108	15 298	18 630	18 630	5 423	5 423	39 351
1999 Janv.	7 767	10 995	-	220	18 982	10 019	10 019	7 298	7 298	36 299
Fév.	8 239	10 692	-	213	19 144	11 236	11 236	7 473	7 473	37 853
Mars	7 473	10 174	-	213	17 860	12 019	12 019	7 155	7 155	37 034
Avril	7 113	11 392	-	215	18 720	11 607	11 607	7 144	7 144	37 471
Mai	7 012	11 551	-	215	18 778	14 141	14 141	6 450	6 450	39 369
Juin	7 016	10 648	-	218	17 882	14 268	14 268	6 315	6 315	38 465
Juil.	7 316	10 440	-	218	17 974	14 593	14 593	6 230	6 230	38 797
Août	6 477	10 440	-	218	17 135	15 722	15 722	6 233	6 233	39 090
Sept.	6 420	9 630	-	216	16 266	16 251	16 251	5 807	5 807	38 324
Oct.	6 431	9 198	-	216	15 845	17 995	17 995	5 727	5 727	39 567
Nov	6 821	8 899	-	116	15 836	19 357	19 357	5 583	5 583	40 776
Déc	7 019	8 171	-	108	15 298	18 630	18 630	5 423	5 423	39 351
1999 Janv.	6 727	8 062	-	108	14 897	18 077	18 077	5 334	5 334	38 308
Fév.	5 832	8 752	-	108	14 692	18 685	18 685	4 716	4 716	38 093
Mars	6 786	7 778	-	110	14 674	18 615	18 615	4 711	4 711	38 000
Avril	6 140	8 110	-	110	14 360	18 615	18 615	4 711	4 711	37 686
Mai	5 889	7 882	-	117	13 888	19 604	19 604	4 513	4 513	38 005
Juin	4 424	7 722	-	115	12 261	19 113	19 113	4 278	4 278	35 652
Juillet	4 424	8 061	-	115	12 600	16 921	16 921	4 601	4 601	34 122

(*) Les agrégats PL sont classés par ordre de proximité décroissante avec la monnaie.

(1) Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers.

(2) Encours des emprunts nationaux, des bons de privatisation et des bons du Trésor émis par adjudications (souscrits par les entreprises non financières et les particuliers).

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 7 - CONTREPARTIES DE M 3

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets (I)			Crédit intérieur global									Crédit intérieur à		Total des contreparties de M 3 (I+II)	Balance des éléments divers (à déduire) ⁽³⁾	Agrégat M 3 (Pour mémoire)
	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total	Créances sur l'État				Concours à l'économie			Contrepartie des avoirs en comptes auprès de la C.E.N. ⁽²⁾ (C)	Total (A+B+C)	Ressources à caractère non monétaire (à déduire)	caractère monétaire (II)			
				de Bank Al-Maghrib	des banques	des entreprises non financières et des particuliers ⁽¹⁾	Total (A)	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total (B)							
1997 Déc.	40 355	294	40 649	19 680	58 616	8 073	86 369	7 395	152 029	159 424	4 553	250 346	53 142	197 204	237 853	-6 889	230 964
1998 Déc.	42 710	316	43 026	19 244	58 615	6 652	84 511	7 390	168 495	175 885	5 330	265 726	54 721	211 005	254 031	-9 122	244 909
1999 Déc.	58 884	207	59 091	13 405	54 917	7 711	76 033	7 192	185 905	193 097	5 721	274 851	58 611	216 240	275 331	-5 345	269 986
1999 Janv.	42 235	1 348	43 583	18 918	59 674	9 612	88 204	7 400	166 734	174 134	5 369	267 707	54 823	212 884	256 467	-8 301	248 166
Fév.	41 993	983	42 976	19 336	58 757	9 622	87 715	7 222	166 566	173 788	5 402	266 905	55 242	211 663	254 639	-8 359	246 280
Mars	41 750	1 161	42 911	21 496	57 757	10 079	89 332	7 236	167 977	175 213	5 662	270 207	56 964	213 243	256 154	-5 676	250 478
Avril	43 288	823	44 111	19 516	56 928	8 691	85 135	7 258	170 041	177 299	5 627	268 061	57 275	210 786	254 897	-5 622	249 275
Mai	44 107	782	44 889	19 316	56 069	8 580	83 965	7 379	170 421	177 800	5 617	267 382	57 633	209 749	254 638	-4 829	249 809
Juin	47 496	174	47 670	18 652	56 501	8 675	83 828	7 397	174 960	182 357	5 609	271 794	59 871	211 923	259 593	-4 303	255 290
Juil.	52 316	1 860	54 176	17 799	56 889	8 000	82 688	7 046	179 307	186 353	5 615	274 656	59 029	215 627	269 802	-5 804	263 999
Août	60 038	651	60 689	11 974	53 014	7 525	72 513	7 062	179 253	186 315	5 634	264 462	59 566	204 896	265 585	-3 235	262 350
Sept.	59 510	553	60 063	12 772	52 937	7 872	73 581	7 034	180 083	187 117	5 654	266 352	59 712	206 640	266 703	-4 228	262 475
Oct.	59 630	756	60 386	16 278	48 650	7 906	72 834	7 062	182 734	189 796	5 687	268 317	59 480	208 837	269 223	-4 309	264 914
Nov	59 069	536	59 605	14 372	50 088	7 697	72 157	7 103	183 781	190 884	5 707	268 748	59 164	209 584	269 189	-4 803	264 386
Déc	58 884	207	59 091	13 405	54 917	7 711	76 033	7 192	185 905	193 097	5 721	274 851	58 611	216 240	275 331	-5 345	269 986
2000 Janv.	57 085	333	57 418	10 139	57 015	8 264	75 418	7 201	187 243	194 444	5 777	275 639	60 748	214 891	272 309	-4 294	268 015
Fév.	56 446	881	57 327	12 040	56 137	9 563	77 740	7 338	185 838	193 176	6 082	276 998	61 680	215 318	272 645	-3 089	269 556
Mars	54 645	779	55 424	14 030	54 642	8 707	77 379	7 522	185 546	193 068	6 085	276 532	59 961	216 571	271 995	-505	271 490
Avril	54 044	694	54 738	13 610	56 191	7 978	77 779	7 548	187 918	195 466	6 071	279 316	62 304	217 012	271 750	-841	270 909
Mai	52 801	1 502	54 303	14 812	57 053	7 957	79 822	7 607	189 892	197 499	6 102	283 423	63 511	219 912	274 215	-233	273 982
Juin	52 111	1 920	54 031	16 801	57 609	7 952	82 362	7 591	192 812	200 403	6 097	288 862	64 552	224 310	278 341	-317	278 024
Juillet	51 393	2 362	53 755	14 777	59 864	7 954	82 595	7 578	195 129	202 707	6 099	291 401	63 657	227 744	281 499	-937	280 562

(1) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(2) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la C.D.G. Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'Etat et les concours à l'économie.

(3) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 8 - AVOIRS EXTÉRIEURS NETS

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets de Bank Al-Maghrib											Avoirs extérieurs nets des banques		Total des avoirs extérieurs nets de Bank Al-Maghrib et des banques		
	Avoirs extérieurs bruts							Engagements extérieurs				Total (I-II)	Avoirs extérieurs bruts (1)		Engagements extérieurs (2)	Total
	Or	Devises convertibles	D.T.S.	F.M.I. - Tranche de réserve	Souscription au capital du F.M.A.	devises inconvertibles	Total (I)	Comptes des organismes internationaux	Autres engagements	Total (II)						
1997 Déc.	1 950	38 161	12	761	270	18	41 172	193	624	817	40 355	3 703	3 409	294	40 649	
1998 Déc.	1 950	40 407	30	761	269	18	43 435	194	531	725	42 710	4 592	4 276	316	43 026	
1999 Déc.	1 950	55 323	858	1 294	285	-	59 710	193	633	826	58 884	4 812	4 605	207	59 091	
1999 Janv.	1 950	39 955	31	761	271	18	42 986	194	557	751	42 235	6 403	5 055	1 348	43 583	
Fév.	1 950	39 167	21	1 294	272	18	42 722	194	535	729	41 993	5 614	4 631	983	42 976	
Mars	1 950	38 899	21	1 294	274	18	42 456	194	512	706	41 750	5 552	4 391	1 161	42 911	
Avril	1 950	39 753	687	1 294	275	18	43 977	194	495	689	43 288	5 299	4 476	823	44 111	
Mai	1 950	40 635	686	1 294	276	18	44 859	194	558	752	44 107	5 048	4 266	782	44 889	
Juin	1 950	44 075	663	1 294	276	18	48 276	193	587	780	47 496	4 853	4 679	174	47 670	
Juil.	1 950	48 703	888	1 294	276	-	53 111	193	602	795	52 316	7 185	5 325	1 860	54 176	
Août	1 950	56 394	859	1 294	278	-	60 775	192	545	737	60 038	5 125	4 474	651	60 689	
Sept.	1 950	55 899	863	1 294	279	-	60 285	192	583	775	59 510	4 636	4 083	553	60 063	
Oct.	1 950	55 959	869	1 294	281	-	60 353	192	531	723	59 630	4 873	4 117	756	60 386	
Nov.	1 950	55 389	882	1 294	285	-	59 800	192	539	731	59 069	4 872	4 336	536	59 605	
Déc.	1 950	55 323	858	1 294	285	-	59 710	193	633	826	58 884	4 812	4 605	207	59 091	
						-										
2000 Janv.	1 951	53 471	854	1 294	286	-	57 856	193	578	771	57 085	4 379	4 046	333	57 418	
Fév.	1 952	52 875	823	1 294	286	-	57 230	193	591	784	56 446	4 678	3 797	881	57 327	
Mars	1 953	51 440	828	1 294	287	-	55 802	193	964	1 157	54 645	5 290	4 511	779	55 424	
Avril	1 953	51 543	837	1 294	290	-	55 917	194	1 679	1 873	54 044	5 166	4 472	694	54 738	
Mai	1 953	49 309	831	1 294	288	-	53 675	192	682	874	52 801	5 351	3 849	1 502	54 303	
Juin	1 953	48 802	802	1 294	287	-	53 138	194	833	1 027	52 111	5 603	3 683	1 920	54 031	
Juillet	1 953	47 982	799	1 294	288	-	52 316	195	728	923	51 393	5 943	3 581	2 362	53 755	

(1) Il s'agit des avoirs en devises des banques et de leurs dépôts en devises chez leurs correspondants étrangers. Constituant des créances sur un établissement résident, les dépôts des banques en devises auprès de Bank Al-Maghrib sont exclus de leurs avoirs extérieurs.

(2) Il s'agit essentiellement des comptes créditeurs des correspondants étrangers auprès des banques et des dépôts en devises de leur clientèle.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 9 - CRÉANCES SUR L'ÉTAT

(en millions de dirhams)

Date	Créances de Bank Al-Maghrib									Créances des banques				Total des entreprises non financières et des particuliers (3) (III)	Total des créances sur l'État (I+II+III)	
	Créances propres de Bank Al-Maghrib								Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	Total (I)	Portefeuille d'effets publics					
	Avances à l'État (1)	Traites douanières et obligations cautionnées	Chèques présentés par le Trésor et pris à l'escompte	Dépôts de Bank Al-Maghrib auprès du Service des chèques postaux	Total brut	Avoirs liquides détenus par les comptables publics (2) (à déduire)	Total créances propres de Bank Al-Maghrib	Bons du Trésor en comptes courants			Emprunts d'État	Total	Dépôts des banques auprès du Trésor			Total (II)
1997 Déc.	19 383	-	1 060	22	20 465	785	19 680		19 680	57 056	1 485	58 541	75	58 616	8 073	86 369
1998 Déc.	18 274	-	1 767	28	20 069	825	19 244		19 244	56 504	1 931	58 435	180	58 615	6 652	84 511
1999 Déc.	13 222	-	688	27	13 937	532	13 405		13 405	52 496	2 306	54 802	115	54 917	7 711	76 033
1999 Janv.	17 388	-	2 180	42	19 610	692	18 918		18 918	56 991	2 480	59 471	203	59 674	9 612	88 204
Fév.	18 211	-	1 897	104	20 212	876	19 336		19 336	56 271	2 349	58 620	137	58 757	9 622	87 715
Mars	19 716	-	2 395	28	22 139	643	21 496		21 496	55 208	2 442	57 650	107	57 757	10 079	89 332
Avril	18 523	-	1 602	28	20 153	637	19 516		19 516	55 025	1 765	56 790	138	56 928	8 691	85 135
Mai	18 503	-	1 428	27	19 958	642	19 316		19 316	53 939	2 014	55 953	116	56 069	8 580	83 965
Juin	12 645	-	1 544	105	14 294	642	13 652	5 000	18 652	54 410	2 014	56 424	77	56 501	8 675	83 828
Juil.	13 224	-	880	94	14 198	649	13 549	4 250	17 799	54 229	2 539	56 768	121	56 889	8 000	82 688
Août	7 417	-	885	29	8 331	639	7 692	4 282	11 974	50 777	2 154	52 931	83	53 014	7 525	72 513
Sept.	10 009	-	1 068	28	11 105	683	10 422	2 350	12 772	51 792	1 035	52 827	110	52 937	7 872	73 581
Oct.	13 595	-	1 006	30	14 631	703	13 928	2 350	16 278	47 083	1 463	48 546	104	48 650	7 906	72 834
Nov	13 993	-	1 040	49	15 082	710	14 372	-	14 372	48 990	985	49 975	113	50 088	7 697	72 157
Déc	13 222	-	688	27	13 937	532	13 405	-	13 405	52 496	2 306	54 802	115	54 917	7 711	76 033
		-						-								
2000 Janv.	9 434	-	1 139	30	10 603	464	10 139	-	10 139	...	...	56 867	148	57 015	8 264	75 418
Fév.	11 788	-	933	31	12 752	712	12 040	-	12 040	...	...	56 043	94	56 137	9 563	77 740
Mars	13 584	-	1 269	49	14 902	872	14 030	-	14 030	...	...	54 552	90	54 642	8 707	77 379
Avril	13 990	-	446	68	14 504	894	13 610	-	13 610	...	...	56 099	92	56 191	7 978	77 779
Mai	14 879	120	580	39	15 618	806	14 812	-	14 812	...	...	56 954	99	57 053	7 957	79 822
Juin	14 879	205	2 490	33	17 607	806	16 801	-	16 801	...	...	57 477	132	57 609	7 952	82 362
Juillet	14 643	-	913	27	15 583	806	14 777	-	14 777	...	...	59 729	135	59 864	7 954	82 595

(1) Avances conventionnelles et facilités de caisse.

(2) Billets et monnaies détenus par les comptables publics et compte créditeurs du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib nivelé à hauteur d'un million de dirhams.

(3) Contrepartie des comptes créditeurs à vue auprès du Service des chèques postaux et de la Trésorerie Générale du Royaume.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 10 - CONCOURS À L'ECONOMIE (*)

Date	CONCOURS À L'ECONOMIE														
	Concours des banques												Total	Crédits de Bank Al-Maghrib	Total
	Crédits accordés aux entreprises et aux particuliers							Concours aux sociétés de financement			Portefeuille de titres de placement des banques				
	Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	Crédits à l'équipement	Crédits immobiliers	Crédits à la consommation	Créances diverses sur la clientèle	Créances en souffrance	Total	Crédits	Bons des sociétés de financement détenus par les banques	Total					
2000 Janv	74 887	40 913	24 098	6 717	4 335	28 785	179 735	5 433	220	5 653	1 855	187 243	7 201	194 444	
Fév.	73 108	39 264	24 219	6 824	3 818	31 141	178 374	5 104	215	5 319	2 145	185 838	7 338	193 176	
Mars	73 173	38 481	24 667	6 958	3 089	30 336	176 704	6 324	276	6 600	2 242	185 546	7 522	193 068	
Avr.	74 029	39 543	24 760	7 005	2 948	30 894	179 179	6 517	300	6 817	1 922	187 918	7 548	195 466	
Mai	74 707	39 061	25 623	7 124	2 530	32 206	181 251	6 414	257	6 671	1 970	189 892	7 607	197 499	
Juin	74 255	40 245	25 810	7 553	2 758	33 714	184 335	6 798	297	7 095	1 382	192 812	7 591	200 403	
Juillet	74 384	40 055	26 149	7 768	3 269	34 122	185 747	7 648	426	8 074	1 308	195 129	7 578	202 707	

(*) La répartition des concours à l'économie est issue d'une nouvelle situation comptable des banques élaborée depuis janvier 2000, date d'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 11 - AGRÉGATS DE MONNAIE ET DE PLACEMENTS LIQUIDES (1982 -1999)

(en millions de dirhams)

Encours à fin décembre	Agrégat M 3							Agrégats de placements liquides			
	Agrégat M 2						M 3 = M 2 + Placements à terme	PL 1 (3)	PL 2 (4)	PL 3 (5)	Total
	Agrégat M 1			Placements à vue (1)	M 2 = M 1 + Placements à vue	Placements à terme (2)					
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale	Total								
1982	12 011	19 146	31 157	1 735	32 892	7 653	40 545	336	-	-	336
1983	13 624	21 211	34 835	2 259	37 094	9 651	46 745	250	-	-	250
1984	14 750	22 867	37 617	2 744	40 361	11 359	51 720	217	-	-	217
1985	16 176	27 206	43 382	3 137	46 519	14 415	60 934	2 505	-	-	2 505
1986	18 676	32 057	50 733	4 159	54 892	15 851	70 743	7 778	-	-	7 778
1987	19 980	35 252	55 232	5 890	61 122	16 485	77 607	13 442	-	-	13 442
1988	21 884	41 274	63 158	7 513	70 671	18 795	89 466	12 106	-	-	12 106
1989	24 786	45 272	70 058	9 317	79 375	21 441	100 816	14 748	-	-	14 748
1990	29 477	54 102	83 579	11 491	95 070	24 882	119 952	16 185	-	-	16 185
1991	34 215	61 078	95 293	14 051	109 344	31 190	140 534	14 453	-	-	14 453
1992	35 687	65 977	101 664	14 912	116 576	37 466	154 042	15 080	-	-	15 080
1993	37 118	69 502	106 620	15 960	122 580	43 988	166 568	16 425	-	-	16 425
1994	41 020	76 960	117 980	18 686	136 666	47 463	184 129	21 750	-	-	21 750
1995	43 153	81 328	124 481	21 279	145 760	52 494	198 254	22 831	-	8	22 839
1996	46 447	84 346	130 793	23 466	154 259	57 284	211 543	23 158	220	1 696	25 074
1997	48 662	92 198	140 860	25 983	166 843	64 121	230 964	19 821	2 708	3 057	25 586
1998	50 644	99 628	150 272	29 523	179 795	65 114	244 909	18 488	9 154	6 590	34 232
1999	56 713	110 815	167 528	33 069	200 597	69 389	269 986	15 298	18 630	5 423	39 351

1) Comptes sur carnets auprès des banques et sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale.

2) Comptes et bons à échéance fixe auprès des banques et certificats de dépôt souscrits par les particuliers et les entreprises non financières.

3) Bons du Trésor à 6 mois émis dans le public et titres de créances négociables (bons du Trésor, bons de sociétés de financement et billets de trésorerie) souscrits par les personnes physiques et les entreprises non financières.

4) Actifs émis par les OPCVM obligations et acquis par les personnes physiques et les entreprises non financières.

5) Actifs émis par les OPCVM actions et diversifiés et acquis par les personnes physiques et les entreprises non financières.

Source : Bank Al-Maghrib

I - 12 - CONTREPARTIES DE M 3 (1982 - 1999)

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets (I)			Crédit intérieur global								Crédit intérieur à caractère monétaire (II)		Total des contreparties de M 3 (I+II)	Balance des éléments divers (à déduire) (3)	Agrégat M 3 (Pour mémoire)	
	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total	Créances sur l'état				Concours à l'économie			Contrepartie des avoirs en comptes auprès de la C.E.N. (2) (C)	Total (A+B+C)	Ressources à caractère non monétaire (à déduire)				
				de Bank Al-Maghrib	des banques	des entreprises non financières et des particuliers (1)	Total (A)	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total (B)							
1982	743	18	761	8 389	9 315	2 746	20 450	730	25 045	25 775	552	46 777	7 612	39 165	39 926	619	40 545
1983	55	19	-36	10 977	12 423	2 141	25 541	1 072	29 691	30 763	626	56 930	9 086	47 844	47 808	-1 063	46 745
1984	299	56	355	10 845	13 109	2 085	26 039	1 713	34 015	35 728	719	62 486	9 932	52 554	52 909	-1 189	51 720
1985	973	136	1 109	10 090	17 889	2 270	30 249	3 043	39 335	42 378	780	73 407	11 868	61 539	62 648	-1 714	60 934
1986	1 705	57	1 762	9 599	25 139	2 524	37 262	5 184	43 259	48 443	897	86 602	15 250	71 352	73 114	-2 371	70 743
1987	2 985	305	3 290	8 850	28 277	3 108	40 235	5 835	46 668	52 503	1 053	93 791	18 021	75 770	79 060	-1 453	77 607
1988	4 293	336	4 629	10 276	32 690	4 675	47 641	6 033	52 513	58 546	1 236	107 423	20 991	86 432	91 061	-1 595	89 466
1989	3 951	137	4 088	10 818	37 701	5 483	54 002	6 699	59 441	66 140	1 428	121 570	22 920	98 650	102 738	-1 922	100 816
1990	16 599	795	17 394	11 549	34 576	5 837	51 962	6 814	70 139	76 953	1 663	130 578	28 108	102 470	119 864	88	119 952
1991	24 435	735	25 170	12 158	35 345	6 470	53 973	6 844	87 846	94 690	1 917	150 580	33 116	117 464	142 634	-2 100	140 534
1992	31 504	703	32 207	9 971	41 427	6 561	57 959	7 001	99 112	106 113	2 150	166 222	40 764	125 458	157 665	-3 623	154 042
1993	36 901	820	37 721	9 982	46 292	6 531	62 805	7 045	104 936	111 981	2 342	177 128	45 190	131 938	169 659	-3 091	166 568
1994	40 752	472	41 224	8 238	54 738	6 783	69 759	7 307	114 922	122 229	2 754	194 742	48 211	146 531	187 755	-3 626	184 129
1995	32 347	488	32 835	18 490	52 908	6 789	78 187	7 619	128 983	136 602	3 292	218 081	49 847	168 234	201 069	-2 815	198 254
1996	35 214	165	35 379	18 758	54 847	8 032	81 637	7 386	142 056	149 442	3 866	234 945	54 335	180 610	215 989	-4 446	211 543
1997	40 355	294	40 649	19 680	58 616	8 073	86 369	7 395	152 029	159 424	4 553	250 346	53 142	197 204	237 853	-6 889	230 964
1998	42 710	316	43 026	19 244	58 615	6 652	84 511	7 390	168 495	175 885	5 330	265 726	54 721	211 005	254 031	-9 122	244 909
1999	58 884	207	59 091	13 405	54 917	7 711	76 033	7 192	185 905	193 097	5 721	274 851	58 611	216 240	275 331	-5 345	269 986

(1) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(2) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la C.D.G. Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'État et les concours à l'économie.

(3) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les éléments de son actif (montants précédés d'un signe négatif).

Source : Bank Al-Maghrib

I - 13 - MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DE BANK AL-MAGHRIB

(en millions de dirhams)

	1998			1999			2000		
	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes
Janvier	4 382	3 403	979	4 045	3 584	461	3 027	5 918	-2 891
Février	2 999	3 720	-721	3 207	3 912	-705	3 647	4 528	-881
Mars	3 655	3 610	45	5 834	3 025	2 809	5 820	4 225	1 595
Avril	4 588	3 944	644	3 359	5 228	-1 869	4 102	4 390	-288
Mai	3 280	3 798	-518	3 547	3 960	-413	3 920	4 758	-838
Juin	3 641	3 089	552	4 137	3 330	807	4 805	3 899	906
Juillet	6 026	3 212	2 814	6 114	3 265	2 849			
Août	4 510	3 568	942	4 411	3 847	564			
Septembre	3 241	4 772	-1 531	3 406	5 185	-1 779			
Octobre	4 125	4 348	-223	4 339	4 319	20			
Novembre	3 055	3 729	-674	3 500	4 154	-654			
Décembre	3 964	4 087	-123	7 887	3 168	4 719			
Total	47 466	45 280	2 186	53 786	46 977	6 809	25 321	27 718	-2 397

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 14- MOUVEMENTS DES CHAMBRES DE COMPENSATION

(en millions de dirhams)

Période	Chèques compensés (1)	Effets compensés (1)	Virements	Total
Année 1990	205 374	53 654	81 145	340 173
" 1991	236 863	55 277	85 590	377 730
" 1992	265 870	56 586	91 478	413 934
" 1993	264 973	49 945	90 541	405 459
" 1994	289 115	40 473	104 251	433 839
" 1995	312 092	41 650	112 375	466 117
" 1996	328 226	41 733	127 739	497 698
" 1997	355 284	44 073	184 724	584 081
" 1998	374 491	48 265	233 637	656 393
1997 I	83 102	10 515	35 461	129 078
II	88 577	10 556	55 320	154 453
III	90 239	11 140	45 550	146 929
IV	93 366	11 862	48 393	153 621
1998 I	87 797	11 822	55 502	155 121
II	93 702	11 679	53 917	159 298
III	93 224	12 306	64 239	169 769
IV	99 768	12 458	59 979	172 205
1999 Janvier	30 904	3 944	16 638	51 486
Février	32 343	4 148	20 879	57 370
Mars	33 809	4 064	19 817	57 690
Avril	34 992	4 104	22 626	61 722
Mai	33 713	4 002	28 135	65 850
Juin	33 995	4 184	27 210	65 389
Juillet	39 672	4 529	36 069	80 270
Août	40 537	4 049	25 668	70 254
Septembre	33 504	4 402	23 739	61 645
Octobre	35 996	4 399	23 724	64 119
Novembre	31 440	4 138	24 464	60 042
Décembre	35 810	3 645	25 742	65 196
2000 Janvier	32 869	4 891	23 178	60 938
Février	34 977	4 362	20 979	60 318
Mars	36 695	4 492	23 689	64 876
Avril	32 355	3 773	20 360	56 488
Mai	38 352	4 468	27 549	70 369
Juin	35 836	4 225	30 460	70 521

(1) Valeurs échangées déduction faite des rejets.

Source : Bank Al-Maghrib.

II- LIQUIDITÉ BANCAIRE ET TAUX D'INTÉRÊT

II - 1 - ÉVOLUTION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITÉ BANCAIRE ET DES INTERVENTIONS DE BANK AL-MAGHRIB (*)

(en millions de dirhams)

	Facteurs de la liquidité bancaire ⁽¹⁾									Interventions de Bank Al-Maghrif sur le marché monétaire					
	Monnaie "Banque centrale"				Avoirs nets de change de Bank Al-Maghrif	Concours de Bank Al-Maghrif au Trésor	Créances diverses de Bank Al-Maghrif	Autres facteurs	Total	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures	Open market ⁽³⁾	Reprises de liquidités ⁽⁴⁾	Total ⁽⁵⁾
	Billets et monnaies	Comptes des banques et du Trésor ⁽²⁾	Autres	Sous- total											
1998															
Déc.	+418	-685	-56	-323	+253	-1 456	+365	+340	-821	+434	-11	+398			+821
1999															
Jan.	-821	+2 135	+58	+1 372	-1 206	+320	+179	-241	+424	+138	-27	-535			-424
Fév.	+909	-1 740	+50	-781	+1 097	-412	-521	+158	-459	+612	-153	-			+459
Mars	-951	+858	+3	-90	-334	+1 777	+8	+685	+2 045	-2 377	+324	+8			-2 045
Avr.	-442	-1 480	-275	-2 197	-473	-476	+476	-3	-2 673	+2 969	-310	+14			+2 673
Mai	+858	+1 600	+245	+2 703	+811	+224	-610	-87	+3 042	-3 121	+99	-20			-3 042
Juin	-115	-1 351	+67	-1 399	+1 599	-1 525	+88	+226	-1 012	+1 125	-113	-1			+1 012
Juil.	-2 085	+602	-193	-1 675	+1 966	-4 569	+307	+64	-3 908	-1 030	-	-2	+4 940		+3 908
Août	-2 144	-3 205	-647	-5 997	+11 921	-5 195	-686	+199	+243	+330	+216	+1	-790		-243
Sept.	+940	+2 497	+105	+3 542	+247	-253	-267	+172	+3 441	-2 050	-216	-	-1 175		-3 441
Oct.	+1 026	-394	+85	+717	-137	+4 410	+509	-669	+4 830	-	-	-1	-625	-4 204	-4 830
Nov.	+397	+440	+27	+864	-328	+2 063	-427	-510	+1 662	-	-	+1	-1 762	+99	-1 662
Déc.	-1 185	-438	-160	-1 783	-103	-513	-160	+565	-1 994	-	+265	+6	-588	+2 311	+1 994
2000															
Jan.	-1 675	-335	-1	-2 011	-2 009	-1 366	+73	-301	-5 614	+2 792	+1 035	-7	-	+1 794	+5 614
Fév.	+2 045	+290	+58	+2 393	+229	-2 530	+61	+62	+215	+458	-716	+43	-	-	-215
Mars	-1 690	+73	+223	-1 394	-649	+3 358	+116	+227	+1 658	-1 130	-380	-24	-	-124	-1 658
Avr.	+595	+262	+74	+931	-313	+190	+144	-69	+883	-553	+242	+47	-	-619	-883
Mai	+367	-98	+180	+449	-1 763	+867	+30	+190	-227	-647	+313	-42	-	+603	+227
Juin	-207	-461	+193	-475	-831	+1 090	+33	-231	-414	+458	-158	-26	-	+140	+414
Juillet	-2 042	+9	+152	-1 881	-2 076	+1 298	+11	+841	-1 808	+1 922	-120	+6	-	-	+1 808
Août	-2 333	-149	-4	-2 486	+1 170	-1 601	-172	+289	-2 800	+2 636	-328	-7	+499	-	+2 800

(*) Les montants correspondent aux variations des encours mensuels moyens eux-mêmes calculés à partir des encours hebdomadaires.

(1) Le signe (+) signifie un effet expansif et le signe (-) un impact restrictif sur la liquidité bancaire.

(2) Les avoirs en comptes des banques sont constitués presque exclusivement de la réserve monétaire.

(3) Achats (+) et cessions (-) de bons du Trésor sur le marché secondaire.

(4) Sous forme de dépôts rémunérés constitués auprès de Bank Al-Maghrif. Le signe (-) correspond à une ponction de la liquidité et le signe (+) à une remise de la liquidité.

(5) Le signe (+) correspond à une injection de monnaie centrale par Bank Al-Maghrif et le signe (-) à une ponction.

Source : Bank Al-Maghrif

II - 2 - AVANCES DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(en millions de dirhams)

Année 1998 (moyenne quotidienne de la semaine)	Appels d'offres		Avances à 5 jours		Avances à 24 heures		Total
	Montants	Taux	Montants	Taux	Montants	Taux	
31 décembre 97 au 6 janvier 98	1 200	6,5%	-	8%	4	12%	1 204
7 au 13 janvier	1 000	"	357	"	1	"	1 358
14 au 20 janvier	1 500	"	571	"	1	"	2 072
21 au 27 janvier	1 300	"	197	"	5	"	1 502
28 janvier au 3 février	1 948	"	493	"	-	"	2 441
4 au 10 février	2 200	"	83	"	1	"	2 284
11 au 17 février	2 100	"	605	"	-	"	2 705
18 au 24 février	2 296	6,0%	539	7,5%	-	11,5%	2 835
25 février au 3 mars	2 246	"	-	"	1	"	2 247
4 au 10 mars	2 062	"	-	"	-	"	2 062
11 au 17 mars	1 670	"	-	"	2	"	1 672
18 au 24 mars	769	"	-	"	1	"	770
25 au 31 mars	593	"	-	"	3	"	596
1er au 7 avril	440	"	450	"	16	"	906
8 au 14 avril	1 966	"	1 283	"	101	"	3 350
15 au 21 avril	2 329	"	960	"	33	"	3 322
22 au 27 avril	1 858	"	-	"	1	"	1 859
28 avril au 5 mai	1 933	"	250	"	-	"	2 183
6 au 12 mai	2 075	"	-	"	3	"	2 078
13 au 19 mai	2 408	"	707	"	14	"	3 129
20 au 26 mai	2 609	"	35	"	125	"	2 769
27 mai au 2 juin	2 480	"	-	"	83	"	2 563
3 au 9 juin	2 074	"	104	"	8	"	2 186
10 au 16 juin	2 254	"	312	"	6	"	2 572
17 au 23 juin	2 082	"	-	"	7	"	2 089
24 au 30 juin	2 112	"	-	"	101	"	2 213
1er au 6 juillet	973	"	-	"	1	"	974
7 au 14 juillet	585	"	267	"	110	"	962
15 au 21 juillet	2 033	"	624	"	163	"	2 820
22 au 28 juillet	2 079	"	126	"	104	"	2 309
29 juillet au 4 août	2 024	"	294	"	7	"	2 325
5 au 11 août	2 086	"	-	"	4	"	2 090
12 au 18 août	2 211	"	250	"	129	"	2 590
19 au 25 août	2 286	"	407	"	28	"	2 721
26 août au 1er septembre.....	2 851	"	432	"	66	"	3 349
2 au 8 septembre	3 469	"	407	"	62	"	3 938
9 au 15 septembre	4 005	"	142	"	9	"	4 156
16 au 22 septembre	3 864	"	-	"	3	"	3 867
23 au 29 septembre	2 728	"	-	"	1	"	2 729
30 septembre au 6 octobre	1 692	"	-	"	1	"	1 693
7 au 13 octobre	1 100	"	-	"	14	"	1 114
14 au 20 octobre	1 474	"	330	"	1	"	1 805
21 au 27 octobre	1 127	"	-	"	1	"	1 128
28 octobre au 3 novembre	934	"	300	"	102	"	1 336
4 au 10 novembre	1 354	"	383	"	1	"	1 738
11 au 18 novembre	3 715	"	-	"	5	"	3 720
19 au 24 novembre	3 000	"	-	"	89	"	3 089
25 novembre au 1er décembre.....	3 088	"	-	"	106	"	3 194
2 au 8 décembre	3 102	"	-	"	3	"	3 105
9 au 15 décembre	3 354	"	66	"	52	"	3 472
16 au 23 décembre	3 884	"	375	"	745	"	5 004
24 au 30 décembre	3 500	"	-	"	6	"	3 506
31 décembre 98 au 6 janvier 99	3 000	"	197	"	61	"	3 258

Source : Bank Al-Maghrif.

II - 2 (suite) - AVANCES DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(en millions de dirhams)

Année 1999 (moyenne quotidienne de la semaine)	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures		Total
			A l'initiative des banques	Couverture des soldes débiteurs	
31 décembre 98 au 6 janvier 99	3 000	197	61		3 258
7 au 13 janvier	2 800	-	3		2 803
14 au 20 janvier	3 567	-	123		3 690
21 au 27 janvier	3 100	347	79		3 526
28 janvier au 3 février	4 700	91	2		4 793
4 au 10 février	5 165	-	21		5 186
11 au 17 février	4 935	-	31		4 966
18 au 24 février	3 814	-	1		3 815
25 février au 3 mars	2 700	-	5		2 705
4 au 10 mars	3 000	-	-		3 000
11 au 17 mars	3 000	-	-		3 000
18 au 24 mars	350	-	8		358
25 au 31 mars	757	924	141		1 822
1er au 7 avril	4 500	-	7		4 507
8 au 14 avril	5 005	-	35		5 040
15 au 21 avril	5 500	50	181		5 731
22 au 28 avril	5 024	-	1		5 025
29 avril au 5 mai	3 700	-	-	12	3 712
6 au 12 mai	3 800	-	-	1	3 801
13 au 19 mai	1 100	-	-	5	1 105
20 au 26 mai	400	-	-	1	401
27 mai au 2 juin	1 200	321	29	2	1 552
3 au 9 juin	2 500	-	-	4	2 504
10 au 16 juin	2 900	-	-	2	2 902
17 au 23 juin	3 600	-	-	-	3 600
24 au 30 juin	2 000	-	-	7	2 007
1 au 7 juillet.....	600	-	-	16	616
8 au 14 juillet.....	1 900	-	-	2	1 902
15 au 21 juillet.....	3 900	-	-	1	3 901
22 au 28 juillet.....	2 200	-	-	3	2 203
29 juillet au 4 août.....	-	-	-	7	7
5 au 11 août.....	2 000	536	-	12	2 548
12 au 18 octobre.....	4 500	172	-	3	4 675
19 au 25 août	1 000	64	-	-	1 064
26 août au 1er septembre.....	700	-	-	1	701
2 au 8 septembre.....	-	-	-	1	1
9 au 15 septembre.....	-	-	-	4	4
16 au 22 septembre.....	-	-	-	4	4
23 au 29 septembre.....	-	-	-	1	1
30 septembre au 6 octobre.....	-	-	-	1	1
7 au 13 octobre.....	-	-	-	1	1
14 au 20 octobre.....	-	-	-	1	1
21 au 27 octobre.....	-	-	-	22	22
28 octobre au 3 novembre	-	-	-	56	56
4 au 10 novembre.....	-	-	-	13	13
11 au 18 novembre.....	-	-	26	4	30
19 au 24 novembre.....	-	-	-	9	9
25 novembre au 1er décembre.....	-	-	-	51	51
2 au 8 décembre.....	-	-	80	9	89
9 au 15 décembre	-	-	-	5	5
16 au 22 décembre	-	-	18	19	37
23 au 29 décembre	-	-	6	9	15
30 décembre 99 au 5 janvier 2000	-	1 885	112	25	2 022

Source : Bank Al-Maghrif.

II - 2 (suite) - AVANCES DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(en millions de dirhams)

Année 2000 (moyenne quotidienne de la semaine)	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures		Total
			A l'initiative des banques	Couverture des soldes débiteurs	
30 décembre 99 au 5 janvier 2000	-	1 885	112	25	2 022
6 au 12 janvier	1 910	2 293	201	36	4 441
13 au 19 janvier	3 558	529	14	16	4 117
20 au 26 janvier	2 500	1 184	157	23	3 864
27 janvier au 2 février	3 200	735	-	4	3 939
3 au 9 février	3 000	987	91	48	4 126
10 au 16 février	4 500	490	-	-	4 990
17 au 23 février	3 500	-	-	1	3 501
24 février au 1er mars	2 000	332	83	42	2 457
2 au 8 mars	2 000	516	122	21	2 659
9 au 15 mars	3 200	230	38	3	3 470
16 au 22 mars	3 400	-	23	3	3 426
23 au 29 mars	2 000	-	-	2	2 002
30 mars au 5 avril.....	-	295	100	17	412
6 au 12 avril.....	1 714	498	59	3	2 274
13 au 19 avril.....	1 800	150	141	9	2 099
20 au 26 avril.....	1 268	463	146	38	1 915
27 avril au 3 mai.....	1 200	249	76	11	1 536
4 au 10 mai.....	1 700	134	1	28	1 863
11 au 17 mai.....	1 350	421	66	12	1 849
18 au 24 mai.....	311	1 410	44	22	1 787
25 au 31 mai.....	321	557	6	14	898
1 au 7 juin.....	1 321	395	85	1	1 802
8 au 14 juin.....	1 870	443	14	1	2 328
15 au 21 juin.....	629	1 154	72	12	1 867
22 au 28 juin.....	629	946	-	4	1 579
29 juin au 5 juillet.....	1 200	196	-	4	1 400
6 au 12 juillet.....	1 800	96	-	17	1 913
13 au 19 juillet.....	2 800	146	-	3	2 949
20 au 26 juillet.....	3 300	623	90	2	4 015
27 juillet au 2 août.....	5 300	669	-	1	5 970
3 au 9 août.....	6 051	166	-	1	6 218
10 au 16 août.....	6 392	81	-	-	6 473
17 au 23 août.....	5 800	85	-	1	5 886
24 au 30 août.....	5 500	86	-	1	5 587
31 août au 6 septembre.....	4 700	108	-	1	4 809
7 au 13 septembre.....	5 400	133	-	3	5 536
14 au 20 septembre.....	4 400	297	-	1	4 698
21 au 27 septembre.....	4 000	240	-	4	4 244

Source : Bank Al-Maghrif.

II - 3 - TAUX D'INTERVENTION DE BANK AL-MAGHRIB
SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE
(taux annuels en pourcentage)

Années	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1996												
- 7 jours (appels d'offres)	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	6,50 ⁽¹⁾	6,50
- 5 jours	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,00 ⁽¹⁾	8,00
- 24 heures	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,00 ⁽¹⁾	12,00
1997												
- 7 jours (appels d'offres)	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50
- 5 jours	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00
- 24 heures	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00
1998												
- 7 jours (appels d'offres)	6,50	6,00 ⁽²⁾	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00
- 5 jours	8,00	7,50 ⁽²⁾	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50
- 24 heures	12,00	11,50 ⁽²⁾	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50
1999												
- 7 jours (appels d'offres)	6,00	6,00	5,50 ⁽³⁾	5,50	5,50	5,50	5,50	5,50	5,00 ⁽⁵⁾	5,00	5,00	5,00
- 5 jours	7,50	7,50	7,00 ⁽³⁾	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	6,50 ⁽⁵⁾	6,50	6,50	6,50
- 24 heures (à l'initiative des banques)	11,50	11,50	11,00 ⁽³⁾	11,00	11,00	11,00	11,00	11,00	10,50 ⁽⁵⁾	10,50	10,50	10,50
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)			13,00 ⁽⁴⁾	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	12,50 ⁽⁵⁾	12,50	12,50	12,50
- Reprises de liquidités ⁽⁶⁾										4,50	4,50	4,50
2000												
- 7 jours (appels d'offres)	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00			
- 5 jours	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50			
- 24 heures (à l'initiative des banques)	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50			
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50			
- Reprises de liquidités ⁽⁷⁾	-	4,50	4,50	4,50	4,50	-	-	-	-			

(1) Les taux d'intervention de Bank Al-Maghrif sur le marché monétaire ont été réduits de 50 points de base le 7 novembre 1996.

(2) Les taux d'intervention de Bank Al-Maghrif sur le marché monétaire ont été réduits de 50 points de base le 18 février 1998.

(3) Les taux d'intervention de Bank Al-Maghrif sur le marché monétaire ont été réduits de 50 points de base le 23 mars 1999.

(4) La distinction est désormais faite entre les avances à 24 heures, à l'initiative des banques, et celles accordées automatiquement pour la couverture des soldes débiteurs.

(5) Les taux d'intervention de Bank Al-Maghrif sur le marché monétaire ont été réduits de 50 points de base à compter du 22 septembre 1999.

(6) Dépôts constitués par les banques auprès de Bank Al-Maghrif entre le 12 octobre le 19 décembre 1999.

(7) Dépôts constitués auprès de Bank Al-Maghrif pour de courtes périodes, entre le 28 février et le 12 mai 2000.

Source : Bank Al-Maghrif.

II - 4 - TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE INTERBANCAIRE

(taux annuels en pourcentage)

Années	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1996												
- Taux de fin de mois	7,04	7,50	7,00	7,45	7,49	7,00	7,25	7,00	7,00	7,08	7,25	6,52
- Taux moyen	7,66	7,37	7,11	7,41	7,19	7,28	7,27	7,48	7,35	7,23	7,24	6,85
1997												
- Taux de fin de mois	6,52	6,52	6,09	8,16	6,42	5,50	6,09	6,57	6,96	6,04	7,07	6,74
- Taux moyen	7,09	6,68	6,33	7,28	7,16	6,29	5,68	7,00	6,67	7,18	6,52	6,69
1998												
- Taux de fin de mois	6,51	6,25	5,00	6,64	5,64	5,47	5,79	6,34	5,25	6,45	6,30	6,15
- Taux moyen	6,65	6,71	5,53	6,57	6,81	5,89	5,85	6,35	6,27	5,82	6,59	6,57
1999												
- Taux de fin de mois	7,49	5,93	6,89	5,47	6,76	5,54	5,71	5,80	4,58	4,45	4,62	5,29
- Taux moyen	6,56	6,54	6,04	6,41	5,79	6,07	5,68	5,96	5,31	4,03	4,62	4,67
2000												
- Taux de fin de mois	5,01	4,46	5,29	4,73	5,51	5,21	6,50	5,20	5,10			
- Taux moyen	5,42	5,22	5,20	5,48	5,24	5,29	5,70	5,71	5,49			

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 5.1 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LES BANQUES

(taux annuels en pourcentage)

	Déc.1997	Déc.1998	Juin 1999	Juil -Déc 1999	Jan - juin 2000	Juil-Déc2000
Dépôts chez les banques						
- Comptes à vue	N.R.	N.R.	N.R.	N.R.	N.R.	N.R.
- Comptes sur carnets	7 (min)	6 (min)	6 (min)	5,56 (min) ⁽¹⁾	3,89 (min)	4,48 (min)
- Autres comptes	Libre	Libre	Libre	Libre	Libre	Libre

N.R. : Non rémunérés.

(1) À compter du 1er juillet 1999, le taux de rémunération minimum des comptes sur carnets est égal au taux moyen pondéré des bons du Trésor à 52 semaines émis par adjudication, au cours du semestre précédent, diminué de 100 points de base.

II - 5.2 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LA CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE

(taux annuels en pourcentage)

	Déc.1997	Jan -Juin 98	Juil -Déc 98	Jan -Juin99	Juil -Déc 99	Jan -Juin 2000	Juil-Déc2000
Livrets de la Caisse d'épargne nationale	8,00	6,25 ⁽¹⁾	5,50	5,00	4,75	2,80	3,30

(1) À partir de janvier 1998, le taux de rémunération des dépôts en comptes sur livrets de la Caisse d'épargne nationale est égal au taux moyen des bons du Trésor à 5 ans, émis par adjudications au cours du semestre précédent, minoré de 250 points de base.

II - 5.3 - TAUX DES BONS DU TRÉSOR ÉMIS DANS LE PUBLIC

(taux annuels en pourcentage)

Années	Bons à 6 mois ⁽¹⁾	Bons à 1 an ⁽²⁾	Bons à 3 ans ⁽²⁾	Bons à 5 ans ⁽²⁾
1997				
1 er trimestre	8,50	8,50	9,00	9,50
2 ème trimestre	8,00	8,00	8,50	9,00
3 ème trimestre	7,50	8,00	8,50	9,00
4 ème trimestre	7,50	7,50	8,00	8,50
1998				
1 er trimestre	7,00	7,00	7,50	8,00
2 ème trimestre	6,50	7,00	7,25	7,50
3 ème trimestre	6,50	-	-	-
4 ème trimestre	6,50	7,00	7,25	7,50
1999				
1 er trimestre	6,50	6,75	7,00	7,25
2 ème trimestre	6,25	-	-	-
3 ème trimestre	6,00	-	-	-
4 ème trimestre	6,00	-	-	-
2000				
1 er trimestre	5,50 ⁽³⁾	-	-	-
2ème trimestre.....	5,50	-	-	-
3ème trimestre.....	5,50	-	-	-

(1) Émission permanente.

(2) Titres émis dans le cadre des emprunts nationaux.

(3) Ce taux a été réduit de 50 points de base en janvier 2000.

**II - 5. 4 - TAUX CRÉDITEUR MOYEN PONDÉRÉ DES DÉPÔTS
À 6 MOIS ET 1 AN**
(taux annuels en pourcentage)

Années	Taux moyen pondéré des dépôts à 6 mois	Taux moyen pondéré des dépôts à 1 an	Taux moyen pondéré des dépôts à 6 mois et 1 an
1998			
Janvier	7,04	7,95	7,58
Février	6,99	7,75	7,39
Mars	7,05	7,75	7,39
Avril	6,54	7,44	7,01
Mai	6,57	7,29	6,93
Juin	6,55	7,22	6,87
Juillet	6,26	7,04	6,71
Août	6,23	7,14	6,91
Septembre	6,23	7,10	6,80
Octobre	6,01	6,82	6,48
Novembre	6,12	6,81	6,50
Décembre	6,25	6,82	6,56
1999			
Janvier	5,97	6,70	6,32
Février	5,99	6,74	6,38
Mars	6,03	6,65	6,32
Avril	5,87	6,51	6,19
Mai	5,91	6,25	6,09
Juin	6,13	6,51	6,31
Juillet	5,97	6,51	6,29
Août	5,91	6,49	6,34
Septembre	5,88	6,48	6,29
Octobre.....	5,66	6,34	6,05
Novembre	5,15	5,73	5,50
Décembre	5,05	5,74	5,42
2000			
Janvier	4,84	5,38	5,13
Février	4,78	5,31	5,03
Mars	4,93	5,07	4,99
Avril.....	4,72	5,13	4,92
Mai.....	4,74	5,13	4,92
Juin.....	4,71	5,16	4,95
Juillet.....	4,70	5,24	5,02

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 5.5 - TAUX MOYEN PONDÉRÉ DES BONS DU TRÉSOR
ÉMIS PAR ADJUDICATION**
(taux annuels en pourcentage)

Années		Bons à 13 semaines	Bons à 26 semaines	Bons à 52 semaines	Bons à 2 ans	Bons à 5 ans	Bons à 10 ans	Bons à 15 ans
1997	Mars	7,50	8,00	8,50	8,77	9,86	10,25	10,50
	Juin	-	-	8,00	-	9,00	9,50	-
	Septembre	-	7,50	8,00	-	9,00	9,50	9,75
	Décembre	-	-	7,50	7,85	8,50	9,00	9,50
1998	Mars	-	-	6,98	-	8,04	8,50	9,15
	Juin	-	-	6,95	7,00	7,70	8,26	-
	Septembre	-	-	6,99	-	7,50	-	-
	Décembre	-	-	6,92	-	7,48	8,01	8,50
1999	Janvier	-	-	6,91	-	7,47	7,99	8,50
	Février	-	-	-	-	-	7,90	8,45
	Mars	-	-	6,90	-	7,36	7,84	8,37
	Avril	-	-	6,75	-	7,23	7,58	7,95
	Mai	6,00	6,20	6,52	-	7,14	7,50	-
	Juin	-	6,15	6,25	-	6,73	6,99	7,15
	Juillet	-	6,00	6,07	-	6,46	6,71	6,89
	Août	-	-	-	-	-	-	-
	Septembre	-	-	-	-	-	-	-
	Octobre.....	-	4,85	4,94	-	5,25	5,63	5,87
	Novembre	4,50	4,53	4,62	-	5,11	5,59	5,86
	Décembre	4,50	4,61	4,83	-	5,24	-	-
2000	Janvier	4,50	4,65	5,37	-	5,70	6,36	6,70
	Février	-	-	-	-	-	-	-
	Mars	-	-	5,47	-	5,76	6,23	6,64
	Avril	-	-	5,50	-	5,81	-	6,67
	Mai.....	5,00	5,27	5,60	5,79	5,90	6,25	-
	Juin.....	5,00	-	5,62	5,81	5,90	6,45	-
	Juillet.....	5,32	5,38	5,73	5,90	6,06	6,60	-
	Août.....	5,45	5,46	5,98	6,10	6,49	7,00	-
	Septembre.....	5,50	5,59	6,02	-	6,51	7,00	-

**II - 5.6 - TAUX DES BONS ET OBLIGATIONS ÉMIS
SUR LE MARCHÉ OBLIGATAIRE ⁽¹⁾**
(taux annuels en pourcentage)

Bons et obligations émis par certains établissements financiers et non financiers	1997	1998	1999				1999
			1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.	
à 3 ans	-	8,00	-	-	-	-	-
à 5 ans	-	7,95	-	7,75	-	6,25	6,25
à 7 ans	-	-	8,00	-	-	-	8,00
à 8 ans	-	-	-	-	-	-	-
à 10 ans.....	10,00	8,40	-	-	-	-	-
à 15 ans.....	10,50	-	8,50	-	-	-	8,50

(1) Taux offerts sur les dernières émissions.

II- 5. 7 - TAUX D'INTÉRÊT OFFERTS SUR LES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES

(taux annuels en pourcentage)

	1998	1999	1999				2000							
			Mars	Juin	Sept.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août
Certificats de dépôt														
à 10 jours	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus	6 - 6,5	4 - 6,5	4,75 - 5,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 3 mois à 6 mois non inclus	6,1 - 6,75	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,5
De 6 mois à 12 mois non inclus	6,85 - 7,35	5,9	-	-	5,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 12 mois à 18 mois non inclus	7 - 7,85	5,2 - 7,25	7,25	-	6,65	-	-	-	5,5	6,35	-	-	-	7
De 18 mois à 2 ans non inclus.....	7,4 - 8,025	6,55 - 7,15	-	6,65 - 7,15	-	6,65	-	6,1 - 6,12	6	-	-	-	-	-
De 2 ans à 3 ans non inclus.....	7,25 - 8	6 - 7,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 3 ans à 5 ans non inclus	7,5 - 8,75	7,4 - 7,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 5 ans à 7 ans non inclus.....	7,8 - 9	6 - 8	7,75 - 7,8	7,75	6,75 - 7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à 7 ans	8,1 - 9	6 - 8	7,85 - 8	7,6	6,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons de sociétés de financement														
De plus de 2 ans à 3 ans non inclus	7,65 - 8,6	5,75 - 7,55	-	7,3 - 7,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 3 ans à 5 ans non inclus	7,6 - 9	6 - 8,1	-	7,6	6,8 - 8,1	6	6,1	6,5 - 6,85	6,4 - 6,7	7,2	6,7-7,35	6,7-7,54	6,7-7,35	7
De 5 ans à 7 ans non inclus	8 - 9,25	6,15 - 7,3	-	-	7,3	6,15 - 6,45	-	-	-	-	7,5	-	-	-
à 7 ans	8,25	7,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Billets de trésorerie														
à 10 jours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 3 mois à 6 mois non inclus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 6 mois à 1 an non inclus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à 1 an	7,5	6,25	-	-	-	6,25	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 6. 1- TAUX DE BASE BANCAIRES

	Mi-février - Avril 1996	Mai 1996 - Septembre 1997	Octobre 1997 - Avril 1998	Mai 1998 - Novembre 1999	Décembre 1999 - Sep. 2000
Taux de base bancaires					
- Crédits à l'exportation	8,75	8,50	8,00	7,50	7,50 - 7,00 ⁽²⁾
- Crédits à court terme	9,75	9,75	9,25	8,00 - 7,75 ⁽¹⁾	8,00 - 7,25 ⁽²⁾
- Crédits à moyen terme	10,50	10,00	9,50	8,25	8,25 - 7,50 ⁽²⁾
- Crédits à long terme	11,25	10,75	10,25	9,00	9,00 - 8,50 ⁽²⁾

(1) En juin 1999, une banque de place a réduit de 0,25 point le taux de base des crédits à court terme.

(2) En décembre 1999, une banque de la place a réduit de 0,5 point ses taux de base, tandis qu'une autre banque a abaissé de 50 points de base les taux des crédits à moyen et à long terme.

II - 6. 2 - TAUX DÉBITEURS BANCAIRES MINIMUMS ET MAXIMUMS
(taux annuels en pourcentage)

Année 1997	1er trimestre		2ème trimestre		3ème trimestre		4ème trimestre	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
- Crédits à l'exportation	8,00	13,00	8,00	13,00	8,00	11,50	8,00	11,50
- Autres crédits à court terme	8,25	13,75	8,25	13,75	8,25	13,75	8,00	13,75
- Crédits à moyen terme (PME/PMI)	9,00	13,25	9,00	13,25	9,00	13,25	9,00	13,25
- Autres crédits à moyen terme	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75
- Crédits à long terme	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75
Année 1998	1er trimestre		2ème trimestre		3ème trimestre		4ème trimestre	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
- Crédits à l'exportation	8,00	11,50	7,50	11,50	7,50	11,50	7,50	11,50
- Autres crédits à court terme	8,00	13,50	8,00	13,50	8,00	13,50	8,00	13,50
- Crédits à moyen terme (PME/PMI)	9,00	13,25	8,25	13,25	8,25	13,25	8,25	13,25
- Autres crédits à moyen terme	9,00	13,75	8,25	13,75	8,25	13,75	8,25	13,25
- Crédits à long terme	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75
Année 1999	1er trimestre		2ème trimestre		3ème trimestre		4ème trimestre	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
- Crédits à l'exportation	7,50	11,50	7,50	11,50	7,50	10,00	7,00	10,00
- Autres crédits à court terme	8,00	13,50	7,75	13,50	7,75	13,50	7,25	13,50
- Crédits à moyen terme (PME/PMI)	8,25	13,25	8,00	13,25	8,00	12,25	7,50	12,00
- Autres crédits à moyen terme	8,25	13,25	8,25	13,25	8,25	13,25	7,50	13,25
- Crédits à long terme	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,50	8,50	13,25
Année 2000	1er trimestre		2ème trimestre		3ème trimestre		4ème trimestre	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
- Crédits à l'exportation	7,00	10,00	7,00	10,00				
- Autres crédits à court terme	7,25	13,50	7,25	13,25				
- Crédits à moyen terme (PME/PMI)	7,50	11,00	7,50	11,00				
- Autres crédits à moyen terme	7,50	13,25	7,50	13,25				
- Crédits à long terme	8,50	13,25	8,50	13,25				

Source : Taux communiqués par les banques à Bank Al-Maghrib.

**II - 6.3 - TAUX MAXIMUM DES INTÉRÊTS CONVENTIONNELS
DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT**
(taux annuels en pourcentage)

Périodes \ Taux	Avril - Septembre 1997	Octobre 1997 - Mars 1998	Avril - Septembre 1998	Octobre 1998 - Mars 1999	Avril - Septembre 1999	Octobre 1999 - Mars 2000	Avril - Septembre 2000
Taux moyen des banques	11,65	11,24	11,14	10,60	10,05	9,28	9,22
Taux moyen des sociétés de financement	22,87	20,50	19,31	18,37	17,51	16,54	15,62
TMP* de l'ensemble des établissements de crédit	12,01	11,55	11,51	10,97	10,49	9,77	9,85
Taux maximum des intérêts conventionnels	20,42	19,64	19,56	18,65	17,83	15,63⁽¹⁾	15,76

(*) Taux moyen pondéré (T.M.P).

(1) TMP des établissements de crédit x 1,60 (au lieu de 1,70).

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 7 - TAUX DES CONCOURS DE BANK AL-MAGHRIB À L'ÉTAT
(taux annuels en pourcentage)

	Déc.97	Déc.98	Mars 99	Juin 99	Sept.99	Déc.99	Mars 2000	Juin 2000	Sep. 2000
Concours à l'État									
Avance conventionnelle ⁽¹⁾	4,50	4,00	3,50	-	-	-	-	-	-
Facilité de caisse ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avances sur traites douanières et sur obligations cautionnées	8,50	8,50	8,50	8,50	5,00 ⁽³⁾	5,00	5,00	5,00	5,00

(1) Taux appliqués à l'avance conventionnelle consentie en août 1995 et remboursée en juin 1999.

(2) Concours gratuits.

(3) Ce taux a été aligné sur le taux directeur de Bank Al-Maghrib et ramené à 5,5% le 7 septembre 1999, puis à 5% à compter du 22 septembre de la même année.

Source : Bank Al-Maghrib.

III- SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT

**III - 1 - EMPLOIS ET RESSOURCES DES SOCIÉTÉS
DE CRÉDIT À LA CONSOMMATION**

(en millions de dirhams)

	Décembre 1996	Décembre 1997	Décembre 1998	Décembre 1999
EMPLOIS				
Immobilisations	182	229	307	340
dont :				
. Immobilisations corporelles	(137)	(169)	(239)	(264)
. Immobilisations financières	(31)	(26)	(32)	(24)
Crédits	7 333	10 233	14 027	16 434
Débiteurs divers et comptes de régularisation	78	158	234	223
Avoirs liquides	117	163	414	723
Emplois divers nets	9	70	4	103
Total	7 719	10 853	14 986	17 823
RESSOURCES				
Fonds propres et assimilés	1 719	2 263	2 503	2 621
Provisions	766	835	1 057	1 590
Dettes de financement	1 779	3 689	5 158	6 291
Créditeurs divers et comptes de régularisation	1 030	1 083	1 283	1 142
Comptes de trésorerie	2 425	2 983	4 985	6 179
Total	7 719	10 853	14 986	17 823

Source : Bank Al-Maghrib.

**III - 2 - EMPLOIS ET RESSOURCES DES SOCIÉTÉS
DE CRÉDIT-BAIL**

(en millions de dirhams)

	Décembre 1996	Décembre 1997	Décembre 1998	Décembre 1999
EMPLOIS				
Immobilisations	38	66	94	191
Crédits	4 671	5 644	6 052	7 287
Débiteurs divers et comptes de régularisation	203	253	221	199
Avoirs liquides	7	93	40	27
Total	4 919	6 056	6 407	7 704
RESSOURCES				
Fonds propres et assimilés	709	889	1 010	1 142
Provisions	280	337	421	624
Dettes de financement	2 848	3 682	3 660	4 655
Créditeurs divers et comptes de régularisation	419	507	471	613
Comptes de trésorerie	663	641	845	670
Total	4 919	6 056	6 407	7 704

Source : Bank Al-Maghrib.

IV- ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

IV - 1 - ÉVOLUTION DES DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE

(en millions de dirhams)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1994	2 357	2 559	2 547	2 553	2 569	2 579	2 602	2 623	2 649	2 680	2 712	2 754
1995	2 787	2 804	3 044	3 058	3 076	3 097	3 122	3 145	3 174	3 219	3 254	3 292
1996	3 333	3 363	3 601	3 609	3 629	3 640	3 669	3 697	3 730	3 780	3 820	3 866
1997	3 905	3 927	4 214	4 245	4 257	4 285	4 315	4 342	4 395	4 467	4 509	4 553
1998	4 611	4 990	5 004	5 057	5 095	5 109	5 135	5 165	5 208	5 271	5 297	5 330
1999	5 369	5 402	5 662	5 627	5 617	5 609	5 615	5 634	5 654	5 687	5 707	5 721
2000	5 777	6 082	6 085	6 071	6 102	6 097	6 099					

Source : Barid Al-Maghrib.

IV - 2 - INDICATEURS D'ACTIVITÉ DES OPCVM

Situation au	Actif net (en millions de dirhams)				Nombre de parts et actions en circulation (PAC)				Nombre de porteurs de parts ou actions				Indices de performance (*)			
	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Pondéré
30/12/1999	4 018,5	36 542,4	4 972,9	45 533,8	5 748 703	25 026 930	4 137 814	34 913 447	15 507	7 266	6 095	28 868	161,46	136,78	156,53	141,12
28/01/2000	3 938,2	35 392,4	4 976,3	44 306,9	5 723 657	23 559 975	4 174 825	33 458 457	15 512	7 586	5 966	29 064	158,89	135,70	154,66	139,89
25/02/2000	3 523,1	36 377,4	4 713,4	44 613,9	5 269 247	23 862 281	4 129 765	33 261 293	15 398	7 585	5 775	28 758	148,14	135,96	148,97	138,30
31/03/2000	3 503,6	37 538,6	4 651,8	45 694,0	5 209 286	24 451 980	4 065 663	33 726 929	15 358	7 544	5 639	28 541	150,75	136,81	151,16	139,34
28/04/2000	3 264,9	36 673,0	4 424,9	44 362,8	5 096 054	22 876 229	3 998 988	31 971 271	15 262	7 466	5 478	28 206	141,33	137,09	146,29	138,32
26/05/2000	3 674,7	37 230,4	4 221,0	45 126,1	5 445 840	26 141 377	3 661 564	35 248 781	15 316	7 387	5 369	28 072	147,48	137,56	149,88	139,52
30/06/2000	3 691,5	36 107,8	4 205,3	44 004,6	5 538 334	24 776 756	3 636 348	33 951 438	15 258	7 249	5 197	27 704	148,06	137,82	149,83	139,83
28/07/2000	3 563,4	32 913,8	4 059,2	40 536,4	5 532 083	23 217 878	3 621 465	32 371 426	15 169	7 048	4 994	27 211	141,00	137,65	145,67	138,75
25/08/2000	3 848,7	33 942,4	4 126,9	41 918,0	5 741 520	22 636 149	3 515 790	31 893 459	15 235	6 883	4 771	26 889	152,68	137,64	152,33	140,47

(*) Les indices de base 100 au 31 décembre 1996 représentent l'évolution de la valeur liquidative moyenne des titres émis par les OPCVM. L'indice pondéré est une moyenne des indices relatifs aux trois catégories d'OPCVM, pondérée par leurs actifs nets respectifs.

Source: Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

IV - 3 - EMPLOIS CONSOLIDÉS DU "GROUPE C.D.G." (*)

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs liquides	Créances sur		Créances sur le Trésor				Crédits à l'économie			Titres de placement et de participation				Immobilisations	Emplois divers nets	Total
		les banques	dont :	Dépôts à vue et assimilés	Bons à court et à moyen termes	Bons et obligations à long terme	Total	Court terme	Moyen et long termes	Total	Titres de participation	Titres de placement		Total			
												Certificats de dépôts	Bons des sociétés de financement				
1997 Déc.	47	902	(880)	45	5 645	19 674	25 364	212	145	357	923	10 906	(250)	11 829	1 430	-	39 929
1998 Janv.	51	1 169	(808)	41	5 848	19 643	25 532	214	146	360	929	10 863	(256)	11 792	1 427	-	40 331
Fév.	7	1 284	(843)	61	5 769	19 991	25 821	214	146	360	939	10 869	(311)	11 808	1 423	-	40 703
Mars	6	1 305	(933)	146	5 810	19 954	25 910	88	147	235	1 134	11 001	(318)	12 135	1 473	-	41 064
Avril	184	1 179	(933)	59	5 577	20 104	25 740	86	147	233	1 140	10 933	(346)	12 073	1 485	-	40 894
Mai	662	1 116	(983)	42	5 657	20 635	26 334	79	147	226	1 141	10 964	(346)	12 105	1 487	-	41 930
Juin	754	1 048	(990)	36	5 711	20 815	26 562	79	147	226	1 219	10 958	(327)	12 177	1 491	-	42 258
Juil.	830	1 072	(990)	15	5 703	20 787	26 505	79	147	226	1 219	10 981	(327)	12 200	1 492	-	42 325
Août	200	1 002	(990)	16	5 664	20 950	26 630	79	148	227	1 219	11 085	(327)	12 304	1 492	-	41 855
Sept.	35	1 086	(990)	8	5 653	21 138	26 799	73	147	220	1 218	11 182	(327)	12 400	1 502	-	42 042
Oct.	5	1 330	(984)	68	5 772	21 277	27 117	72	148	220	1 218	11 118	(327)	12 336	1 506	-	42 514
Nov.	90	1 009	(988)	46	6 078	21 375	27 499	72	148	220	1 208	11 304	(337)	12 512	1 507	-	42 837
Déc.	285	1 090	(1 084)	19	6 054	21 881	27 954	374	148	522	1 167	11 355	(337)	12 522	1 494	-	43 867
1999 Janv.	265	1 085	(1 084)	45	5 989	22 046	28 080	81	149	230	1 489	11 520	(339)	13 009	1 492	821	44 982
Fév.	39	1 365	(1 084)	71	5 798	22 307	28 176	81	146	227	1 490	11 522	(357)	13 012	1 490	615	44 924
Mars	53	1 575	(1 132)	64	5 800	22 393	28 257	81	147	228	1 490	11 601	(357)	13 091	1 497	267	44 968
Avril	699	1 135	(1 132)	77	5 529	22 591	28 197	81	147	228	1 490	11 529	(357)	13 019	1 505	-	44 783
Mai	642	1 188	(1 181)	73	5 649	22 575	28 297	81	147	228	1 493	11 894	(367)	13 387	1 512	8	45 262
Juin	2	1 170	(1 151)	22	5 842	22 789	28 653	81	147	228	1 493	12 165	(367)	13 658	1 521	-	45 232
Juil.	8	1 353	(1 103)	4	6 360	24 775	31 139	57	149	206	1 498	12 150	(375)	13 648	1 537	-	47 891
Août	3	2 119	(1 118)	182	5 708	23 043	28 933	52	150	202	1 542	12 008	(375)	13 550	1 543	-	46 350
Sept.	7	2 494	(1 218)	7	5 936	23 419	29 362	77	151	228	1 540	12 021	(440)	13 561	1 586	-	47 238
Oct.	10	2 889	(1 372)	11	6 137	23 393	29 541	67	151	218	1 539	11 897	(440)	13 436	1 593	-	47 687
Nov.	9	2 133	(1 372)	4	6 870	23 497	30 371	55	151	206	1 539	11 707	(439)	13 246	1 657	-	47 622
Déc.	142	2 099	(1 165)	7	7 524	22 984	30 515	186	118	304	1 539	11 511	(419)	13 050	1 683	280	48 073

(*) Caisse de dépôt et de gestion (C.D.G.), Caisse nationale de retraites et d'assurances (C.N.R.A.) et Régime collectif d'allocation et de retraite (R.C.A.R.).

IV - 4 - RESSOURCES CONSOLIDÉES DU "GROUPE C.D.G." (*)

(en millions de dirhams)

Date	Dépôts et assimilés								Concours des banques	Fonds propres et provisions			Ressources diverses nettes	Total	
	Dépôts à la C.D.G.							Fonds et réserves techniques de la CNRA et du RCAR		Total	Fonds propres (4)	Provisions			Total
	Dépôts de la C.E.N. (1)	Dépôts de la C.N.S.S. (2)	Fonds du travail	Fonds général de l'auto- mobile	Caution- nements et consignations	Autres dépôts (3)	Total								
1997 Déc.	5 069	12 790	2 040	138	1 278	2 807	24 122	12 456	36 578	-	2 286	359	2 645	706	39 929
1998 Janv.	5 069	12 790	2 040	138	1 267	2 834	24 138	13 331	37 469	-	2 286	359	2 645	217	40 331
Fév.	5 092	12 740	2 042	398	1 265	2 803	24 340	13 331	37 671	-	2 287	359	2 646	386	40 703
Mars	5 194	12 690	2 042	392	1 265	2 825	24 408	13 331	37 739	-	2 287	359	2 646	679	41 064
Avril	5 197	12 640	2 042	162	1 269	2 920	24 230	13 331	37 561	-	2 287	359	2 646	687	40 894
Mai	5 171	12 640	2 034	317	1 272	2 876	24 310	13 331	37 641	-	2 288	365	2 653	1 636	41 930
Juin	5 258	12 590	2 034	215	1 270	2 958	24 325	13 331	37 656	15	2 289	365	2 654	1 933	42 258
Juil.	5 273	12 540	2 062	184	1 251	2 882	24 192	13 331	37 523	-	2 289	365	2 654	2 148	42 325
Août	5 296	12 490	2 062	385	1 222	2 821	24 276	13 331	37 607	-	2 289	365	2 654	1 594	41 855
Sept.	5 321	12 440	2 062	351	1 200	2 845	24 219	13 331	37 550	-	2 359	367	2 726	1 766	42 042
Oct.	5 329	12 390	2 102	411	1 169	2 959	24 360	13 331	37 691	-	2 360	367	2 727	2 096	42 514
Nov.	5 393	12 340	2 100	271	1 140	2 925	24 169	13 331	37 500	206	2 361	367	2 728	2 403	42 837
Déc.	5 679	13 187	2 231	433	1 202	3 164	25 896	14 461	40 357	-	2 464	622	3 086	424	43 867
1999 Janv.	5 683	13 087	2 231	38	1 222	4 327	26 588	15 298	41 886	10	2 464	622	3 086	-	44 982
Fév.	5 773	12 937	2 238	51	1 231	4 309	26 539	15 298	41 837	-	2 465	622	3 087	-	44 924
Mars	5 628	12 788	2 238	62	1 234	4 632	26 582	15 298	41 880	-	2 466	622	3 088	-	44 968
Avril	5 483	12 638	2 233	43	1 259	4 284	25 940	15 298	41 238	125	2 467	622	3 089	331	44 783
Mai	5 384	12 487	2 259	40	1 263	5 266	26 699	15 298	41 997	176	2 467	622	3 089	-	45 262
Juin	5 381	12 488	2 253	54	1 251	4 539	25 966	15 298	41 264	13	2 468	622	3 090	865	45 232
Juil.	5 377	12 488	2 253	48	1 277	3 600	25 043	15 298	40 341	-	2 469	622	3 091	4 459	47 891
Août	5 365	12 488	2 253	44	1 272	4 483	25 905	15 298	41 203	-	2 470	622	3 092	2 055	46 350
Sept.	5 402	12 488	2 275	56	1 248	4 168	25 637	15 298	40 935	-	2 471	622	3 093	3 210	47 238
Oct.	5 297	12 638	2 275	47	1 225	4 722	26 204	15 298	41 502	-	2 472	622	3 094	3 091	47 687
Nov.	5 327	12 638	2 286	61	1 206	4 591	26 109	15 298	41 407	-	2 473	622	3 095	3 120	47 622
Déc.	5 528	13 287	2 434	71	1 272	4 748	27 340	17 030	43 370	20	2 792	891	3 683	-	48 073

(*) Caisse de dépôt et de gestion (C.D.G.), Caisse nationale de retraites et d'assurances (C.N.R.A.) et Régime collectif d'allocation et de retraite (R.C.A.R.).

(1) Caisse d'épargne nationale.

(2) Caisse nationale de sécurité sociale.

(3) Déposants divers, dépôts des secrétaires greffiers, dépôts des filiales, dépôts à terme et comptes bloqués.

(4) Capital, dotations et réserves.

IV - 5 - BILAN DES ENTREPRISES D'ASSURANCE ET DE RÉASSURANCE

(en millions de dirhams)

ACTIF	1996	1997	PASSIF	1996	1997
ACTIF IMMOBILISÉ	25 174,71	30 258,80	FINANCEMENT PERMANENT	32 057,86	37 044,50
- Immobilisations en non-valeurs	30,31	19,40	- Capitaux propres et assimilés	3 573,75	4 435,88
- Immobilisations incorporelles	23,02	39,13	. Capital social ou fonds d'établissement	1 169,62	1 545,81
- Immobilisations corporelles	370,53	383,00	. Réserves	2 487,67	2 743,28
- Immobilisations financières (autres que placements)	1 107,58	1 683,69	. Report à nouveau	-852,70	-1 041,51
- Placements affectés aux opérations d'assurance	23 643,27	28 133,55	. Résultat net de l'exercice	764,01	1 171,85
. Placements immobiliers	2 192,63	2 090,40	. Autres capitaux propres et assimilés	5,15	16,45
. Obligations et bons	11 188,31	12 700,71	- Dettes de financement	322,99	326,36
. Actions et parts sociales	8 558,81	11 532,30	- Prov.durables pour risques et charges	58,63	31,91
. Titres de créances négociables	10,00	268,50	- Provisions techniques brutes	28 102,49	32 250,35
. Prêts et effets assimilés	443,30	342,56	. Provisions mathématiques vie	10 520,70	11 774,67
. Autres placements	1 250,22	1 199,08	. Provisions pour sinistres à payer	15 013,81	17 072,20
			. Autres provisions techniques	2 567,98	3 403,48
ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)	9 148,86	10 097,83	PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)	3 113,40	4 093,69
- Part des cessionnaires dans les provisions techniques	3 907,12	4 436,22	- Dettes pour espèces remises par les cessionnaires	1 156,06	1 276,30
- Créances de l'actif circulant	4 698,56	5 518,25	- Dettes du passif circulant	1 957,34	2 792,39
- Titres et valeurs de placements (non affectés aux op. d'assurance)	543,18	143,37	- Autres prov. pour risques et charges	-	25,00
TRÉSORERIE-ACTIF	1 000,51	844,14	TRÉSORERIE- PASSIF	152,82	62,58
TOTAL ACTIF	35 324,08	41 200,77	TOTAL PASSIF	35 324,08	41 200,77

Source : Ministère de l'économie et des finances

V - MARCHÉ DES CAPITAUX

**V - 1 - PRÊTS ET EMPRUNTS SUR LE MARCHÉ
MONÉTAIRE INTERBANCAIRE**

(en millions de dirhams)

Date	Volume des transactions	Encours (fin de mois)
1997 Décembre	8 575	2 502
1998 Janvier	10 620	3 274
Février	8 760	2 609
Mars	7 400	2 757
Avril	8 568	2 973
Mai	8 552	1 808
Juin	8 620	1 748
Juillet	10 889	2 410
Août	9 484	1 769
Septembre	7 043	1 933
Octobre	10 849	3 222
Novembre	10 804	2 989
Décembre	13 034	3 041
1999 Janvier	10 869	3 468
Février	9 032	2 568
Mars	9 412	2 214
Avril	8 526	1 460
Mai	8 599	2 373
Juin	9 661	3 943
Juillet	16 045	4 838
Août	13 032	4 496
Septembre	13 201	4 298
Octobre	15 474	3 753
Novembre	7 620	3 834
Décembre	9 934	3 600
2000 Janvier	8 224	2 347
Février	6 404	1 463
Mars	7 891	2 699
Avril	8 151	2 681
Mai	7 447	3 627
Juin	9 051	3 624
Juillet	8 751	2 933
Août	6 093	2 016

Source : Bank Al-Maghrib.

V - 2 - ENCOURS DES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES

(en millions de dirhams)

Date	Bons du Trésor			Autres titres de créances négociables			
	Bons du Trésor émis par adjudication	Emprunts nationaux	Total des bons du Trésor	Certificats de dépôt	Bons des sociétés de financement	Billets de trésorerie	Total des autres titres de créances négociables
1997 Décembre	58 276	12.814*	71 090	3 011,25	1 854,00	70	4 935,25
1998 Janvier	58 568	12 814	71 382	2 973,50	2 167,50	70	5 211,00
Février	58 450	12 814	71 264	3 035,00	2 313,25	70	5 418,25
Mars	58 732	12 525	71 257	3 372,25	2 405,25	70	5 847,50
Avril	59 396	13 261	72 657	3 306,00	2 693,75	70	6 069,75
Mai	60 916	13 261	74 177	3 674,00	2 712,25	70	6 456,25
Juin	62 151	13 237	75 388	3 778,50	2 723,75	70	6 572,25
Juillet	61 892	13 194	75 086	3 995,00	2 789,75	70	6 854,75
Août	65 051	13 194	78 245	3 865,00	2 789,75	70	6 724,75
Septembre	65 324	12 422	77 746	4 092,50	2 889,75	70	7 052,25
Octobre	68 894	12 422	81 316	4 141,25	2 929,75	70	7 141,00
Novembre	71 198	12 422	83 620	4 151,25	3 089,75	70	7 311,00
Décembre	72 270	12 291	84 561	4 808,00	3 139,75	80	8 027,75
1999 Janvier	75 595	12 069	87 664	4 790,50	3 134,50	80	8 005,00
Février	75 810	12 069	87 879	4 784,00	3 298,00	80	8 162,00
Mars	76 430	11 533	87 963	4 936,25	3 298,00	80	8 314,25
Avril	78 156	12 131	90 287	4 923,25	3 395,00	80	8 398,25
Mai	79 497	12 131	91 628	4 758,25	3 525,00	80	8 363,25
Juin	85 217	11 702	96 919	4 772,25	3 643,00	80	8 495,25
Juillet	85 269	11 628	96 897	4 543,75	3 728,00	80	8 351,75
Août	83 215	11 628	94 843	5 165,25	3 738,00	80	8 983,25
Septembre	83 195	10 817	94 012	5 482,00	4 150,75	80	9 712,75
Octobre	86 258	10 755	97 013	5 653,75	4 155,75	80	9 889,50
Novembre	88 583	10 755	99 338	5 778,50	4 572,75	80	10 431,25
Décembre	94 572	9 618	104 190	5 813,25	4 595,75	20	10 429,00
2000 Janvier	98 790	9 618	108 408	5 811,25	4 637,75	20	10 469,00
Février	98 770	9 618	108 388	6 049,50	4 689,50	20	10 759,00
Mars	100 022	9 143	109 165	5 905,50	5 063,50	20	10 989,00
Avril	102 002	9 061	111 063	5 855,50	5 064,00	20	10 939,50
Mai	102 673	9 061	111 734	5 845,50	5 203,50	20	11 069,00
Juin	102 952	8 409	111 361	5 828,50	5 128,00	20	10 976,50
Juillet	106 428	8 310	114 738	5 828,50	5 189,50	20	11 038,00
Août	106 919	8 310	115 229	5 993,75	4 945,00	20	10 958,75

(*) Y compris le montant émis, de l'ordre de 2,2 milliards, ayant pour date de jouissance janvier 1998.

Source : Bank Al-Maghrib.

V - 3 - INDICATEURS BOURSIERS

(en millions de dirhams)

Date	Chiffre d'affaires	Capitalisation (1)	Indice (2)
1997 Décembre	4 046,5	118 666	667,52
1998 Janvier	2 249,1	119 900	670,08
Février	2 394,1	124 981	698,59
Mars	3 171,6	129 269	724,05
Avril	4 103,4	140 489	781,74
Mai	6 187,2	148 318	825,26
Juin	11 655,2	147 236	821,43
Juillet	4 116,4	149 340	828,34
Août	4 051,1	159 324	881,65
Septembre	7 895,8	154 818	858,54
Octobre	3 603,3	149 419	826,68
Novembre	2 319,8	146 798	813,28
Décembre	6 428,2	145 147	803,68
1999 Janvier	3 758,5	152 589	845,71
Février	3 209,3	149 882	831,22
Mars	7 467,0	142 522	792,16
Avril	7 386,6	139 532	776,79
Mai	5 860,5	134 374	748,03
Juin	20 560,0	140 750	783,26
Juillet	9 973,5	141 237	796,12
Août	6 378,2	146 214	824,8
Septembre	8 698,6	142 774	806,08
Octobre	4 578,1	143 883	811,08
Novembre	2 564,7	140 951	794,55
Décembre	12 038,7	138 051	777,08
2000 Janvier	2 186,1	137 145	771,29
Février	2 759,5	129 535	728,37
Mars	1 587,7	127 746	737,47
Avril	5 412,6	120 349	695,31
Mai	2 900,4	125 219	722,72
Juin	2 292,1	124 294	724,15
Juillet	1 849,0	121 666	695,29
Août	2 824,2	128 617	735,05
Septembre	3 071,9	126 598	724,38

(1) Somme des capitalisations boursières des titres cotés. La capitalisation boursière d'une valeur est égale au produit de son cours par le nombre de titres cotés.

(2) Indice général des cours de base 100 au 31 décembre 1979. Il est calculé en rapportant la capitalisation boursière courante à la capitalisation boursière de 1979.

Source : Bourse de Casablanca.

VI - FINANCES PUBLIQUES

**VI - 1 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN
DE FINANCEMENT DU TRÉSOR**

(en millions de dirhams)

Période	Recettes ordinaires	Dépenses budgétaires totales	Variations des arriérés de paiement (1)	Déficit (-) ou Excédent (+) de caisse	Financements intérieurs nets (2)	Emprunts extérieurs nets (2)	Recours nets au F.M.I. (3)
1994	69 617	78 471	-289	-9 143	14 968	-4 425	-1 400
1995	67 462	82 263	5 123	-9 678	12 653	-2 111	-864
1996	75 078	84 730	-595	-10 247	13 327	-2 666	-414
1997	81 944	86 555	-5 061	-9 672	18 070	-8 398	-
1998	83 907	97 096	7 214	-5 975	11 355	-5 380	-
1999	101 445	98 404	-11 626	-8 585	13 496	-4 911	-
1997 I	21 694	18 530	-301	2 863	-51	-2 812	-
II	43 237	42 496	-2 230	-1 489	4 703	-3 214	-
III	62 734	62 641	-5 100	-5 007	11 919	-6 912	-
IV	81 944	86 555	-5 061	-9 672	18 070	-8 398	-
1998 I	21 800	20 018	1 745	3 527	-1 648	-1 880	-
II	42 496	47 321	1 424	-3 401	4 398	-998	-
III	62 691	67 398	1 722	-2 985	6 586	-3 602	-
IV	83 907	97 096	7 214	-5 975	11 355	-5 380	-
1999 Janvier ⁽⁴⁾	9 409	5 463	-10 292	-6 346	8 099	-1 754	-
Février	15 981	13 547	-9 740	-7 306	9 685	-2 380	-
Mars	26 316	21 784	-8 006	-3 474	6 992	-3 518	-
Avril	34 106	28 889	-9 163	-3 946	8 281	-4 336	-
Mai	40 735	39 028	-9 630	-7 923	11 491	-3 569	-
Juin	50 771	50 459	-10 819	-10 507	11 957	-1 451	-
Juillet	58 620	57 779	-10 971	-10 130	12 190	-2 060	-
Août	73 088	61 472	-12 087	-471	3 857	-3 386	-
Septembre	80 926	71 960	-11 857	-2 891	6 224	-3 333	-
Octobre	87 195	80 486	-10 745	-4 037	8 253	-4 217	-
Novembre	93 563	89 037	-11 252	-6 726	11 264	-4 538	-
Décembre	101 445	98 404	-11 626	-8 585	13 496	-4 911	-
2000 Janvier ⁽⁴⁾	9 066	7 587	-257	1 222	779	-2 001	-
Février	15 218	16 012	-339	-1 133	3 850	-2 717	-
Mars	24 679	24 988	-248	-557	3 848	-3 290	-
Avril	30 973	33 009	-212	-2 248	6 104	-3 856	-
Mai	38 021	41 470	-380	-3 829	7 870	-4 041	-
Juin	49 533	54 522	+1 044	-3 945	8 028	-4 083	-
Juillet	56 874	60 498	+1 562	-2 062	7 519	-5 457	-

(1) Un montant positif signifie une reconstitution et un montant négatif un règlement d'arriérés de paiement.

(2) Emprunts moins amortissements.

(3) Tirages moins rachats auprès du Fonds Monétaire International.

(4) Les 7 premiers mois ont été révisés conformément à la nouvelle présentation des comptes spéciaux du Trésor répartis désormais en recettes et dépenses.

Source : Ministère de l'économie et des finances.

**VI - 2 - RECETTES, DEPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT
DU TRÉSOR PAR NATURE D'OPÉRATIONS**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1997	1998	1999 ⁽³⁾				2000 ⁽³⁾						
			I	II	III	IV	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
I. Recettes ordinaires	81 944	83 907	26 316	50 771	80 926	101 445	9 066	15 218	24 679	30 973	38 021	49 533	56 874
Impôts directs	20 642	22 980	8 137	14 407	21 115	26 571	2 283	3 752	8 181	9 618	11 130	14 774	16 345
Droits de douane	11 988	12 906	3 025	6 292	9 486	12 585	1 063	2 195	3 288	4 171	5 324	6 452	7 536
Impôts indirects ⁽¹⁾	33 477	34 437	8 027	17 001	26 769	36 038	2 843	5 841	8 820	11 612	14 702	17 962	21 249
Droits d'enregistrement et de timbre	3 591	3 705	1 465	2 313	3 196	3 968	997	1 369	1 683	1 938	2 233	2 476	2 836
Recettes fiscales exceptionnelles	-	1 025	897	2 598	2 598	2 598	-	-	-	-	-	-	-
Monopoles et exploitations	3 529	4 426	1 352	3 129	7 978	8 877	586	682	735	1 069	1 328	3 935	4 535
Domaines	129	134	25	61	82	136	7	14	42	44	52	59	64
Autres recettes	3 647	3 901	1 978	2 315	2 816	3 523	640	298	478	608	819	928	1 046
Produits des privatisations	4 941	393	8	-2	50	313	-	-	-	-	-	-	2
Reliquat 2ème licence GSM.....	-	-	-	-	6 836	6 836	-	-	-	-	-	-	-
Recettes des comptes spéciaux de Trésor.....	-	-	1 402	2 657	-	-	647	1 067	1 452	1 913	2 433	2 947	3 259
II. Dépenses courantes	69 833	76 590	17 066	39 005	57 030	77 221	5 500	11 319	18 541	26 613	33 475	42 445	47 915
Intérêts de la dette publique	17 176	17 845	3 657	7 698	11 940	17 586	1 473	2 724	3 735	4 788	7 384	8 847	10 208
Biens et services	50 021	54 542	11 932	28 401	44 531	58 446	3 897	7 926	13 284	18 914	22 767	29 360	33 469
Compensation ⁽²⁾	2 636	4 203	1 477	2 906	559	1 189	130	669	1 522	2 911	3 324	4 238	4 238
dont : dépenses sur compte spécial.....	-	-	1 606	2 512	-	-	-	539	539	1 722	1 965	2 276	2 276
III. Excédent (+) ou déficit (-) ordinaire.....	+12 111	+7 317	+9 250	+11 766	+ 23 896	+ 24 224	+ 3 566	+ 3 899	+ 6 138	+ 4 360	+ 4 546	+ 7 088	+ 8 957
IV. Dépenses d'investissement	18 922	15 548	3 638	8 940	14 290	17 766	568	1 987	2 727	3 670	4 477	7 253	9 197
dont : Fonds spécial routier	-	-	392	944	-	-	86	186	186	409	515	695	699
V. Solde des autres comptes spéciaux du Trésor ...	-	-5 388	-1 080	-2 514	-640	-3 417	-1 519	-2 706	-3 720	-2 476	-3 268	-4 574	-3 136
Dépenses du Fonds Hassan II.....	-	-	-	-	-	-	-	-	250	250	250	250	250
VII. Variations des arriérés de paiement	-5 061	7 214	-8 006	-10 819	-11 857	-11 626	-257	-339	-248	-212	-380	1 044	1 562
VIII. Déficit (-) ou excédent (+) de caisse.....	-9 672	-5 975	-3 474	-10 507	-2 891	-8 585	1 222	-1 133	-557	-2 248	-3 829	-3 945	-2 062

(1) Y compris les taxes sur les produits pétroliers à partir de 1986.

(2) Versements à la Caisse de compensation et à l'ONICL au titre des subventions de prix des produits de base.

(3) Les 7 premiers mois ont été révisés conformément à la nouvelle présentation des comptes spéciaux du Trésor répartis désormais en recettes et dépenses .

**VI - 2 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT
DU TRÉSOR PAR NATURE D'OPÉRATIONS
(suite)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1997	1998	1999				2000						
			I	II	III	IV	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
IX. Financement du déficit de caisse.....	9 672	5 975	3 474	10 507	2 891	8 585	-1 222	1 133	557	2 248	3 829	3 945	2 062
1. Financements intérieurs nets	18 070	11 355	6 992	12 475	6 224	12 867	779	3 850	3 848	6 104	7 870	8 028	7 519
A. Bank Al-Maghrib	1 515	-1 143	1 624	-369	-5 773	-4 760	-3 717	-1 610	44	447	1 515	1 594	1 147
Avance conventionnelle	244	-1 643	1 442	-4 191	-4 191	-4 191	-	-	-	-	-	-	-
Facilité de caisse	1 240	534	-	-1 438	-4 074	-861	-3 788	-1 434	362	768	1 657	1 657	1 421
Mobilisation de traites douanières et d'obligations cautionnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	120	205
Dépôts auprès du CCP	-	6	-	77	-	-1	3	4	22	41	12	6	-
Variations des encaisses des comptables publics	31	-40	182	183	142	293	68	-180	-340	-362	-274	-274	-274
Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	-	-	-	5 000	2 350	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Banques de dépôts	3 769	-1	-858	-2 114	-5 678	-3 698	2 098	1 220	-275	1 274	2 159	2 692	4 947
Portefeuille d'effets publics	3 868	-106	-785	-2 011	-5 608	-3 633	2 065	1 241	-250	1 297	2 175	2 675	4 927
Dépôts auprès du Trésor et du CCP	-99	105	-73	-103	-70	-65	33	-21	-25	-23	-16	17	20
C. Secteurs non bancaires	12 786	12 500	6 226	14 958	17 675	21 325	2 398	4 241	4 079	4 383	4 196	3 742	1 425
Obligations et bons du Trésor	6 549	11 544	3 814	6 476	7 594	13 386	1 312	1 958	4 182	4 396	5 060	2 755	2 148
Dépôts auprès du Trésor et du CCP	41	-1 421	3 427	2 023	1 220	1 059	553	1 852	996	267	246	241	243
Opérations à classer	6 196	2 377	-1 015	6 459	8 861	6 880	533	431	-1 099	-280	-1 110	746	-966
2. Emprunts extérieurs nets.....	-8 398	-5 380	-3 735	-1 969	-3 333	-4 269	-2 001	-2 717	-3 290	-3 856	-4 041	-4 083	-5 457
3. Recours nets au F.M.I.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Ministère de l'économie et des finances et Bank Al-Maghrib.

VI - 3 - ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DIRECTE ⁽¹⁾

(en millions de dirhams)

Période	Dettes intérieure ⁽²⁾						Dettes extérieure				Total général
	Ventilation par terme			Total	Ventilation par catégorie de créanciers		Ventilation par terme			Total	
	Court terme	Moyen terme	Long terme		Banques	Secteurs non bancaires	Court terme	Moyen terme	Long terme		
1994	34 141	14 970	44 730	93 841	51 391	42 450	93	123 958	124 051	217 892	
1995	30 579	23 487	47 067	101 133	55 753	45 380	68	119 848	119 916	221 049	
1996	24 720	35 326	50 415	110 461	57 565	52 896	71	117 977	118 048	228 509	
1997	18 619	43 185	59 722	121 526	62 940	58 586	-	130 377	130 377	251 903	
1998	15 744	48 706	66 584	131 034	60 946	70 088	-	125 864	125 864	256 898	
1999	19 005	48 580	69 083	136 668	53 220	83 448	-	124 089	124 089	260 757	

(1) La ventilation par terme est faite sur la base de la maturité initiale.

(2) Non compris les avances statutaires, les avances conventionnelles non rémunérées et les dépôts auprès des comptes publics du Trésor et du Service des chèques postaux.

Source : Ministère de l'économie et des finances.

VII - INDICES DES PRIX

VII - 1 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾

INDUSTRIES MANUFACTURIERES

(Base 100 = 1997)

Période	Indice général	Industries alimentaires	Industrie du tabac	Industrie textile	Industrie de l'habillement	Industrie du cuir et de la chaussure	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	Industrie du papier et du carton	Edition, imprimerie, reproduction	Raffinage du pétrole	Industrie chimique	Industrie du caoutchouc et des plastiques	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	Métallurgie	Travail des métaux	Fabrication de machines d'équipements	Fabrication de machines et appareils électriques	Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication	Fabrication d'instruments médicaux, de précision d'optique et d'horlogerie	Industrie automobile	Fabrication d'autres matériels de transport	Fabrication de meubles et industries diverses
Pondération	100	28,880	3,091	6,483	6,660	1,564	1,778	2,627	1,388	13,311	13,113	1,976	5,927	3,188	3,018	0,938	1,976	0,498	0,098	2,453	0,149	0,884
1998	97,4	101,0	109,4	100,3	100,1	98,3	100,5	97,1	100,0	74,6	100,2	101,4	102,0	99,7	100,4	100,3	102,6	99,3	100,0	99,4	98,9	100,8
1999	97,9	99,9	112,0	100,9	98,9	96,9	99,0	96,7	92,1	85,5	98,1	100,8	101,4	97,8	100,0	100,7	103,9	97,4	93,9	98,6	96,8	99,9
1998 I	99,0	100,7	109,4	100,3	100,2	100,0	100,5	100,2	100,0	86,4	100,3	101,4	102,3	98,7	100,3	100,3	103,2	99,3	100,0	100,1	99,0	100,9
II	97,9	101,1	109,4	100,3	100,2	100,0	100,5	100,2	100,0	76,8	100,1	101,4	102,3	102,3	100,4	100,3	103,2	99,3	100,0	99,1	99,0	100,9
III	96,5	100,9	109,4	100,2	100,0	96,6	100,5	98,0	100,0	68,5	100,2	101,4	102,2	99,0	100,4	100,3	103,2	99,3	100,0	99,1	99,0	100,9
IV	96,0	101,1	109,4	100,4	100,0	96,6	100,5	89,9	100,0	66,7	100,0	101,4	101,3	98,7	100,4	100,3	100,7	99,3	100,0	99,1	98,5	100,4
1999 I	94,6	100,0	109,4	100,6	100,0	96,9	98,9	89,9	94,1	61,5	97,7	100,8	101,4	98,7	100,5	100,4	103,0	96,9	93,9	98,4	96,8	100,4
II	96,5	99,8	109,4	100,6	100,0	96,8	99,0	95,5	94,1	75,7	98,1	100,8	101,4	96,4	99,9	100,4	103,0	96,9	93,9	98,4	96,8	99,8
III	98,9	99,7	114,6	101,2	97,7	96,9	99,0	102,4	90,0	92,2	98,1	100,8	101,4	97,4	99,9	100,8	103,4	97,8	93,9	98,4	96,8	99,8
IV	101,7	99,9	114,6	101,2	97,7	96,9	99,0	99,0	90,0	112,5	98,3	100,8	101,4	98,6	99,5	101,0	106,0	97,8	93,9	99,0	96,8	99,5
2000 I	105,1	101,5	114,6	99,8	97,9	97,0	101,1	102,4	91,3	133,2	98,5	96,4	103,6	101,8	99,9	97,9	107,8	97,2	96,8	99,0	95,0	99,0

(1) L'évolution des prix à la production industrielle est suivie depuis 1998 à l'aide d'un nouvel indice avant pour base l'année 1997. Comme l'ancien indice (Base 100=juillet 1975-juin 1976), il est calculé trimestriellement à partir de prix relevés sortie-usine et hors taxes. Il est établi selon la nouvelle nomenclature des activités économiques et ses coefficients de pondération ont été calculés sur la base de la structure de la production de l'année 1997.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VII - 2 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾
INDUSTRIES EXTRACTIVES
(Base 100 = 1997)

Période	Indice général	Extraction d'hydrocarbures	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais métalliques	Autres industries extractives
Pondération	100,0	0,796	19,792	79,412
1998	107,1	89,8	86,4	112,4
1999	106,0	92	89,4	110,3
1998 I	107,2	89,8	86,4	112,6
II	107,2	89,8	86,4	112,6
III	107,0	89,8	86,4	112,3
IV	106,9	89,8	86,4	112,2
1999 I	104,7	87,8	85,8	109,6
II	105,6	87,8	88,9	109,9
III	106,3	92,8	90,3	110,4
IV	107,3	99,6	92,5	111,1
2000 I	105,7	99,6	85,6	110,8

(1) L'évolution des prix à la production industrielle est suivie depuis 1998 à l'aide d'un nouvel indice ayant pour base l'année 1997. Comme l'ancien indice (Base 100=juillet 1975-juin 1976), il est calculé trimestriellement à partir de prix relevés sortie-usine et hors taxes. Il est établi selon la nouvelle nomenclature des activités économiques et ses coefficients de pondération ont été calculés sur la base de la structure de la production de l'année 1997.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VII - 3 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ ET D'EAU
(Base 100 = 1997)

Période	Indice général	Production et distribution d'électricité de gaz et de chaleur	Traitement et distribution d'eau
Pondération	100,0	72,38	27,62
1998	104,7	99,6	118,3
1999	111,7	99,1	144,8
1998 I	100,0	100,0	100,0
II	100,0	100,0	100,0
III	109,4	99,1	136,6
IV	109,4	99,1	136,6
1999 I	111,7	99,1	144,8
II	111,7	99,1	144,8
III	111,7	99,1	144,8
IV	111,7	99,1	144,8
2000 I	111,7	99,1	144,8

(1) L'évolution des prix à la production industrielle est suivie depuis 1998 à l'aide d'un nouvel indice ayant pour base l'année 1997. Comme l'ancien indice (Base 100=juillet 1975-juin 1976), il est calculé trimestriellement à partir de prix relevés sortie-usine et hors taxes. Il est établi selon la nouvelle nomenclature des activités économiques et ses coefficients de pondération ont été calculés sur la base de la structure de la production de l'année 1997.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VII - 4 - INDICE DES PRIX DE GROS (231 articles)⁽¹⁾

(Base 100 = 1977)

Période	Indice général	Secteur agricole								Secteur industriel et énergétique					
		Ensemble du secteur	Céréales et légumineuses sèches	Cultures industrielles et oléagineuses	Cultures maraichères	Produits de l'arboriculture et de la viticulture	Produits de l'élevage	Produits de la sylviculture	Produits de la pêche	Ensemble du secteur	Energie	Industries alimentaires	Habillement et textiles	Industries métallurgiques	Autres industries
Pondération	100	39,6	20,2	16,0	11,8	12,0	23,3	7,8	8,9	60,4	10,2	41,4	12,1	17,2	19,1
1994	325,2	314,1	290,8	309,4	359,9	330,2	240,1	382,3	427,4	332,5	430,0	305,0	254,2	395,2	332,9
1995	346,3	350,3	329,3	314,9	416,9	458,9	247,1	405,9	448,3	343,7	473,0	307,5	256,7	405,0	353,0
1996	361,6	369,7	317,1	394,7	434,5	436,0	254,3	438,0	511,1	356,3	523,0	319,0	259,1	408,0	363,4
1997	356,9	350,5	311,9	318,2	359,6	405,8	248,7	454,3	585,6	361,2	529,1	318,4	260,6	432,4	363,7
1998	368,2	366,7	336,8	346,0	391,6	414,8	231,2	473,5	634,4	369,2	515,2	329,5	260,9	451,7	371,2
1999	371,1	369,2	390,0	340,1	365,8	450,2	228,6	473,0	546,3	372,4	549,1	327,0	264,0	455,6	370,1
1998 Janvier	364,8	363,9	339,1	348,0	357,6	382,1	238,5	470,0	667,5	365,4	523,7	323,8	260,9	439,2	370,6
Février	366,5	363,1	340,3	348,1	362,8	381,9	226,6	470,1	680,8	368,7	517,0	330,2	260,9	445,0	372,2
Mars	367,6	364,9	336,7	348,2	375,0	396,5	220,9	471,6	686,8	369,4	511,1	330,6	260,9	451,8	372,5
Avril	369,1	367,7	338,3	348,3	380,0	409,2	204,3	477,5	729,0	370,0	509,7	332,0	260,9	452,5	372,6
Mai	367,3	364,1	326,2	348,0	386,7	421,9	217,2	475,9	657,7	369,4	514,4	330,3	260,9	451,6	371,2
Juin	366,0	362,1	329,8	349,4	393,3	420,4	232,0	474,2	580,0	368,7	513,9	328,8	260,9	451,8	370,8
Juillet	367,9	367,7	325,3	349,3	400,8	432,5	236,0	473,7	617,1	368,0	506,9	328,9	260,9	451,8	370,9
Août	368,9	368,3	326,7	347,3	409,0	434,3	232,5	473,5	620,4	369,4	511,6	329,5	260,9	455,5	371,1
Septembre	369,6	368,7	328,1	347,7	411,7	430,7	236,8	473,7	611,6	370,2	516,6	330,8	260,9	456,2	369,5
Octobre	369,7	368,1	319,5	345,1	410,6	430,4	232,2	473,8	642,6	370,8	521,4	330,4	260,9	456,2	370,8
Novembre	370,3	368,9	345,1	338,7	406,2	421,2	250,7	474,2	574,0	371,2	521,4	331,1	260,9	456,1	371,3
Décembre	370,3	372,5	386,7	334,4	405,2	416,8	246,6	474,5	546,1	368,8	514,7	328,1	260,9	453,2	371,3
1999 Janvier	369,3	371,1	390,1	399,7	339,9	418,1	236,8	474,6	543,5	368,1	513,2	326,4	260,9	454,0	371,4
Février	368,9	367,3	394,1	339,0	395,8	415,2	225,7	475,6	531,2	369,9	525,8	325,0	264,3	458,4	371,4
Mars	370,4	370,3	394,4	338,6	383,4	427,2	225,9	477,3	563,0	370,5	528,2	325,9	264,3	458,0	371,3
Avril	369,6	366,5	393,0	338,5	368,4	458,3	210,6	476,5	541,8	371,7	533,2	327,6	264,3	458,0	371,2
Mai	369,9	366,8	390,7	333,7	359,9	470,4	223,0	481,5	518,0	371,9	543,6	324,9	264,3	457,9	372,5
Juin	368,7	363,9	382,0	333,1	361,5	477,6	215,3	460,2	532,3	371,9	547,2	326,3	264,3	457,3	368,5
Juillet	369,3	364,2	383,9	332,6	361,0	471,5	206,2	467,5	558,4	372,7	549,4	328,5	264,3	454,8	369,0
Août	369,6	364,9	384,8	332,1	357,4	470,1	216,6	467,6	545,3	372,8	549,7	328,8	264,3	454,1	369,1
Septembre	372,2	370,0	388,8	331,8	354,3	446,0	248,0	467,1	548,9	373,6	562,5	328,0	264,3	452,9	369,4
Octobre	372,0	369,3	393,7	331,7	348,8	407,5	253,8	472,4	569,3	373,8	562,9	327,9	264,3	454,4	369,4
Novembre	374,9	373,0	393,0	358,5	350,1	448,4	240,4	477,7	538,0	376,1	586,8	327,6	264,3	454,4	369,2
Décembre	378,4	382,5	391,0	372,1	348,8	492,6	240,4	477,9	566,2	375,7	586,8	327,5	264,3	453,1	368,6

(1) L'indice des prix de gros (base 100 = 1977) se réfère à 231 produits finis, offerts sur le marché local, dont 77 articles relevant du secteur agricole et 154 articles industriels et énergétiques regroupés dans un second secteur. Il est calculé mensuellement au niveau national, selon la formule de Laspeyres, à partir de prix relevés toutes taxes comprises auprès d'un échantillon de grossistes installés dans neuf villes. Ses pondérations annuelles sont fixes et correspondent à la structure des transactions en gros.

N.B. La Direction de la Statistique a cessé de publier l'indice des prix de gros à compter du 1er Janvier 2000.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VII - 5 - INDICE DU COÛT DE LA VIE (385 articles)⁽¹⁾

(Base 100 = 1989)

Période	Indice général	Produits alimentaires			Produits non alimentaires							
		Ensemble	Céréales	Viandes	Ensemble	Habillement	Habitation	Équipement ménager	Soins médicaux	Transports et communications	Loisirs et culture	Autres services
Pondération	100	45,15	8,98	10,26	54,85	7,48	12,48	5,31	4,71	7,58	4,74	12,55
1995	143,4	153,9	136,1	161,0	134,8	137,3	135,8	125,8	125,1	132,7	131,8	144,3
1996	147,7	155,0	140,2	172,8	141,8	142,0	146,3	130,3	131,1	138,1	140,0	150,2
1997	149,2	153,3	139,4	171,1	145,8	147,3	148,5	133,7	133,9	144,0	146,1	154,7
1998	153,3	158,1	140,6	175,1	149,2	152,9	152,2	136,1	138,3	148,0	148,8	157,3
1999	154,4	156,7	141,2	172,1	152,3	157,6	156,6	137,9	139,9	150,5	150,7	159,7
1998 Janvier	152,1	156,8	140,5	174,5	148,2	150,8	150,2	135,0	134,9	149,1	147,9	156,6
Février	152,3	157,0	140,9	176,3	148,3	151,1	150,6	135,2	136,0	148,5	147,9	156,7
Mars	153,4	159,1	140,9	176,9	148,6	151,4	150,8	135,4	137,2	148,5	148,0	157,0
Avril	154,2	160,8	141,0	175,5	148,7	151,7	151,0	135,6	137,6	148,5	148,0	157,0
Mai	153,8	159,7	140,8	173,7	148,8	152,3	151,2	135,7	138,8	148,5	148,0	157,0
Juin	152,8	156,9	140,5	173,9	149,1	152,8	151,6	135,8	139,2	148,6	148,0	157,2
Juillet	152,6	156,7	140,2	175,5	149,0	153,5	151,7	135,9	139,2	147,3	148,0	157,3
Août	152,7	156,6	140,0	175,9	149,3	153,7	152,5	136,2	139,3	147,4	148,0	157,3
Septembre	153,7	157,8	140,3	174,7	150,1	153,8	154,0	136,3	139,2	147,8	150,0	157,5
Octobre	154,5	159,4	140,3	174,0	150,3	154,2	154,2	137,0	139,3	147,8	150,6	157,7
Novembre	153,6	157,1	140,4	175,4	150,5	154,4	154,4	137,3	139,3	147,8	150,4	157,9
Décembre	154,3	158,9	141,1	174,5	150,3	154,7	154,4	137,4	139,3	146,3	150,4	158,0
1999 Janvier	154,0	157,9	141,4	174,6	150,6	155,7	154,8	137,5	139,4	146,9	150,4	157,9
Février	152,7	154,7	141,2	169,7	150,8	156,2	155,2	137,6	139,5	147,0	150,2	158,2
Mars	152,8	154,6	141,2	170,3	151,1	156,4	155,9	137,7	139,2	147,0	150,1	158,4
Avril	153,2	155,4	141,2	175,6	151,2	156,9	155,9	138,0	139,3	147,2	150,1	158,5
Mai	154,0	156,6	141,3	171,7	151,6	157,2	156,4	138,0	139,9	149,4	150,0	158,6
Juin	154,3	157,0	141,2	169,2	151,9	157,5	156,5	138,0	140,0	149,4	150,1	158,8
Juillet	154,3	156,7	141,0	169,8	152,1	157,6	156,7	138,0	140,2	150,8	149,9	159,0
Août	154,9	157,4	141,1	169,4	152,6	157,7	156,8	138,0	140,1	151,3	149,9	161,0
Septembre	155,7	158,5	141,1	172,0	153,2	158,2	157,0	138,0	140,3	153,3	151,6	161,2
Octobre	155,8	158,5	141,2	174,4	153,3	158,5	157,1	138,1	140,3	153,3	152,1	161,2
Novembre	155,2	156,3	141,3	173,8	154,0	158,8	158,0	138,1	140,3	155,1	152,2	161,4
Décembre	155,7	157,3	141,4	174,9	154,1	159,8	158,2	138,1	140,4	155,1	152,0	161,6
2000 Janvier	156,0	157,5	141,6	174,9	154,5	160,4	158,5	138,3	140,4	156,4	152,2	161,7
Février	155,4	155,9	141,4	173,7	154,7	160,6	158,6	138,3	140,3	157,0	152,1	161,9
Mars	156,5	158,1	141,6	171,4	154,9	160,5	158,7	138,4	140,4	157,2	152,1	162,2
Avril	158,0	161,5	141,8	159,5	154,9	160,8	158,7	138,3	140,5	156,5	152,0	162,6
Mai	156,3	157,6	142,3	155,5	155,0	160,8	158,8	138,3	140,7	156,5	152,7	162,7
Juin	156,0	156,8	141,6	155,1	155,1	161,1	158,9	138,3	140,7	156,5	152,7	162,9
Juillet	155,9	156,3	141,5	157,8	155,3	161,2	159,0	138,2	140,9	156,5	152,7	163,2
Août	156,3	157,1	...	...	155,4	161,4	159,1	138,2	140,9	156,5	152,8	163,5

(1) L'évolution du coût de la vie est suivie depuis septembre 1993 au moyen d'un indice ayant pour base l'année 1989. Cependant des séries rétrospectives remontant à 1990 ont été établies. Le champ d'application de cet indice est élargi à onze villes et le nombre d'articles retenus dans la composition du panier est de 385 classés en huit groupes. En outre, ce panier et les structures de pondération qui lui sont appliquées sont actualisés en fonction des données de l'enquête menée périodiquement sur la consommation des ménages. Cet indice se limite cependant à une population urbaine appartenant à cinq catégories socio-économiques à revenu modeste.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VIII - PRODUCTION

VIII - 1 - INDICE DE LA PRODUCTION
MINES ET ÉNERGIE
(Base 100 = 1992)

Période	MINES								ÉNERGIE			
	Indice général du secteur	Minerais non métalliques				Minerais métalliques			Indice général du secteur	Charbon	Pétrole raffiné	Électricité
		Ensemble	Phosphates	Autres minerais non métalliques destinés à l'industrie chimique	Autres minerais non métalliques sauf carrière	Ensemble	Minerai de fer	Autres minerais métalliques				
Pondération	1000	835,0	786,5	46,4	2,1	165,0	5,5	159,5	1000	18,0	565,7	416,3
1995	105,6	106,0	106,1	105,3	71,8	103,6	48,0	105,5	110,1	114,8	100,0	123,7
1996	108,2	108,6	108,9	104,9	74,5	106,1	14,9	109,3	110,1	89,4	96,7	129,1
1997	117,8	119,7	120,6	104,3	100,3	108,5	7,8	112,0	117,2	66,5	104,0	137,5
1998	116,0	117,7	118,3	108,8	102,8	107,3	5,7	110,8	116,4	47,6	101,8	139,3
1999	113,5	114,9	115,8	101,5	91,0	106,6	7,8	110,0	124,0	22,8	118,7	135,7
1996 I	99,6	97,9	98,7	86,4	66,2	108,1	39,8	110,5	101,3	105,7	83,9	124,7
II	107,2	107,1	106,9	111,7	71,2	107,9	6,0	111,4	108,0	89,7	95,3	126,2
III	104,4	110,1	111,0	96,4	73,6	75,3	5,5	77,7	114,7	78,7	102,7	132,7
IV	121,6	119,4	119,1	125,2	86,9	133,1	8,3	137,4	116,1	83,4	104,8	132,9
1997 I	113,8	113,9	114,7	100,3	94,7	113,1	9,6	116,6	107,7	72,7	90,2	132,9
II	112,8	113,7	114,3	102,7	103,3	108,7	10,0	112,1	124,0	65,7	118,7	133,7
III	118,4	122,8	124,3	99,2	95,0	95,7	3,1	98,9	121,8	56,2	106,4	145,6
IV	126,4	128,3	129,1	115,2	108,3	116,7	8,4	120,4	115,5	71,4	100,6	137,6
1998 I	114,7	117,5	119,1	92,6	86,7	100,3	6,9	103,5	109,7	35,5	90,4	139,1
II	115,5	118,2	117,9	125,0	67,0	102,1	6,4	105,4	112,8	60,5	96,4	137,2
III	117,4	121,1	121,8	108,8	121,5	98,5	3,5	101,8	120,3	49,2	107,2	141,2
IV	121,7	120,4	121,0	108,8	136,2	128,4	6,0	132,7	123,0	45,1	113,2	139,6
1999 I	112,3	114,0	115,2	94,8	81,3	103,9	8,0	107,2	115,3	32,5	102,2	136,6
II	118,2	120,3	121,2	107,6	82,4	107,6	7,9	111,1	124,2	28,6	120,3	133,6
III	112,0	114,4	115,1	103,7	95,6	99,9	6,9	103,1	129,1	19,1	126,6	137,2
IV	111,5	110,9	111,5	100,0	104,7	114,9	8,6	118,6	127,5	11,1	125,5	135,2
2000 I	113,1	103,2	104,8	76,8	112,9	163,0	8,2	168,3	117,6	11,1	113,1	128,4

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VIII - 2 - INDICE DE LA PRODUCTION
INDUSTRIES DE TRANSFORMATION
(Base 100 = 1992 (1))

Période	Ensemble des industries de transformation	Produits des industries alimentaires	Autres produits des industries alimentaires	Boissons et tabacs	Produits textiles et bonneterie	Habillement à l'exclusion des chaussures	Cuir et chaussures en cuir	Bois, articles en bois, meubles	Papier, carton imprimerie	Produits issus de la transf. Des minéraux des carrières	Produits de l'industrie métallique de base	Ouvrages en métaux	Machines et matériel d'équipement	Matériel de transport	Matériel électrique et électronique	Matériel de bureau, de mesure, ...	Produits de la chimie et de la parachimie	Caoutchouc et plastique	Autres industries manufacturières
Pondération	1000	74	110	65	113	90	20	21	37	108	22	61	20	41	34	2	151	30	1
1995	107,1	114,3	108,8	105,7	92,6	123,1	107,7	101,4	110,3	107,1	110,7	100,9	107,7	92,7	110,4	93,2	108,0	112,1	121,2
1996	110,5	116,6	111,8	111,7	91,4	130,6	118,5	104,1	117,1	114,2	108,6	100,9	96,3	106,2	110,3	82,0	109,7	119,4	118,5
1997	115,1	120,3	110,9	108,6	95,9	139,7	122,8	103,7	126,8	119,9	122,3	103,0	102,2	111,2	112,5	101,7	118,5	120,4	120,1
1998	117,9	126,6	121,6	117,1	97,3	147,5	114,1	105,4	128,4	114,0	121,0	100,5	103,4	116,6	115,8	102,0	120,0	122,2	109,7
1999	120,7	127,0	125,0	116,3	98,4	142,1	111,2	106,2	135,1	117,3	135,0	105,4	109,2	120,3	126,4	136,9	125,7	127,7	108,6
1997 I	104,8	93,8	89,7	89,5	94,2	148,8	123,1	111,9	111,2	106,7	112,7	92,1	100,0	113,2	111,8	101,1	102,9	109,0	117,5
1997 II	118,5	113,3	113,0	127,0	105,4	140,5	109,0	107,1	132,9	119,7	122,3	105,3	108,7	122,0	129,2	95,4	118,4	124,8	133,5
1997 III	117,1	166,5	127,6	119,8	84,9	119,0	127,8	80,9	143,1	124,8	107,7	97,8	85,2	92,7	92,5	96,3	124,5	115,9	118,8
1997 IV	120,0	107,3	113,4	98,2	99,2	150,4	131,4	114,7	119,9	128,4	146,5	116,8	115,1	117,1	116,5	114,1	128,1	131,7	110,7
1998 I	108,2	101,6	99,3	99,8	99,7	150,7	127,9	106,3	112,2	101,0	123,6	90,1	90,1	109,6	103,6	89,5	108,3	128,7	110,6
1998 II	120,9	120,8	116,2	132,3	105,8	166,8	102,9	111,6	136,0	110,5	123,1	100,7	103,6	122,9	130,0	105,4	118,5	121,8	103,3
1998 III	118,7	181,2	132,0	127,4	79,4	124,5	131,8	83,4	158,0	118,5	96,8	90,9	99,8	102,0	100,6	71,4	122,2	107,5	119,7
1998 IV	124,1	102,7	138,8	108,8	104,9	151,1	94,0	120,2	107,5	125,9	140,6	120,2	120,0	132,1	129,2	141,6	131,1	130,8	105,1
1999 I	109,3	94,7	100,4	97,9	96,7	149,5	120,3	106,8	112,2	99,7	132,1	93,3	103,9	109,3	117,3	111,0	116,5	128,1	116,5
1999 II	125,8	132,7	126,4	138,2	109,8	156,4	100,6	104,5	126,8	120,9	133,1	106,7	110,6	124,4	136,1	143,6	126,0	128,7	102,2
1999 III	120,2	172,2	131,9	121,7	87,0	120,5	130,0	90,6	159,2	122,7	112,6	97,9	92,8	104,7	119,5	110,7	121,4	113,8	111,1
1999 IV	127,6	108,4	141,2	107,3	100,1	142,2	93,9	122,7	142,2	125,7	162,2	123,7	129,5	142,8	132,7	182,3	139,0	140,1	104,5
2000 I	113,8	119,8	108,2	117,4	95,1	141,2	120	108,9	115,9	107,2	134,8	88,9	110	108,7	123,2	110,3	117,8	134,1	100,7

(1) L'indice de la production industrielle de base 100 en 1992 remplace l'indice de base 100 en 1987. C'est un indice de volume qui couvre l'essentiel de la production industrielle. La formule utilisée est celle de Laspeyres à base et à pondérations fixes. Les pondérations des branches et des sous-branches sont calculées sur la base de la valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs, alors que celles des produits et des activités sont calculées à partir des valeurs de la production relatives à l'année 1992.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VIII - 3 - PRODUCTION MINIÈRE

Période	Phosphates secs (1000 t)	Fer (tonnes)	Plomb (tonnes)	Zinc (tonnes)	Cuivre (tonnes)	Manganèse chimique (tonnes)	Barytine (tonnes)	Fluorine (tonnes)
1995	20 186	47 192	101 631	153 125	35 952	31 263	289 541	105 800
1996	20 792	11 842	107 577	152 580	37 623	29 466	282 537	95 900
1997	23 084	12 001	110 507	171 796	37 344	30 806	343 314	103 800
1998	22 644	9 285	115 059	216 011	31 719	28 332	353 206	105 000
1999	22 161	6 625	114 225	215 612	25 693	26 285	323 539	83 100

Source : Ministère de l'énergie et des mines.

VIII - 4 - PRODUCTION ÉNERGÉTIQUE

Période	Charbon (1000 t)	Electricité nette en millions de KWh	
		d'origine hydraulique	d'origine thermique
1995	649,6	605,0	10 105,5
1996	505,6	1 937,0	9 113,0
1997	376,3	2 062,1	9 480,0
1998	269,1	1 759,0	9 936,3
1999	129,2	817,2	10 574,8

Source : Ministère de l'énergie et des mines.
Office national de l'électricité.

VIII - 5 - PRODUCTION DE CÉRÉALES ET SUPERFICIES CULTIVÉES

Période	Blé dur		Blé tendre		Orge		Maïs		Riz (Paddy)		Divers	
	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t										
1994 - 1995	820	439	1 148	652	1 579	608	387	51	1	4	51	14
1995 - 1996	1 249	2 270	1 964	3 646	2 430	3 831	254	235	9	53	76	58
1996 - 1997	972	882	1 521	1 435	1 996	1 324	341	374	9	32	67	39
1997 - 1998	1 127	1 544	1 960	2 834	2 426	1 970	310	201	4	20	68	31
1998 - 1999	1 078	800	1 614	1 354	2 070	1 474	331	136	8	35	64	35

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes.

VIII - 6 - PRODUCTION D'AUTRES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES

Période	Agrumes	Primeurs	Légumineuses dont :	- fèves	- pois chiches	- petits pois	- lentilles	Betterave à sucre	Canne à sucre	Olives	Huile d'olive	Oléagineux	Vin
	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 hl
1994 - 1995	997	737	87	36	12	4	8	2 717	1 031	340	35	26	173
1995 - 1996	1 400	745	273	144	29	28	36	2 750	899	800	80	130	285
1996 - 1997	1 194	775	214	93	40	16	27	2 613	743	550	50	115	376
1997 - 1998	1 591	855	245	108	58	22	25	2 823	1 283	650	60	107	297
1998 - 1999	1 303	988	129	55	28	11	13	3 210	1 373	400*	40*	85*	496

(*) Chiffres provisoires

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes.

VIII-7 - INDICATEURS SUR L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE

	Tourisme étranger			Nuitées du tourisme interne (*)	Nuitées globales
	Entrées de touristes de séjour	Recettes touristiques (En millions de dhs)	Nuitées (*)		
1995	1 524 119	11 071	7 780 255	2 161 085	9 941 340
1996	1 632 731	14 597	7 886 191	2 187 015	10 073 206
1997	1 823 448	13 780	8 645 002	2 263 441	10 908 443
1998	2 001 346	16 754	9 700 909	2 280 005	11 980 914
1999	2 353 658	19 211	10 845 901	2 217 920	13 063 821
1998 Janvier	102 348	955	614 194	80 600	694 794
Février	141 202	1 049	755 314	135 705	891 019
Mars	145 281	1 135	887 533	168 023	1 055 556
Avril	194 415	1 328	1 002 221	172 452	1 174 673
Mai	154 458	1 224	790 984	173 886	964 870
Juin	140 287	1 159	662 279	148 220	810 499
Juillet	271 126	2 031	758 591	258 439	1 017 030
Août	240 076	2 509	1 071 886	453 366	1 525 252
Septembre	164 194	1 564	829 987	210 636	1 040 623
Octobre	163 142	1 367	887 221	172 708	1 059 929
Novembre	137 848	1 158	769 191	182 504	951 695
Décembre	146 969	1 276	671 508	123 466	794 974
1999 Janvier	119 821	1 091	673 921	94 311	768 232
Février	150 887	1 066	805 768	147 503	953 271
Mars	190 958	1 379	1 033 285	170 220	1 203 505
Avril	198 606	1 426	1 054 134	180 331	1 234 465
Mai	172 380	1 209	906 006	172 049	1 078 055
Juin	183 893	1 207	821 583	174 854	996 437
Juillet	291 268	2 679	891 632	235 467	1 127 099
Août	278 373	3 135	1 160 991	400 079	1 561 070
Septembre	204 234	1 547	979 742	213 799	1 193 541
Octobre	205 511	1 513	1 020 508	171 597	1 192 105
Novembre	164 346	1 502	894 852	167 106	1 061 958
Décembre	149 162	1 417	603 484	90 713	694 197
2000 Janvier	143 431	1 346	706 097	128 975	835 072
Février	170 111	1 316	877 162	149 489	1 026 651
Mars	210 825	1 587	1 103 735	155 223	1 258 958
Avril	253 683	1 383	1 215 038	185 463	1 400 501
Mai	185 336	1 460	963 744	157 094	1 120 838
Juin	186 831	1 382	889 182	171 195	1 060 377
Juillet	302 754	2 788	...	...	...

(*) Nuitées réalisées dans les hôtels classés.

Source : Ministère du Tourisme et Office des changes

IX- COMMERCE EXTÉRIEUR

IX - 1 - BALANCE COMMERCIALE

(en millions de dirhams)

Période	Exportations FOB	Importations CAF	Solde
1995	40 240	72 869	-32 629
1996	41 356	71 963	-30 607
1997	44 554	75 021	-30 467
1998 ⁽¹⁾	68 608	98 676	-30 068
1999 ⁽¹⁾	73 617	105 931	-32 314
1998 ⁽¹⁾ Janvier	5 014	6 941	-1 927
Février	6 193	8 480	-2 287
Mars	5 695	8 441	-2 746
Avril	4 879	7 391	-2 512
Mai	6 115	8 545	-2 430
Juin	5 659	8 488	-2 829
Juillet	6 349	9 101	-2 752
Août	5 464	7 125	-1 661
Septembre	4 917	7 499	-2 582
Octobre	6 026	8 599	-2 573
Novembre	5 306	8 633	-3 327
Décembre	6 991	9 433	-2 442
1999 ⁽¹⁾ Janvier	5 136	6 420	-1 284
Février	5 434	8 074	-2 640
Mars	6 910	9 345	-2 435
Avril	6 178	9 315	-3 137
Mai	6 150	8 870	-2 720
Juin	6 187	10 387	-4 200
Juillet	6 446	8 803	-2 357
Août	5 080	8 149	-3 069
Septembre	5 445	8 227	-2 782
Octobre	6 009	8 734	-2 725
Novembre	6 465	9 613	-3 148
Décembre	8 177	9 994	-1 817
2000 ⁽¹⁾ Janvier	6 397	8 877	-2 480
Février	6 215	9 107	-2 892
Mars	5 807	10 226	-4 419
Avril	5 368	9 815	-4 447
Mai	5 884	10 394	-4 510
Juin	5 964	11 559	-5 595
Juillet	6 719	9 648	-2 929

(1) Données intégrant les transactions réalisées dans le cadre du régime des admissions temporaires sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 2 - IMPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997	1998 ⁽¹⁾	1999 ⁽¹⁾
Alimentation, boissons et tabacs.....	11 222	10 149	11 438	11 540
Blé	4 137	3 486	3 728	3 817
Sucre	1 349	1 521	1 490	1 322
Produits laitiers	731	538	642	502
Thé	501	655	749	711
Tabacs	577	565	619	630
Maïs	893	844	908	871
Orge	48	122	592	724
Autres produits	2 986	2 418	2 710	2 963
Énergie et lubrifiants	11 199	12 347	8 859	13 000
Huile brute de pétrole	7 397	8 389	5 412	8 941
Charbon	1 172	1 186	1 108	988
Gasoil et fuel	877	757	498	609
Autres produits	1 753	2 015	1 841	2 462
Produits bruts	7 746	8 192	7 678	7 465
Huiles végétales et graines oléagineuses	2 436	2 092	2 402	2 262
Bois bruts	1 544	1 784	1 647	1 870
Fibres textiles et coton	1 350	1 534	1 261	1 008
Soufre brut	1 234	1 440	1 006	988
Autres produits	1 182	1 342	1 362	1 337
Demi-produits	16 839	17 828	22 823	21 828
Fils, barres, palplanches, profilés en fer ou en acier	653	654	828	860
Plats, tôles, feuillards en fer ou en acier	961	939	1 151	924
Produits chimiques, engrais, matières colorantes et désinfectants	5 000	4 801	5 411	4 921
Matières plastiques artificielles	2 132	2 315	2 462	2 463
Fils de fibres et de coton	839	961	1 103	1 114
Papiers et cartons	1 284	1 367	1 651	1 549
Fer et acier	1 313	1 594	1 813	1 350
Autres produits	4 657	5 197	8 404	8 647
Biens d'équipement	15 376	15 815	24 651	27 775
Agricultures	956	648	869	749
Industriels	14 420	15 167	23 782	27 026
Biens de consommation	9 581	10 690	23 227	24 323
Voitures de tourisme	1 559	1 656	1 446	1 816
Tissus de fibres et de coton	1 496	1 543	7 877	7 565
Ouvrages en matières plastiques	513	600	1 003	1 083
Médicaments	1 007	1 183	1 283	1 346
Papiers finis et ouvrages en papiers.....	513	534	530	575
Autres produits.....	4 493	5 174	11 088	11 938
Total.....	71 963	75 021	98 676	105 931

(1) Les importations comprennent les opérations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 3 - IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Produits alimentaires et agro-alimentaires

Période	Blé			Sucre			Huiles végétales brutes		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995	2 549 113	3 997 072	1 568	477 669	1 319 677	2 763	245 440	1 363 758	5 556
1996	2 240 101	4 136 625	1 847	512 628	1 348 777	2 631	289 312	1 427 897	4 935
1997	2 054 828	3 485 502	1 696	586 487	1 520 687	2 593	239 698	1 280 446	5 342
1998 ⁽¹⁾	2 581 079	3 728 412	1 445	561 525	1 489 692	2 653	245 361	1 507 747	6 145
1999 ⁽¹⁾	2 814 761	3 816 612	1 356	466 641	1 322 089	2 833	288 605	1 372 753	4 757
1998 ⁽¹⁾ Janvier	342 031	555 879	1 625	60 004	162 353	2 706	24 567	137 828	5 610
Février	664 755	1 105 088	1 662	110 038	296 559	2 695	34 406	199 426	5 796
Mars	1 098 328	1 853 593	1 688	156 068	421 912	2 703	34 452	200 192	5 811
Avril	1 158 240	1 938 822	1 674	201 175	550 142	2 735	59 954	360 148	6 007
Mai	1 321 771	2 195 265	1 661	226 220	620 194	2 742	83 446	511 479	6 129
Juin	1 354 256	2 239 265	1 654	276 315	752 790	2 724	109 915	689 169	6 270
Juillet	1 429 784	2 374 322	1 661	308 089	841 188	2 730	125 810	787 249	6 257
Août	1 697 565	2 663 820	1 569	334 914	916 131	2 735	164 677	1 026 419	6 233
Septembre	1 965 201	2 968 320	1 510	384 695	1 045 486	2 718	176 441	1 094 289	6 202
Octobre	2 070 925	3 102 360	1 498	461 418	1 237 957	2 683	186 579	1 154 441	6 187
Novembre	2 372 092	3 473 919	1 464	491 493	1 315 376	2 676	203 574	1 257 014	6 175
Décembre	2 581 079	3 728 412	1 445	561 525	1 489 692	2 653	245 361	1 507 747	6 145
1999 ⁽¹⁾ Janvier	220 292	292 078	1 326	33	139	4 212	30 209	179 058	5 927
Février	479 223	626 186	1 307	30 091	81 633	2 713	40 732	240 150	5 896
Mars	780 559	1 023 487	1 311	57 667	156 432	2 713	55 726	319 106	5 726
Avril	1 123 394	1 486 635	1 323	109 243	301 005	2 755	87 746	465 639	5 307
Mai	1 285 820	1 707 312	1 328	160 117	444 899	2 779	112 312	576 777	5 135
Juin	1 527 273	2 055 621	1 346	201 805	567 103	2 810	127 963	647 304	5 059
Juillet	1 638 353	2 194 229	1 339	203 908	576 413	2 827	146 229	729 188	4 987
Août	1 873 056	2 473 388	1 321	265 502	751 784	2 832	177 559	869 987	4 900
Septembre	2 135 806	2 834 079	1 327	346 204	979 933	2 831	197 046	957 136	4 857
Octobre	2 368 742	3 168 538	1 338	376 107	1 063 521	2 828	222 810	1 067 637	4 792
Novembre	2 641 906	3 560 289	1 348	406 269	1 148 736	2 828	258 578	1 232 496	4 766
Décembre	2 814 761	3 816 612	1 356	466 641	1 322 089	2 833	288 605	1 372 753	4 757
2000 ⁽¹⁾ Janvier	244 394	359 050	1 469	60 201	171 504	2 849	25 280	107 736	4 262
Février	543 204	818 039	1 506	110 457	318 637	2 885	56 187	237 036	4 420
Mars	770 592	1 134 271	1 472	171 190	498 580	2 912	87 921	388 569	4 420
Avril	1 035 442	1 544 477	1 492	232 165	639 068	2 753	117 788	508 274	4 315
Mai	1 395 283	2 125 543	1 523	385 121	708 353	1 839	141 929	612 697	4 317
Juin	1 717 193	2 611 878	1 521	326 375	840 089	2 574	164 138	709 311	4 321

(1) Chiffres cumulés. Les importations comprennent les opérations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 3 (suite)- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits énergétiques et produits bruts d'origine minérale

Période	Huile brute de pétrole			Soufre brut		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995	6 751 486	6 721 218	996	2 804 571	1 585 230	565
1996	5 743 317	7 397 314	1 288	2 600 129	1 234 324	475
1997	6 014 215	8 388 981	1 395	2 962 081	1 440 008	486
1998 ⁽¹⁾	6 004 074	5 411 512	901	2 463 451	1 006 079	408
1999 ⁽¹⁾	7 183 023	8 941 269	1 245	2 621 609	988 330	377
1998 ⁽¹⁾ Janvier	359 030	413 964	1 153	298 467	132 478	444
Février	989 425	1 066 325	1 078	516 135	223 855	434
Mars	1 366 694	1 414 573	1 035	655 731	282 041	430
Avril	1 873 980	1 886 800	1 007	741 440	321 861	434
Mai	2 443 028	2 469 565	1 011	811 337	351 195	433
Juin	2 790 110	2 809 000	1 007	1 159 333	498 497	430
Juillet	3 171 553	3 109 977	981	1 263 534	544 045	431
Août	3 795 999	3 613 079	952	1 729 805	733 341	424
Septembre	4 388 513	4 154 460	947	1 831 020	770 711	421
Octobre	5 030 810	4 719 462	938	2 014 485	839 642	417
Novembre	5 536 361	5 104 763	922	2 298 867	943 258	410
Décembre	6 004 074	5 411 512	901	2 463 451	1 006 079	408
1999 ⁽¹⁾ Janvier	503 479	374 465	744	204 559	72 161	353
Février	1 006 683	737 819	733	423 874	154 085	364
Mars	1 818 805	1 358 711	815	585 324	212 160	362
Avril	2 448 570	1 995 180	815	702 796	256 322	365
Mai	3 085 874	2 683 775	870	842 470	307 878	365
Juin	3 501 361	3 130 728	894	1 217 429	444 995	366
Juillet	4 177 343	4 043 341	968	1 346 360	485 420	361
Août	4 804 555	4 951 917	1 031	1 673 569	586 258	350
Septembre	5 350 579	5 806 758	1 085	1 886 632	665 029	352
Octobre	6 017 444	6 853 909	1 139	2 073 802	744 661	359
Novembre	6 636 620	7 909 094	1 192	2 254 113	822 057	365
Décembre	7 183 023	8 941 269	1 245	2 621 609	988 330	377
2000 ⁽¹⁾ Janvier	670 636	1 303 256	1 943	207 330	99 054	478
Février	1 086 243	2 157 793	1 986	393 014	189 698	483
Mars	1 796 720	3 699 794	2 059	606 123	289 042	477
Avril	2 342 184	4 668 016	1 993	660 868	318 852	482
Mai	2 886 667	5 686 262	1 970	867 693	451 817	521
Juin	3 859 784	7 852 114	2 034	1 125 962	566 328	503

(1) Chiffres cumulés. Les importations comprennent les opérations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 3 (suite)- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Biens de consommation (en valeur)

(en milliers de dirhams)

Période	Tissus de fibre et de coton	Voitures de tourisme	Médicaments
1995	1 496 416	659 187	974 091
1996	1 496 204	1 558 925	1 007 292
1997	1 543 303	1 656 113	1 183 094
1998 ⁽¹⁾	7 876 805	1 446 341	1 282 937
1999 ⁽¹⁾	7 564 893	1 815 576	1 346 160
1998 ⁽¹⁾			
Janvier	520 515	87 177	74 348
Février	1 157 674	210 076	197 850
Mars	1 813 606	348 144	318 486
Avril	2 398 909	462 321	420 514
Mai	3 139 897	547 842	543 395
Juin	3 979 177	680 353	667 641
Juillet	4 644 224	812 793	791 319
Août	5 009 431	913 715	872 938
Septembre	5 554 058	1 009 401	982 867
Octobre	6 252 668	1 156 197	1 082 982
Novembre	7 049 674	1 288 278	1 168 956
Décembre	7 876 805	1 446 341	1 282 937
1999 ⁽¹⁾			
Janvier	499 838	183 576	75 217
Février	1 091 191	274 138	183 610
Mars	1 707 782	461 691	289 686
Avril	2 394 748	572 081	401 447
Mai	3 133 386	711 769	489 476
Juin	3 898 767	886 257	610 671
Juillet	4 493 056	1 073 484	730 596
Août	4 870 040	1 214 354	857 884
Septembre	5 399 815	1 347 255	994 532
Octobre	6 058 634	1 492 136	1 117 389
Novembre	6 820 253	1 640 932	1 237 769
Décembre	7 564 893	1 815 576	1 346 160
2000 ⁽¹⁾			
Janvier	535 545	151 266	83 784
Février	1 108 632	246 328	179 228
Mars	1 707 286	407 235	310 733
Avril	2 305 339	511 538	410 878
Mai	2 967 161	662 568	517 697
Juin	3 712 553	822 326	630 380

(1) Chiffres cumulés. Les importations comprennent les opérations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 4 - EXPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997	1998 ⁽¹⁾	1999 ⁽¹⁾
Alimentation, boissons et tabacs.....	13 079	13 090	14 256	14 853
Agrumes	2 700	2 377	2 590	2 613
Primeurs	1 274	1 497	1 692	2 049
Poissons en conserve	1 535	1 664	1 826	1 961
Poissons frais	811	969	876	947
Crustacés, mollusques et coquillages	4 110	3 843	4 357	4 422
Conserves de légumes et de fruits.....	1 346	1 397	1 143	1 249
Autres produits	1 303	1 343	1 772	1 612
Énergie et lubrifiants	673	866	1 002	1 990
Produits bruts d'origine animale et végétale.....	1 572	1 859	1 370	1 839
Pâte à papier	285	409	266	488
Plantes et fleurs	300	266	259	233
Agar-agar	167	170	163	183
Autres produits	820	1 014	682	935
Produits bruts d'origine minérale	4 551	5 880	6 136	5 979
Phosphates	3 030	4 141	4 412	4 462
Minerai de plomb	160	165	178	176
Minerai de cuivre	192	180	91	88
Sulfate de baryum	137	148	155	88
Autres minerais	1 032	1 246	1 300	1 165
Demi-produits	10 629	11 588	12 503	13 711
Acide phosphorique	4 598	5 534	4 786	5 777
Engrais naturels et chimiques	3 321	3 353	3 290	3 107
Plomb et argent bruts	646	716	792	675
Fils de fibres et de coton	340	287	119	127
Autres produits	1 724	1 698	3 516	4 025
Biens d'équipement	1 335	1 421	5 260	6 790
Diodes	-	-	1 141	1 362
Fils et câbles pour l'électricité	621	822	1 134	1 633
Autres produits	714	599	2 985	3 795
Biens de consommation	9 517	9 850	28 081	28 455
Vêtements confectionnés	3 412	3 323	16 637	16 172
Articles de bonneterie	3 046	3 237	7 475	8 070
Tapis	247	238	211	206
Chaussures	635	741	1 134	1 162
Tissus de fibres et de coton	292	349	358	324
Autres produits	1 885	1 962	2 266	2 521
Total.....	41 356	44 554	68 608	73 617

(1) Les exportations incluent les marchandises générales et les réexportations effectuées dans le cadre du régime douanier d'admission temporaire sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 5 - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits alimentaires et agro-alimentaires

Période	Agrumes			Tomates			Conserves de légumes			
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	
1995	414 398	1 715 514	4 140	156 220	612 324	3 920	83 031	1 097 866	13 222	
1996	632 393	2 700 251	4 270	153 046	718 604	4 695	77 625	1 167 010	15 034	
1997	516 054	2 377 480	4 607	188 653	865 404	4 587	90 824	1 222 703	13 462	
1998 ⁽¹⁾	609 320	2 589 532	4 250	238 608	1 166 387	4 888	64 522	930 243	14 417	
1999 ⁽¹⁾	627 220	2 613 294	4 166	243 571	1 211 752	4 975	93 233	1 115 294	11 962	
1998 ⁽¹⁾	Janvier	76 595	370 047	4 831	31 396	151 529	4 826	4 982	74 878	15 030
	Février	145 623	644 597	4 426	73 779	348 956	4 730	10 230	147 274	14 396
	Mars	248 721	992 337	3 990	95 228	447 873	4 703	15 854	227 256	14 334
	Avril	321 458	1 225 477	3 812	109 414	515 171	4 708	21 271	305 113	14 344
	Mai	392 162	1 440 320	3 673	121 467	565 865	4 659	28 261	406 028	14 367
	Juin	405 778	1 480 476	3 648	126 871	589 017	4 643	35 641	513 824	14 417
	Juillet	407 454	1 485 263	3 645	127 043	589 438	4 640	43 058	615 114	14 286
	Août	408 789	1 490 402	3 646	127 171	589 820	4 638	47 660	674 150	14 145
	Septembre	409 346	1 491 268	3 643	127 196	589 913	4 638	51 235	728 934	14 227
	Octobre	417 640	1 541 092	3 690	146 983	689 354	4 690	54 752	782 910	14 299
	Novembre	491 464	1 981 104	4 031	158 231	745 968	4 714	58 056	833 051	14 349
	Décembre	609 320	2 589 532	4 250	238 608	1 166 387	4 888	64 522	930 243	14 417
1999 ⁽¹⁾	Janvier	74 450	373 938	5 023	25 787	113 882	4 416	5 117	68 466	13 380
	Février	133 758	624 498	4 669	62 738	292 542	4 663	13 442	168 303	12 521
	Mars	237 341	950 807	4 006	107 620	513 366	4 770	22 956	283 070	12 331
	Avril	320 436	1 223 099	3 817	121 665	570 626	4 690	32 123	393 380	12 246
	Mai	381 224	1 400 395	3 673	124 821	581 367	4 658	41 612	507 473	12 195
	Juin	388 196	1 421 213	3 661	124 946	581 726	4 656	49 919	606 095	12 142
	Juillet	388 541	1 421 992	3 660	124 946	581 726	4 656	59 648	722 689	12 116
	Août	388 769	1 422 544	3 659	124 949	581 731	4 656	67 149	800 421	11 920
	Septembre	388 823	1 422 594	3 659	125 947	587 779	4 667	74 772	885 138	11 838
	Octobre	396 521	1 458 345	3 678	152 900	740 774	4 845	80 607	958 888	11 896
	Novembre	484 729	1 915 799	3 952	190 250	940 286	4 942	86 087	1 025 989	11 918
	Décembre	627 220	2 613 294	4 166	243 571	1 211 752	4 975	93 233	1 115 294	11 962
2000 ⁽¹⁾	Janvier	88 118	450 787	5 116	31 789	160 676	5 054	5 903	74 769	12 666
	Février	172 670	817 957	4 737	61 959	297 696	4 805	13 279	159 192	11 988
	Mars	241 123	1 047 942	4 346	81 762	412 245	5 042	19 748	245 916	12 453
	Avril	295 853	1 245 485	4 210	88 367	456 776	5 169	26 189	324 062	12 374
	Mai	346 181	1 414 343	4 086	94 849	492 017	5 187	34 373	424 997	12 364
	Juin	363 404	1 477 826	4 067	94 855	492 052	5 187	41 077	503 817	12 265

(1) Chiffres cumulés. Les exportations incluent les marchandises générales et les réexportations effectuées dans le cadre du régime douanier d'admission temporaire sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits de la pêche

Période	Crustacés et mollusques			Poissons frais			Conserves de poissons			
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	
1995	111 310	4 309 862	38 719	28 943	762 560	26 347	68 028	1 541 788	22 664	
1996	98 332	4 110 295	41 800	30 140	811 119	26 912	61 613	1 535 065	24 915	
1997	91 271	3 842 718	42 102	34 935	968 643	27 727	61 053	1 663 810	27 252	
1998 ⁽¹⁾	118 660	4 356 837	36 717	32 322	876 422	27 115	64 195	1 825 686	28 439	
1999 ⁽¹⁾	140 746	4 421 918	31 418	34 183	947 474	27 718	69 028	1 960 972	28 408	
1998 ⁽¹⁾	Janvier	8 161	338 563	41 485	1 758	40 110	22 816	4 752	129 880	27 332
	Février	20 887	846 060	40 507	4 819	105 740	21 942	9 439	265 410	28 118
	Mars	30 237	1 221 098	40 384	7 647	175 191	22 910	13 577	392 560	28 914
	Avril	37 768	1 515 666	40 131	10 011	250 997	25 072	16 546	483 252	29 207
	Mai	45 057	1 738 458	38 584	12 300	352 898	28 691	20 644	608 456	29 474
	Juin	54 212	2 034 249	37 524	14 576	426 203	29 240	26 432	761 760	28 820
	Juillet	69 442	2 573 222	37 056	18 538	514 449	27 751	32 476	931 733	28 690
	Août	73 849	2 731 405	36 986	21 300	593 923	27 884	38 400	1 098 137	28 597
	Septembre	83 186	3 128 640	37 610	25 442	679 999	26 727	45 574	1 293 705	28 387
	Octobre	86 674	3 247 301	37 466	28 229	750 849	26 598	51 580	1 468 798	28 476
	Novembre	96 154	3 594 347	37 381	29 892	795 348	26 607	57 593	1 636 738	28 419
	Décembre	118 660	4 356 837	36 717	32 322	876 422	27 115	64 195	1 825 686	28 439
1999 ⁽¹⁾	Janvier	10 834	359 764	33 207	1 867	43 542	23 322	4 304	122 362	28 430
	Février	19 337	650 783	33 655	3 965	87 622	22 099	10 069	290 184	28 820
	Mars	31 243	1 104 332	35 347	7 886	169 634	21 511	15 200	442 189	29 091
	Avril	36 107	1 268 590	35 134	9 664	224 983	25 516	19 047	557 969	29 294
	Mai	43 788	1 510 081	34 486	12 420	316 914	25 516	23 866	701 757	29 404
	Juin	56 416	1 897 858	33 640	15 782	447 547	28 358	29 562	862 488	29 176
	Juillet	70 316	2 356 005	33 506	18 638	536 181	28 768	35 406	1 033 364	29 186
	Août	77 070	2 577 961	33 450	21 463	620 836	28 926	41 048	1 202 181	29 287
	Septembre	87 734	2 924 133	33 330	25 560	693 352	27 126	47 411	1 377 942	29 064
	Octobre	93 760	3 118 311	33 258	27 992	751 412	26 844	54 184	1 564 676	28 877
	Novembre	98 765	3 233 473	32 739	30 430	822 435	27 027	60 844	1 750 220	28 766
	Décembre	140 746	4 421 918	31 418	34 183	947 474	27 718	69 028	1 960 972	28 408
2000 ⁽¹⁾	Janvier	13 407	365 253	27 243	2 218	62 573	24 415	5 511	146 306	26 548
	Février	26 534	756 567	28 513	5 452	133 113	24 415	11 398	306 097	26 855
	Mars	34 067	972 079	28 534	8 278	185 185	22 371	17 564	463 777	26 405
	Avril	40 066	1 102 780	27 524	10 711	249 407	23 285	25 729	674 923	26 232
	Mai	48 307	1 364 538	28 247	13 510	358 077	26 505	30 684	817 929	26 657
	Juin	54 676	1 543 873	28 237	16 113	441 551	27 403	37 401	992 271	26 531

(1) Chiffres cumulés. Les exportations incluent les marchandises générales et les réexportations effectuées dans le cadre du régime douanier d'admission temporaire sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Phosphates et dérivés

Période	Phosphates bruts			Acide phosphorique			Engrais			
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	
1995	9 419 666	2 426 428	258	1 722 957	4 699 334	2 727	1 784 149	3 075 632	1 724	
1996	10 139 919	3 030 179	299	1 618 433	4 598 384	2 841	1 884 573	3 321 168	1 762	
1997	11 669 340	4 141 313	355	1 759 628	5 533 899	3 145	1 831 513	3 352 529	1 830	
1998 ⁽¹⁾	11 730 653	4 412 152	376	1 514 113	4 786 212	3 161	1 804 235	3 290 092	1 824	
1999 ⁽¹⁾	11 380 836	4 462 200	392	1 754 975	5 776 643	3 292	1 853 022	3 107 183	1 677	
1998 ⁽¹⁾	Janvier	936 603	355 735	380	122 773	400 699	3 264	71 161	122 680	1 724
	Février	1 950 743	738 886	379	276 841	887 864	3 207	274 912	509 186	1 852
	Mars	2 974 360	1 138 377	383	386 719	1 241 720	3 211	435 236	826 102	1 898
	Avril	3 989 879	1 528 493	383	501 329	1 609 688	3 211	542 859	1 040 381	1 916
	Mai	4 855 989	1 861 522	383	691 769	2 213 209	3 199	742 121	1 394 584	1 879
	Juin	5 832 156	2 204 514	378	777 713	2 485 692	3 196	855 428	1 609 891	1 882
	Juillet	6 928 844	2 632 497	380	907 661	2 904 014	3 199	977 833	1 820 479	1 862
	Août	7 991 092	3 046 673	381	1 023 730	3 286 875	3 211	1 190 045	2 198 663	1 848
	Septembre	8 817 329	3 362 372	381	1 178 184	3 760 061	3 191	1 401 327	2 582 205	1 843
	Octobre	9 990 364	3 794 818	380	1 304 409	4 157 288	3 187	1 548 246	2 837 208	1 833
	Novembre	10 827 355	4 103 622	379	1 388 126	4 399 710	3 170	1 714 724	3 139 235	1 831
	Décembre	11 730 653	4 412 152	376	1 514 113	4 786 212	3 161	1 804 235	3 290 092	1 824
1999 ⁽¹⁾	Janvier	932 548	341 327	366	160 437	525 229	3 274	99 584	182 606	1 834
	Février	1 883 306	684 601	364	252 500	887 803	3 516	262 684	466 522	1 776
	Mars	2 905 339	1 053 247	363	369 800	1 367 057	3 697	410 688	737 349	1 795
	Avril	3 992 968	1 426 420	357	540 461	1 936 644	3 583	555 969	992 086	1 784
	Mai	4 917 747	1 785 393	363	675 335	2 401 721	3 556	595 719	1 069 660	1 796
	Juin	5 929 440	2 164 870	365	858 122	2 900 149	3 380	802 361	1 432 318	1 785
	Juillet	6 815 441	2 486 422	365	993 317	3 366 007	3 389	1 018 256	1 790 273	1 758
	Août	7 772 021	2 826 882	364	1 172 044	3 981 404	3 397	1 115 022	1 947 639	1 747
	Septembre	8 764 944	3 204 261	366	1 270 973	4 306 642	3 388	1 335 461	2 293 774	1 718
	Octobre	9 554 899	3 524 107	369	1 401 170	4 743 951	3 386	1 522 575	2 605 797	1 711
	Novembre	10 534 699	3 892 934	370	1 634 827	5 260 547	3 218	1 707 887	2 901 720	1 699
	Décembre	11 380 836	4 462 200	392	1 754 975	5 776 643	3 292	1 853 022	3 107 183	1 677
2000 ⁽¹⁾	Janvier	949 038	373 264	393	118 231	404 264	3 419	198 181	304 664	1 537
	Février	1 709 917	654 772	383	186 215	641 119	3 443	384 228	598 090	1 557
	Mars	2 637 331	1 012 140	384	295 343	1 024 967	3 470	514 394	786 951	1 530
	Avril	3 417 549	1 336 651	391	461 152	1 590 555	3 449	649 997	999 006	1 537
	Mai	4 146 091	1 604 703	387	656 945	2 246 988	3 420	804 810	1 232 142	1 531
	Juin	5 159 205	2 024 025	392	796 439	2 712 611	3 406	951 923	1 441 896	1 515

(1) Chiffres cumulés. Les exportations incluent les marchandises générales et les réexportations effectuées dans le cadre du régime douanier d'admission temporaire sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Biens de consommation

(en milliers de dirhams)

Période	Vêtements confectionnés	Articles de bonneterie	Chaussures
1995	3 639 985	2 856 017	606 848
1996	3 412 467	3 046 352	634 885
1997	3 322 896	3 237 062	741 278
1998 ⁽¹⁾	16 637 306	7 475 260	1 134 226
1999 ⁽¹⁾	16 172 334	8 069 858	1 161 726
1998 ⁽¹⁾			
Janvier	1 384 153	562 121	117 924
Février	2 813 932	1 106 509	225 486
Mars	4 227 064	1 610 442	326 523
Avril	5 350 540	2 041 987	390 565
Mai	6 761 249	2 729 392	477 986
Juin	8 231 723	3 457 017	574 591
Juillet	9 803 104	4 242 774	672 733
Août	11 230 058	4 855 361	767 129
Septembre	12 391 326	5 393 066	847 237
Octobre	13 885 991	6 129 509	937 679
Novembre	15 180 403	6 766 775	1 021 758
Décembre	16 637 306	7 475 260	1 134 226
1999 ⁽¹⁾			
Janvier	1 373 487	565 250	110 464
Février	2 756 368	1 118 407	222 106
Mars	4 409 302	1 717 545	368 883
Avril	5 648 445	2 275 275	448 031
Mai	6 939 220	2 938 676	544 046
Juin	8 300 468	3 691 096	653 200
Juillet	9 908 012	4 644 083	768 018
Août	11 094 634	5 256 633	854 488
Septembre	12 152 614	5 881 282	931 138
Octobre	13 544 778	6 641 581	999 167
Novembre	14 799 120	7 294 034	1 075 419
Décembre	16 172 334	8 069 858	1 161 726
2000 ⁽¹⁾			
Janvier	1 296 669	620 116	108 302
Février	2 681 515	1 281 014	232 110
Mars	4 033 011	1 926 433	332 630
Avril	5 320 397	2 480 867	414 719
Mai	6 610 500	3 200 863	500 130
Juin	8 029 543	4 037 117	608 417

(1) Chiffres cumulés. Les exportations incluent les marchandises générales et les réexportations effectuées dans le cadre du régime douanier d'admission temporaire sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 6 - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PAYS

(en millions de dirhams)

Période	Allemagne	Arabie Saoudite	Chine	Espagne	États-Unis	France	Grande Bretagne	Inde	Italie	Japon	Pays-Bas	Mexique	Suède	U.E.B.L.	Libye	Autres	TOTAL
1995	1 654	517	328	3 779	1 362	11 940	1 802	2 640	2 291	3 085	973	321	141	1 251	1 377	6 779	40 240
1996	1 614	541	145	4 089	1 432	11 699	1 600	2 608	2 607	2 874	1 111	495	144	1 457	1 092	7 848	41 356
1997	1 537	647	426	4 813	1 570	12 002	1 710	3 681	2 847	2 470	1 203	559	155	1 494	1 242	8 198	44 554
1998 ⁽¹⁾	4 145	581	519	7 026	1 889	23 839	6 517	3 062	3 417	2 641	1 384	714	136	2 108	969	9 661	68 608
1999 ⁽¹⁾	4 187	678	398	7 867	2 512	26 309	6 527	3 550	3 728	2 680	1 420	578	116	1 980	1 130	9 957	73 617

IX - 7 - IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PAYS

(en millions de dirhams)

Période	Allemagne	Arabie Saoudite	Chine	Espagne	États-Unis	France	Grande Bretagne	Emirats Arabes Unis	Italie	Japon	Pays-Bas	Canada	Suède	U.E.B.L.	Brésil	Autres	TOTAL
1995	4 563	3 831	1 419	6 215	4 770	15 915	2 658	147	4 174	1 060	1 767	1 388	1 497	2 033	2 061	19 371	72 869
1996	4 375	4 283	1 270	6 306	5 336	15 003	2 022	29	5 148	1 328	1 427	1 564	1 037	1 626	2 170	19 039	71 963
1997	3 751	5 157	1 762	6 773	4 888	15 556	2 119	83	4 582	1 982	1 639	1 607	1 148	1 580	1 961	20 433	75 021
1998 ⁽¹⁾	6 699	3 251	2 125	10 160	6 182	25 956	5 340	155	5 871	1 964	2 219	1 285	1 444	2 035	2 377	21 613	98 676
1999 ⁽¹⁾	6 401	3 433	2 420	11 771	6 930	27 275	5 722	225	5 634	2 360	1 893	1 355	1 475	1 867	2 044	25 126	105 931

(1) Données intégrant les transactions réalisées dans le cadre du régime des admissions temporaires sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 8 - BALANCE COMMERCIALE PAR PRINCIPAUX PAYS

(en millions de dirhams)

Période	France	Allemagne	Espagne	Italie	G. Bretagne	Pays Bas	UEBL	États-Unis	Japon	A. Saoudite	Brésil	Chine	Canada	Suède	Inde	Mexique	Autres	Total
1995	- 3 975	- 2 909	- 2 436	- 1 883	-856	-794	-782	-3 408	2 025	-3 314	-1 694	-1 091	-1 134	-1 356	2 423	159	-11 604	-32 629
1996	- 3 304	- 2 761	- 2 217	- 2 541	-422	-316	-169	-3 904	1 546	-3 742	-1 923	-1 125	-1 240	-893	2 152	377	-10 125	-30 607
1997	- 3 554	- 2 214	- 1 960	- 1 735	-409	-436	-86	-3 318	488	-4 510	-1 563	-1 336	-1 317	-993	3 448	434	-11 406	-30 467
1998 ⁽¹⁾	- 2 117	- 2 554	- 3 134	- 2 454	1 177	-835	73	-4 293	677	-2 670	-1 895	-1 606	-895	-1 308	2 630	603	-11 467	-30 068
1999 ⁽¹⁾	- 966	- 2 214	- 3 904	- 1 906	805	-473	113	-4 418	320	-2 755	-1 570	-2 022	-920	-1 359	3 052	506	-14 603	-32 314

(1) Données intégrant les transactions réalisées dans le cadre du régime des admissions temporaires sans paiement.

Source : Office des changes.

X - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

X - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

(en millions de dirhams)

	1997			1998			1999*		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
A. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	114 020,9	114 851,6	-830,7	121 051,9	122 432,2	-1 380,3	128 051,3	129 687,9	- 1 636,6
Biens	67 061,2	84 819,5	-17 758,3	68 611,4	90 882,7	-22 271,3	73 620,7	97 618,8	- 23 998,1
- Marchandises générales	44 362,5	69 046,4	-24 683,9	44 546,2	74 554,3	-30 008,1	47 492,6	79 810,6	- 32 318,0
- Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	22 502,7	15 691,4	+ 6 811,3	23 787,3	16 234,7	+ 7 552,6	25 919,6	17 712,2	+ 8 207,4
- Achats de biens dans les ports	196,0	81,7	+ 114,3	277,9	93,7	+ 184,2	208,5	96,0	+ 112,5
Services	23 542,1	16 425,1	+ 7 117,0	27 148,9	18 852,4	+ 8 296,5	30 541,7	19 636,3	+ 10 905,4
- Transports	4 192,8	5 441,7	-1 248,9	4 285,0	5 449,8	-1 164,8	4 683,0	6 143,4	-1 460,4
- Voyages	13 779,6	3 001,5	+ 10 778,1	16 754,4	4 067,3	+ 12 687,1	19 112,1	4 433,2	+ 14 678,9
- Services de communication	851,8	266,7	+ 585,1	821,1	344,1	+ 477,0	1 108,9	288,2	+ 820,7
- Services d'assurance	290,1	381,6	-91,5	254,9	364,2	-109,3	250,2	360,8	-110,6
- Redevances et droits de licence	37,7	1 171,2	-1 133,5	63,0	1 655,1	-1 592,1	59,1	1 971,0	-1 911,9
- Autres services aux entreprises	1 834,8	1 808,1	+ 26,7	2 385,3	2 350,6	+ 34,7	2 268,7	1 873,6	+ 395,1
- Service fournis ou reçus par les administrations publiques NCA	2 555,3	4 354,3	-1 799,0	2 585,2	4 621,3	-2 036,1	3 059,7	4 566,1	-1 506,4
Revenus	1 642,0	12 839,3	-11 197,3	1 859,4	11 785,3	-9 925,9	1 828,6	11 492,2	-9 663,6
- Revenus des investissements privés	46,1	1 667,0	-1 620,9	53,5	1 573,0	-1 519,5	94,6	2 273,1	-2 178,5
- Revenus des investissements et des emprunts publics	1 595,9	11 172,3	-9 576,4	1 805,9	10 212,3	-8 406,4	1 734,0	9 219,1	-7 485,1
Transferts courants.....	21 775,6	767,7	+ 21 007,9	23 432,2	911,8	+ 22 520,4	22 060,3	940,6	+ 21 119,7
- Publics	775,5	322,6	+ 452,9	888,2	392,9	+ 495,3	464,1	369,4	+ 94,7
- Privés	21 000,1	445,1	+ 20 555,0	22 544,0	518,9	+ 22 025,1	21 596,2	571,2	+ 21 025,0

X - (suite) - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

(en millions de dirhams)

	1997			1998			1999*		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
B. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS									
FINANCIÈRES	25 833,2	21 398,9	+ 4 434,3	23 396,4	21 177,9	+ 2 218,5	44 075,7	27 612,1	+ 16 463,6
1. Capital	4,4	47,7	- 43,3	1,3	97,5	- 96,2	2,4	85,9	- 83,5
Transferts de capital	4,4	47,7	- 43,3	1,3	97,5	- 96,2	2,4	85,9	- 83,5
2. Opérations financières	25 828,8	21 351,2	+ 4 477,6	23 395,1	21 080,4	+ 2 314,7	44 073,3	27 526,2	+ 16 547,1
Secteur privé.....	15 559,0	2 708,9	+ 12 850,1	8 222,8	2 846,0	+ 5 376,8	28 756,1	7 665,4	+ 21 090,7
- Crédits commerciaux	3 220,4	1 484,1	+ 1 736,3	2 750,0	518,1	+ 2 231,9	8 507,1	3 451,2	+ 5 055,9
- Prêts et investissements	12 338,6	1 224,8	+ 11 113,8	5 472,8	2 327,9	+ 3 144,9	18 503,3	4 214,2	+ 14 289,1
- Autres capitaux privés	-	-	-	-	-	-	1 745,7	-	+ 1 745,7
Secteur public	9 696,6	18 606,1	- 8 909,5	14 810,0	17 976,7	- 3 166,7	15 211,0	19 508,9	- 4 297,9
- Prêts	9 696,6	18 576,6	- 8 880,0	14 810,0	17 976,7	- 3 166,7	15 211,0	19 508,9	- 4 297,9
- Opérations avec le F.M.I.	-	29,5	- 29,5	-	-	-	-	-	-
Autres	573,2	36,2	+ 537,0	362,3	257,7	+ 104,6	106,2	351,9	- 245,7
C. ÉCART STATISTIQUE	1 666,4	-	+ 1 666,4	1 538,8	-	+ 1 538,8	1 238,0	-	+ 1 238,0
TOTAL	141 520,5	136 250,5	+ 5 270,0	145 987,1	143 610,1	+ 2 377,0	173 365,0	157 300,0	+ 16 065,0

(1) N.C.A. : non compris ailleurs.

(*) Chiffres rectifiés.

Source : Office des changes

XI - COURS DE CHANGE

**XI - COURS DE CHANGE, EXPRIMÉS EN DIRHAMS, DES PRINCIPALES DEVISES COTÉES
PAR BANK AL-MAGHRIB ⁽¹⁾**

- Cours de virement -

Fin de période	1 dollar E.U. USD	1 euro EUR	1 franc français FRF	1 deutschemark DEM	1 florin hollandais NLG	100 francs belges BEF	1000 lire italiennes ITL	100 escudos portugais ESP	100 pesetas espagnoles PTE	100 shillings autrichiens ATS	1 dollar canadien CAD	1 livre sterling GBP	100 couronnes danoises DKK	100 couronnes suédoises SEK	1 franc suisse CHF	
Déc. 1995																
ACHAT	8,4350		1,72509	5,8925	5,2632	28,679	5,3338	5,6509	6,9581	83,756	6,1989	13,098	152,207	127,270	7,3346	
VENTE	8,5028		1,73547	5,9399	5,3054	28,909	5,3766	5,6963	7,0139	84,428	6,2487	13,204	153,429	128,292	7,3936	
Déc. 1996																
ACHAT	8,7731		1,67520	5,6473	5,0318	27,414	5,7369	5,6109	6,6991	80,258	6,4026	14,901	147,626	127,235	6,4998	
VENTE	8,8259		1,68530	5,6813	5,0621	27,578	5,7713	5,6446	6,7394	80,740	6,4411	14,990	148,513	128,000	6,5388	
Déc. 1997																
ACHAT	9,6850		1,61630	5,4081	4,7985	26,218	5,5030	5,2880	6,3875	76,863	6,7538	16,024	141,975	122,534	6,6565	
VENTE	9,7432		1,62600	5,4406	4,8274	26,376	5,5360	5,3198	6,4259	77,325	6,7944	16,120	142,828	123,271	6,6965	
Mars 1998																
ACHAT	9,8728		1,59680	5,3490	4,7454	25,932	5,4263	5,2226	6,2995	76,028	6,9363	16,571	140,339	123,890	6,4968	
VENTE	9,9322		1,60640	5,3811	4,7740	26,087	5,4589	5,2539	6,3373	76,485	6,9780	16,671	141,182	124,634	6,5358	
Juin 1998																
ACHAT	9,7509		1,60840	5,3910	4,7822	26,143	5,4723	5,2672	6,3671	76,626	6,6421	16,241	141,531	122,009	6,4213	
VENTE	9,8095		1,61810	5,4234	4,8109	26,300	5,5052	5,2988	6,4054	77,086	6,6820	16,338	142,381	122,742	6,4599	
Sept. 1998																
ACHAT	9,2316		1,64580	5,5190	4,8942	26,752	5,5833	5,3812	6,4967	78,440	6,0426	15,675	145,142	117,512	6,6623	
VENTE	9,2870		1,65570	5,5521	4,9236	26,913	5,6168	5,4135	6,5358	78,912	6,0789	15,769	146,014	118,218	6,7024	
Déc. 1998 ⁽²⁾																
ACHAT	9,2274	10,8520	1,65000	5,5332	4,9107	26,826	5,5889	5,3987	6,4991	78,648	5,9474	15,442	145,298	114,772	6,7539	
VENTE	9,2828	10,9170	1,65990	5,5664	4,9402	26,987	5,6225	5,4312	6,5381	79,121	5,9831	15,535	146,171	115,462	6,7945	
Mars 1999																
ACHAT	9,7366	10,4960	1,60010	5,3665	4,7629	26,019	5,4207	5,2354	6,3082	76,277	6,4396	15,731	141,231	118,274	6,5730	
VENTE	9,7951	10,5590	1,60971	5,3987	4,7915	26,175	5,4533	5,2668	6,3461	76,735	6,4783	15,826	142,080	118,984	6,6125	
Juin 1999																
ACHAT	10,0047	10,3340	1,57541	5,2837	4,6894	25,617	5,3371	5,1546	6,2109	75,100	6,7681	15,754	138,998	118,151	6,4434	
VENTE	10,0648	10,3960	1,58486	5,3154	4,7175	25,771	5,3691	5,1855	6,2481	75,551	6,8088	15,849	139,833	118,861	6,4821	
Sept. 1999																
ACHAT	9,7198	10,3750	1,58166	5,3047	4,7080	25,719	5,3582	5,1750	6,2355	75,398	6,6157	16,002	139,570	118,710	6,4937	
VENTE	9,7782	10,4370	1,59111	5,3364	4,7361	25,873	5,3903	5,2060	6,2728	75,849	6,6555	16,098	140,410	119,420	6,5328	
Déc. 1999																
ACHAT	10,0570	10,0910	1,53836	5,1594	4,5791	25,015	5,2116	5,0334	6,0648	73,334	6,9309	16,248	135,570	117,850	6,2910	
VENTE	10,1170	10,1520	1,54766	5,1906	4,6068	25,166	5,2431	5,0638	6,1015	73,777	6,9725	16,345	136,390	118,560	6,3288	
Mars 2000																
ACHAT	10,3230	9,8874	1,50732	5,0553	4,4867	24,510	5,1064	4,9318	5,9424	71,855	7,1110	16,483	132,790	119,440	6,2105	
VENTE	10,3850	9,9468	1,51638	5,0857	4,5137	24,657	5,1371	4,9614	5,9781	72,286	7,1537	16,582	133,590	120,150	6,2478	
Juin 2000																
ACHAT	10,3740	9,9131	1,51124	5,0685	4,4984	24,574	5,1197	4,9446	5,9579	72,041	7,0003	15,671	132,870	117,730	6,3633	
VENTE	10,4360	9,9727	1,52033	5,0990	4,5254	24,722	5,1505	4,9744	5,9937	72,474	7,0424	15,765	133,660	118,430	6,4015	
Sept. 2000																
ACHAT	10,8590	9,5733	1,45944	4,8948	4,3442	23,732	4,9442	4,7751	5,7537	69,572	7,2184	15,998	128,330	112,420	6,2721	
VENTE	10,9240	9,6308	1,46821	4,9241	4,3703	23,874	4,9739	4,8038	5,7882	69,990	7,2617	16,095	129,100	113,100	6,3098	

(1) Bank Al-Maghrrib cote également, chaque jour ouvrable, les cours des monnaies suivantes : couronne norvégienne, yen japonais, dinar tunisien, dinar koweïtien, rial saoudien, dirham des Emirats Arabes Unis, dinar libyen, dinar algérien et ouguiya mauritanienne

(2) Pour l'euro et les monnaies de la zone euro, il s'agit du cours du 4 janvier 1999.

(*) Cours indicatifs calculés sur la base des taux de conversion arrêtés par le Conseil Européen le 31 décembre 1998 (voir note circulaire N°7.255/DAI/98 de Bank AL-Maghrrib publiée dans le Bulletin Trimestriel N°81).

Source : Bank Al-Maghrrib.

XII - COMPTES DE LA NATION

**XII - 1 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHES
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
(Prix constants de 1980)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997*	1998*	1999**
Activités primaires.....	23 280	17 120	21 354	17 120
Agriculture, sylviculture et pêche	23 280	17 120	21 354	17 120
Activités secondaires	36 463	38 484	39 183	40 146
Industrie extractive.....	3 544	4 088	3 951	3 863
Énergie et eau ⁽¹⁾	5 849	6 225	6 301	6 527
Industrie manufacturière.....	22 058	22 806	23 345	23 922
Bâtiment et travaux publics.....	5 012	5 365	5 586	5 834
Activités tertiaires	45 992	46 824	49 656	51 440
Transports et communications.....	7 777	7 961	8 655	9 158
Autres services ⁽²⁾	13 747	14 200	14 446	14 735
Commerce ⁽³⁾	24 468	24 663	26 555	27 547
Produit intérieur brut marchand.....	105 735	102 428	110 193	108 706
Administrations publiques.....	21 292	21 769	22 465	23 027
Produit intérieur brut.....	127 027	124 197	132 658	131 733

**XII - 2 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHES
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997*	1998*	1999**
Activités primaires.....	61 634	49 140	58 069	50 634
Agriculture, sylviculture et pêche	61 634	49 140	58 069	50 634
Activités secondaires	99 120	104 975	109 364	112 163
Industrie extractive.....	5 603	7 132	7 335	7 414
Énergie et eau ⁽¹⁾	25 568	26 867	28 112	28 935
Industrie manufacturière.....	54 500	56 212	58 470	59 531
Bâtiment et travaux publics.....	13 449	14 764	15 447	16 283
Activités tertiaires	117 848	120 836	127 891	130 910
Transports et communications.....	17 980	18 555	19 796	20 757
Autres services ⁽²⁾	38 372	40 212	41 991	43 463
Commerce ⁽³⁾	61 496	62 069	66 104	66 690
Produit intérieur brut marchand.....	278 602	274 951	295 324	293 707
Administrations publiques.....	40 738	43 391	47 234	49 424
Produit intérieur brut.....	319 340	318 342	342 558	343 131

(*) Chiffres révisés

(**) Chiffres provisoires

(1) Combustibles solides, pétrole brut, raffinage de pétrole, électricité et eau.

(2) Hébergement et restauration, autres services marchands non financiers, institutions financières, services bancaires imputés.

(3) Commerce et droits et taxes sur importations nets des subventions.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan

XII - 3 - COMPTE DE BIENS ET SERVICES

(Prix courants)

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997*	1998*	1999**
R E S S O U R C E S				
Produit intérieur brut.....	319 340	318 342	342 558	343 131
Déficit en ressources.....	12 376	11 998	15 782	15 795
Importations de biens et services non facteurs	82 020	85 553	93 500	99 598
Exportations de biens et services non facteurs	69 644	73 555	77 718	83 803
Total des ressources disponibles	331 716	330 340	358 340	358 926
E M P L O I S				
Consommation finale nationale	269 179	264 439	281 180	276 007
Ménages résidents.....	215 361	207 831	219 179	209 702
Administrations publiques.....	53 818	56 608	62 001	66 305
Investissement	62 537	65 901	77 160	82 919
Formation brute de capital fixe.....	61 941	65 786	76 652	83 489
Variation des stocks.....	+596	+115	+508	-570
Total des emplois	331 716	330 340	358 340	358 926

(*) Chiffres révisés

(**) Chiffres provisoires

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

**XII - 4 - REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE
ET SON AFFECTATION
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997*	1998*	1999**
Produit intérieur brut.....	319 340	318 342	342 558	343 131
Revenus nets de l'extérieur.....	12 682	11 167	14 401	13 161
Revenu national brut disponible	332 022	329 509	356 959	356 292
Consommation finale nationale	269 179	264 439	281 180	276 007
- Ménages résidents.....	215 361	207 831	219 179	209 702
- Administrations publiques.....	53 818	56 608	62 001	66 305
Épargne nationale brute.....	62 843	65 070	75 779	80 285
Affectation du revenu national brut disponible.....	332 022	329 509	356 959	356 292

**XII - 5 - COMPTE DE CAPITAL DE LA NATION
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997*	1998*	1999**
Épargne nationale brute.....	62 843	65 070	75 779	80 285
Transferts nets en capital reçus du reste du monde	+639	-43	-96	-83
Besoin de financement	-	874	1 477	2 717
Total des ressources	63 482	65 901	77 160	82 919
Formation brute de capital fixe.....	61 941	65 786	76 652	83 489
Variation des stocks	+596	+115	+508	-570
Capacité de financement	945	-	-	-
Total des emplois	63 482	65 901	77 160	82 919

(*) Chiffres révisés

(**) Chiffres provisoires

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

Ce bulletin a été réalisé sur les presses de
DAR AS-SIKKAH - BANK AL-MAGHRIB
Km 8 Route de Salé à Meknès
B.P. 445 RABAT (MAROC)